

# Radio-Télévision/Heures locales

## Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14888 - 7 F

- DIMANCHE 20 - LUNDI 21 DÉCEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

### Stabilité en Corée du Sud

La victoire du candidat gouvernemental, M. Kim Young-sam, lors de l'élection présidentielle du vendredi 18 décembre symbolise avant tout la continuité et la stabilité en Corée du Sud. Voir un « réflexe sécuritaire » de la population d'un pays qui reste au cœur de la dernière poudrière issue de la guerre froide. C'est ce qui explique le succès plus large que prévu de M. Kim Young-sam - qui était contesté à la fois au sein du Parti démocrate-libéral au pouvoir et par une opposition qu'il avait abandonnée en 1990 - sur son vieux rival M. Kim Dae-jung.

Désireux de consolider un système démocratique instauré après la révolution sud-coréenne de 1987, les Coréens ne sont pas prêts à donner sa chance au symbole de l'opposition à la dictature qu'était M. Kim Dae-jung avant sa décision d'abandonner la vie politique. Dans un système qui reste contrôlé par une élite militaire-bureaucratique et effarée, les Coréens se méfient du risque. Cette méfiance s'explique certainement par la crainte que provoque toujours le régime nordiste du maréchal Kim Il-sung.

A tentative du patriarche de l'économie locale, M. Chung Ju-yong - surnommé « le Rosa Parrot coréen » - de tirer profit de la guerre des « deux Kim », elle aussi, fait long feu. M. Chung n'a pas réussi à établir suffisamment M. Kim Young-sam pour que M. Kim Dae-jung puisse l'emporter. L'homme qui, au péril de sa vie, a lutté toute son existence pour la démocratie aura, au bout du compte, été bien mal récompensé de ses efforts.

Le nouveau président, dont la personnalité ne suscite guère l'enthousiasme, va devoir gouverner un pays différent de celui que son prédécesseur, l'ex-général Roh Tae-woo, fit sortir en 1987 de l'impasse où l'avait conduit une série de dictatures militaires. En dépit de la persistance - y compris dans la campagne - des pratiques du pouvoir traditionnel (prédominance des liens personnels, de clans et de provinces, achat de voix, répression contre les dissidents...), le fonctionnement global des institutions n'en a pas moins changé : un pluralisme et un degré d'expression inconnus auparavant existent désormais en Corée du Sud. Les Coréens le doivent en bonne partie - et ce n'est pas le moindre des paradoxes - aux efforts du grand vaincu du scrutin.

M. KIM YOUNG-SAM devra maintenant de rattacher une certaine discipline après les flottements d'une période « populiste ». Un désenchantement est par ailleurs perceptible face à la détérioration des conditions de vie et à la perte du dynamisme de l'économie sud-coréenne après des lustres de croissance effrénée.

En arrière-plan se profile la question de savoir si le développement est compatible, en Asie, avec une libéralisation politique. Jusqu'à un certain point, la Corée du Sud a été un exemple du précaire équilibre entre ces deux exigences. Il reste à M. Kim Young-sam de faire la preuve qu'à Séoul le pouvoir commande bien, désormais, au fusil.

Lire page 5 les articles de PHILIPPE PONS

M0146 - 1220 0 - 7.00 F



### Avant de quitter précipitamment Pékin

## M. Eltsine a fait l'éloge du « modèle chinois »

Invoquant un impératif besoin de rentrer à Moscou pour raisons de politique intérieure, M. Boris Eltsine a écourté, samedi 19 décembre, sa visite en Chine au terme de deux journées consacrées aux entretiens politiques. A l'issue de sa visite, qualifiée de part et d'autre de « grand succès », le président russe s'est livré à un vibrant éloge du « modèle chinois » de réformes économiques, avec lequel existent d'énormes perspectives de coopération, y compris militaire.

PÉKIN

de nos envoyés spéciaux

Le premier sommet russo-chinois de l'ère post-soviétique s'est terminé en queue de poisson. Avant son départ précipité pour Moscou, M. Eltsine a justifié, à l'aéroport de Pékin, l'annulation de la dernière partie du programme par le besoin de « mettre de l'ordre » dans le pouvoir russe.

« C'est la bagarre là-bas », a-t-il déclaré, se plaignant qu'on veuille lui changer « toute l'équipe » dirigeante de l'ex-premier ministre Egor Gaidar.

« Deux, trois ou même cinq ministres » à la rigueur, mais « pas tout le gouvernement », a-t-il ajouté.

Cela n'a pas empêché Russes et Chinois de se féliciter du « grand succès » que représente cette visite. Les équilibres mondiaux n'en seront pas nécessairement bouleversés, mais elle retiendra sérieusement l'attention à Washington et à Tokyo.

FRANCIS DERON et JAN KRAUZE

Lire la suite et nos informations page 5

### Les élections en Serbie et au Monténégro

## M. Milan Panic s'attaque au pouvoir de M. Milosevic

M. Milan Panic, unique candidat de l'opposition démocratique à l'élection présidentielle du dimanche 20 décembre en Serbie, a appelé les électeurs à voter contre M. Slobodan Milosevic et à opter pour une politique de paix qui permettrait à leur pays de sortir de l'isolement international dans lequel les guerres en Croatie et en Bosnie-Herzégovine l'ont plongé. Le président sortant a demandé à ses compatriotes de refuser le « diktat » de l'étranger, qu'il illustre à ses yeux le premier ministre yougoslave.

NOVI-SAD (SERBIE)

de notre envoyé spécial

Debout sur le toit de sa longue voiture noire, M. Milan Panic lève les bras, sourit à la foule, lance quelques phrases appelant les électeurs à voter pour l'avenir, la paix et le changement. A côté de lui, le dirigeant de l'opposition serbe, M. Vuk Draskovic, brandit trois doigts pour répondre par son signe de ralliement aux ovations de la foule. C'était à Novi-Sad, en pleine campagne électorale, et le premier ministre yougoslave, princ-

pal rival de l'homme fort de la Serbie, M. Slobodan Milosevic, était venu participer à la grande réunion que l'opposition démocratique organisait dans ce chef-lieu de la Voïvodine, province septentrionale de la Serbie, à forte minorité hongroise.

Proposé par les étudiants de Belgrade, M. Milan Panic est l'unique candidat de l'opposition à l'élection présidentielle serbe du dimanche 20 décembre, date à laquelle ont également lieu les législatives.

FLORENCE HARTMANN Lire la suite et nos informations page 4

### Le Parlement examine la saisine de la Haute Cour

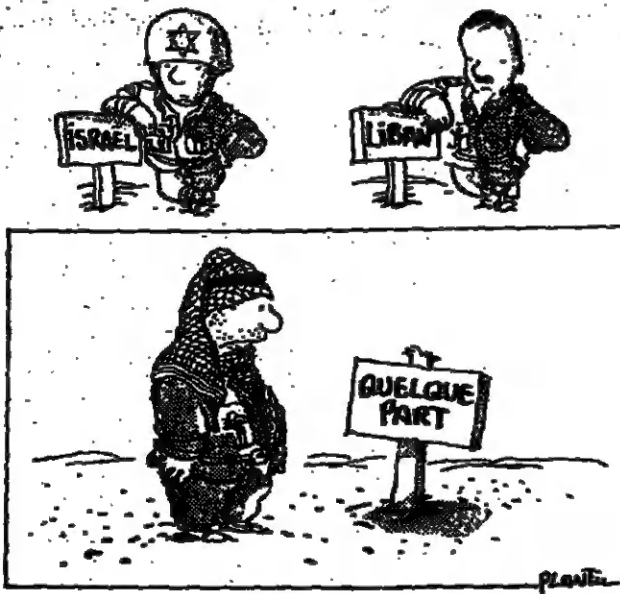
L'Assemblée nationale puis le Sénat devaient examiner, samedi 19 et dimanche 20 décembre, une proposition de résolution présentée par les socialistes. Celle-ci a pour but de saisir la commission de la Cour de cassation chargée d'instruire les dossiers défilés à la Haute Cour de justice à propos des faits reprochés à M. Fabius, à M. Dufour et à M. Hervé dans l'affaire du sang contaminé.

Ce texte devrait être adopté par l'Assemblée, où la majorité absolue des députés est requise, de même qu'au Sénat, où la droite avait déjà voté une mise en accusation visant M. Dufour et M. Hervé.

S'il se révélait impossible d'aboutir avant le fin de la session ordinaire, dimanche à minuit, les députés socialistes demanderaient au chef de l'Etat une session extraordinaire.

Lire nos informations page 6

### Israël condamné par l'ONU



Lire page 3 les articles de FRANÇOISE CHIPAUX et PATRICE CLAUDE

## Une défense sans horizon

Pour la première fois depuis trente ans, l'Assemblée nationale et le Sénat n'ont pas débattu de la loi de programmation militaire

par Jacques Isnard

La session parlementaire d'automne s'achève sans que députés et sénateurs aient eu l'occasion de débattre de la loi de programmation militaire 1992-1994, qui prévoit normalement d'investir pas moins de 308 milliards de francs en faveur de l'équipement nucléaire, spatial et classique des armées, et de sa suite législative pour 1995-1997, qui promet de réserver la bagatelle de 314 milliards de francs. Si une session extraordinaire devait se tenir en janvier prochain, il y aurait de fortes chances que cette programmation sexennale ne soit pas davantage discutée au Parlement,

tant l'ordre du jour prévisible est chargé. Les élections législatives de mars surviendront sans que ce texte ait reçu l'aval des élus de la nation. C'est la première fois depuis le début des années 60, époque à laquelle la programmation fut inventée pour cadrer l'effort de défense, qu'une telle mésaventure se produit en France.

Pour se justifier, le gouvernement de M. Pierre Bérégovoy peut faire valoir que seul le budget approuvé chaque année est un acte qui engage l'exécutif, et donc que les armées ne manquent pas des crédits nécessaires à leur fonctionnement en 1993. La programmation n'est, sur le plan constitutionnel et juridique, qu'un document

censé - par la bénédiction qu'il reçoit du vote du Parlement - mettre en perspective un effort de défense qui a besoin d'être conçu sur le long terme en raison des délais requis par la mise au point des armements.

C'est si vrai au demeurant que, durant trente années, aucune programmation de la V<sup>e</sup> République ne peut prétendre avoir été appliquée à 100 % et que, chaque année, le ministère des finances et l'administration du budget ont cherché - et réussi - à reprendre ce qu'elles avaient du concéder lors de l'élaboration de la programmation, en rognant systématiquement les crédits alloués par le budget.

Lire la suite page 8

### HEURES LOCALES

#### Transports urbains en panne

La fréquentation des bus et des métros dans les agglomérations régionales est en baisse depuis 1991. Les habitants se plaignent des transports, qu'ils estiment lents et peu confortables.

#### Rodes : l'alliance du terroir et de l'informatique

La préfecture de l'Aveyron joue la carte des activités liées à son environnement rural.

Avec les pages « Régions » et « Ile-de-France », le dossier, les informations pratiques, les livres, le débat.

Lire pages 19 à 26

#### M. Michel Sapin au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche à 18 h 30.

### Le Monde DOSSIERS

En décembre 1992, deux dossiers :

#### - SÉCURITÉ SOCIALE : L'IMPOSSIBLE RÉFORME -

En crise depuis une quinzaine d'années, la Sécurité sociale est toutefois parvenue à tisser un système de protection sociale efficace, bien que trop coûteux. Si aucune réforme de grande envergure n'est intervenue au fil des ans, il semble pourtant que l'heure des décisions de fond approche.

#### LA CRISE DES PRISONS

On ne parle de l'univers des prisons que dans les moments de fièvre. La grave crise de cet été a prouvé que l'administration pénitentiaire a besoin de plus de moyens face à la surpopulation carcérale et que les rapports ambigus entre surveillants et détenus doivent être pris en compte au moment des réformes.

Au sommaire des « clés de l'info » : la double crise de la presse écrite, l'entrée en vigueur du marché unique, le gouvernement, la censure et la confiance, la Haute Cour de justice, les femmes prêtres en Grande-Bretagne, l'élection présidentielle en Corée, les élections prud'homales, Erich Honecker, communiste sans états d'âme, les nouveaux produits sur le marché du son.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 10 F

## Le baiser dérobé

Qui était le couple photographié par Doisneau en 1950 ? La justice devra trancher

par Michel Guérin

C'est un baiser qui n'en finit plus, un couple qui se croit seul au monde dans le Paris des années 50. C'est un instant suspendu grâce à l'objectif du photographe, Robert Doisneau, le p'tit gars de Montrouge devenu la star française de l'image fixe. C'est le « Baiser de l'Hôtel de Ville », un des clichés les plus publiés, de New York à Toronto, de Rome à Tokyo. Le couple ? Vous et moi, n'importe qui. Tout le monde peut s'identifier au couple, dans une époque où la nostalgie est reine. On remarque les costumes noirs, les gestes élégants. Lui, faux air d'Yves Montand ; elle, vague profil à la Piaf.

Un couple si parfait, « beau comme le diable », comme le dit Doisneau, qu'ils sont des dizaines à se reconnaître, à retrouver leur ancienne petite amie, leur copain

d'enfance, à y voir leurs parents. Pourquoi pas ? Les visages ne sont pas vraiment identifiables. Aujourd'hui, quarante-deux ans après la prise de vue, trois personnes sont convaincues d'être les protagonistes du « Baiser ». D'un côté, un couple d'imprimeurs à Vitry, Denise et Jean-Louis Lavergne. De l'autre, une ancienne actrice, Françoise Borneo. Trois personnes, ça fait - au moins - une de trop. Qui a raison ? La justice tranchera dans trois ou quatre mois.

La justice, car si, au départ, « toutes ces personnes qui se reconnaissent, c'était plutôt sympathique », comme le dit Robert Doisneau, l'histoire a tourné au vinaigre. On trouve dans ce « drôle de drame », tous les ingrédients du parfait suspense : histoire d'amour, nostalgie, souvenirs, mensonges, indices, « disparitions », gros sous.

Lire la suite page 13

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA ; Arabie, 8 DH ; Tunisie, 780 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Australie, 25 A\$ ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 150 PTA ; États-Unis, 485 F CFA ; Danemark, 14 KR ; France, 100 F ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 F ; Portugal, 170 ESC ; Royaume-Uni, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.



## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 40-85-25-99  
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises  
M. Jacques Lesourne, gérant.

## Le Monde

## PUBLICITE

Président directeur général :  
Jacques Lesourne  
Directeur général : Michel Cros  
Membres du comité de direction :  
Jacques Guiv, Philippe Dupuis  
Isabelle Tsaidi  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Tél. MONDPUB 634 128 F  
Tél. : 46-62-98-71 - Société filiale  
de la SARL Le Monde et de Média et Régies Europe SA.

Imprimerie  
du « Monde »  
12, r. M. Grunbourg  
94852 IVRY CEDEX  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE  
Régistrement au ministère de l'Intérieur  
Indice du Monde au (1) 40-85-25-33

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE  
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS  
1, place Hubert-Beuve-Méry,  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
(de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	RUSSE RUSSIE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS tarif normal
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 065 F	2 960 F

ÉTRANGER :  
par voie aérienne  
tarif sur demande.  
pour vous abonner  
renvoyez ce bulletin  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL  
36-15 LEMONDE  
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou  
provisaires : nos abonnés sont invités  
à formuler leur demande deux  
semaines avant leur départ, en indi-  
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN  
D'ABONNEMENT

## DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les  
noms propres en capitales d'imprimerie.

PP, Paris RP 221 MQ 02

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lesourne : gérant  
directeur de la publication  
Bruno Frippeau  
directeur de la rédaction  
Jacques Guiv  
directeur de la gestion  
Manuel Liebert  
secrétaire général

Rédacteurs en chef  
Jean-Marie Colombant  
Robert Solé  
journaliste au directeur  
de la rédaction  
Yves Agnès  
Jacques Amato  
Thomas Ferenzi  
Philippe Herveau  
Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
(directeur des relations internationales)

Autres directeurs  
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)  
Jacques Fauvet (1989-1992)  
André Laurens (1992-1995)  
André Fontaine (1995-1997)

## DATES

Il y a trente ans

## La crise des accords de Nassau

par André Fontaine

LE 21 décembre 1962, John Kennedy et le premier ministre britannique Harold Macmillan concluaient à Nassau, capitale des Bahamas, un accord qui allait provoquer une crise majeure dans les relations entre la France et ses alliés atlantiques et conduire de Gaulle à mettre son veto, le 14 janvier suivant, à l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE.

Il a fallu, pour en arriver là, tout un enchaînement d'erreurs et de malentendus. À l'origine, une question centrale : le contrôle de l'arme nucléaire. La nature des craintes qu'elle suscite chez le général, comme chez les autres dirigeants européens, a changé. Quand il était revenu au pouvoir, en 1958, dans un monde agité de toutes sortes de tempêtes, il redoutait de voir la France entraînée dans un conflit déclenché sans son accord. D'où son memorandum secret au président Eisenhower et à Macmillan préconisant de coordonner à l'échelle planétaire les stratégies des trois puissances. Mais le développement de l'arsenal soviétique a conduit depuis lors la Maison Blanche à passer de la doctrine des « représailles massives », autrement dit du tout ou rien nucléaire, à la formule de la « réponse flexible » : ce qui signifie en clair qu'elle entend rester maîtresse à chaque instant du choix des armes à employer pour venir au secours d'un allié menacé.

Par deux fois,  
le mauvais choix...

Du coup, on s'interroge sur la valeur réelle de la garantie américaine. « Si la France est attaquée, dit de Gaulle, il est certain que les Américains interviendront. Mais ce qu'on ne sait pas, c'est quand et comment ils interviendront... Voilà pourquoi notre force de dissuasion est si utile (1) ».

Macmillan réagit de même. La Grande-Bretagne n'entend pas renoncer aux armes nucléaires dont elle a entrepris de doter au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Malheureusement, elle fait par deux fois un mauvais choix technique, et donc politique.

La vulnérabilité croissante de ses bombardiers stratégiques l'a amenée à chercher une formule de rechange. Elle croit d'abord l'avoir trouvée en 1959 dans une fusée sol-sol Bluebird qu'elle songe soit à vendre à la France, soit à produire en coopération avec elle ou avec l'OTAN, étant entendu que la fabrication de l'ogive nucléaire dont elle sera munie demeurera en toute hypothèse une responsabilité nationale.

Bientôt, cependant, il lui faut renoncer au Bluebird, la fixité de ses rampes de lancement et le lentur des opérations de remplissage imposées par l'utilisation de propulseurs liquides en limitant beaucoup la fiabilité. Les Américains ont une solution de remplacement, sous la forme d'engins à carburant solide : le Polaris, tiré d'un sous-marin et plongée - même, d'où son nom, sous la calotte polaire - et le Skybolt, d'un avion. Dans les deux cas, la portée se trouve fortement allongée, et la mobilité du lanceur le met pratiquement à l'abri du feu ennemi.

C'est là qu'intervient la deuxième erreur britannique. Sous l'influence de la RAF et des industriels de l'aéronautique, qui espèrent bien conserver au Royaume une flotte de bombardiers, Londres opte pour le Skybolt. Quoique les Américains se refusent à garantir que le projet sera bien mené à terme, un accord est conclu avec eux à cet effet.

Lorsqu'en janvier 1961 Kennedy succède à Eisenhower à la tête des États-Unis, il charge son secrétaire à la défense, le dynamique Robert McNamara, de couper largement dans l'énorme budget imposé au pays par le fameux « complexe militaro-industriel » dénoncé par le président sortant. Polaris et Skybolt font à l'évidence double emploi. Or les avantages du Polaris paraissent de plus en plus manifestes, compte tenu non seulement de ses caractéristiques techniques, mais du fait qu'à part la Grande-Bretagne, seule à détenir des bombardiers stratégiques, aucun pays allié n'envisage d'acquiescer des fusées air-sol.

Dès mai 1961, Londres est averti que le projet Skybolt a toutes les chances d'être abandonné si son coût ne peut pas être fortement abaissé. À peine la crise des fusées de Cuba terminée, l'ambassadeur du Royaume-Uni est prévenu en novembre que, sauf pour son gouvernement à prendre à sa charge l'essentiel du financement, il lui faut en faire son deuil. Un mois plus tard, McNamara informe son homologue britannique, Thorpey-



Le président John Kennedy et le premier ministre britannique Harold Macmillan aux Bahamas

croft, que la décision est pratiquement irrévocable.

Le même McNamara ayant condamné sans appel, dans un discours du 16 juin, les « instruments nucléaires limités, agissant indépendamment, comme dangereux, voués à la désuétude et ne présentant pas la crédibilité nécessaire à la dissuasion », Thorpeycroft lui demande carrément si, en dénonçant le contrat Skybolt, les États-Unis ne cherchent pas surtout à priver Londres de son indépendance nucléaire. Et si, dans le cas contraire, ils sont prêts à lui fournir des Polaris dont l'emploi ne serait pas subordonné à un veto américain. Le secrétaire à la défense jure que la décision n'obéit qu'à des motifs techniques et financiers. Mais il ne cache pas qu'il faudrait s'attendre à d'assez vives réactions des autres alliés si la Grande-Bretagne bénéficiait d'un traitement privilégié.

## « Ne pleurez pas, Milord... »

Macmillan ayant pris rendez-vous avec Kennedy pour lui soumettre ses idées sur la détente Est-Ouest après la crise de Cuba, il décide d'en profiter pour tirer l'affaire au net. Apparaissant, il passe le week-end chez de Gaulle à Rambouillet. Sans doute attend-il quelque réconfort de sa visite à un homme avec lequel il avait noué, lorsqu'il représentait son gouvernement à Alger pendant la guerre, des relations cordiales : après des années passées à tenter d'empêcher la constitution du marché commun, le Royaume-Uni ne vient-il pas, sous la pression des États-Unis, de déposer sa demande d'adhésion ?

Peine perdue : l'entrevue se passe si mal que le général, pour remonter le moral de son interlocuteur, lui lance *in fine* le fameux « Ne pleurez pas, Milord », emprunté à la chanson d'Edith Piaf alors sur toutes les lèvres.

Le président de la République n'avait admiré nul homme politique autant que Churchill. Mais la phrase que celui-ci lui avait servie la veille du débarquement de Normandie l'avait marqué pour la vie : « Sachez-le, général, s'il nous faut un jour choisir entre l'Europe et le grand large (2) ». Pour lui, la Grande-Bretagne n'est plus qu'un porte-avions américain. Après avoir, par acquit de conscience, proposé au premier ministre britannique, en des termes si alambiqués que celui-ci n'en saisis pas le sens, de construire en commun une fusée stratégique, il s'appuie sur l'avertissement de Churchill pour lui dire : a) que le Royaume n'a décidément rien d'européen, b) qu'il ne parviendra pas, quoi qu'il en dise, à préserver son indépendance nucléaire.

Les dénégations de son hôte ne le font pas changer d'avis : l'Angle-

terre a « les reins cassés. Il y a encore des apparences, il y a encore des habitudes, il y a encore les traditions royales, il y a encore les institutions anglaises. Mais tout cela ne compte pas. Les dirigeants sont flageolants » (3).

Contrairement à l'attente générale, cependant, Macmillan réussira à imposer ses vues à Nassau. Non sans peine. Kennedy redoutait que Khrouchchev ne cherche à prendre en Europe sa revanche de sa défaite dans la crise des fusées de Cuba. Or celle-ci l'a convaincu de l'absolue nécessité pour les États-Unis de tenir dans une seule et solide main ce que l'on appelait alors les 3 C : le commandement, le contrôle, la communication. Qu'un seul des alliés dispose de l'autonomie de décision nucléaire, et cette unité serait rompue. Mais ce n'est pas tout ; le jeu risque d'autant plus de se compliquer que d'autres ne manqueraient pas d'évoquer au précédent : la France, bien sûr, dont le but essentiel est de se dégager du protectorat américain, mais aussi, le cas échéant, l'Allemagne : or, s'il est un point sur lequel Washington et Moscou sont bien d'accord à l'époque, c'est sur la nécessité de ne la

laisser en aucun cas accéder à la possession d'armes nucléaires.

Reste qu'il faut en même temps apaiser les doutes des alliés quant à l'automaticité d'une intervention américaine en cas d'agression limitée à l'Europe et les craintes des non-nucléaires de subir une discrimination de fait. C'est ce que prétend résoudre un *gimmick* - un truc élaboré dans les derniers temps de la présidence Eisenhower et que Kennedy, malgré son scepticisme initial, a repris à son compte.

Force multilatérale  
et force multinationale

Il consiste à créer une force multilatérale intégrée, composée de sous-marins nucléaires à Polaris, et servis, sous l'autorité de SACEUR, le commandant en chef atlantique en Europe, américain bien sûr, par des équipages intégrés, autrement dit mixtes. Y participeraient ceux des alliés qui le désiraient. Ce qu'obtient Macmillan à Nassau, en rappelant avec insistance comment son pays, en juin 1940, s'était trouvé seul, et comment ses savants avaient aidé l'Amérique à mettre au point la bombe A, c'est qu'à côté de

cette force multilatérale (MLF, pour *MultiLateral Force*) en soit créée une autre, également composée de sous-marins à Polaris, également placée sous l'autorité de SACEUR, mais celle-là *multinationale* : les équipages seraient purement nationaux, et la décision d'emploi prise en commun par les nations participantes, c'est-à-dire les États-Unis et la Grande-Bretagne bien sûr, mais aussi, si elle le souhaite, la France, et personne d'autre. Il est entendu que chacun reprendra la disposition de ses unités au cas « où ses intérêts suprêmes seraient en jeu ».

Le prix à payer, pour la Grande-Bretagne, est très élevé : financièrement d'abord, puisqu'il lui faut acheter les Polaris et fabriquer tant les sous-marins qui les lanceront que les ogives destinées à les équiper, mais politiquement aussi, puisqu'elle doit s'engager à participer à la MLF. On n'en demande pas autant à la France, qui voit non sans surprise les Américains la mettre sur le même « rang » théorique que le Royaume-Uni et fermer derrière elle les portes du club atomique.

De Gaulle fut-il tenté de donner suite à la proposition ? Le ton aimable de sa première demande de précisions à John Kennedy autorise au moins à poser la question. Mais c'était déjà une lourde erreur, de nature à nourrir sa naturelle méfiance, que de ne pas l'inviter à Nassau. Très vite, il déclare en conseil des ministres que le seul but de l'opération est d'enchaîner la France au char américain, comme le pauvre Macmillan a accepté de le faire pour la Grande-Bretagne. Le veto à l'adhésion à la CEE, dans ces conditions, est inévitable.

Le chef de l'État croira reprendre l'initiative en signant, quelques jours plus tard, avec le chancelier Adenauer, un traité bilatéral destiné dans son esprit à constituer la pierre angulaire de l'Europe « européenne » de ses rêves. Mais Washington fera en sorte que le Bundestag l'assortisse d'un préambule dans lequel Alfred Grosser voit à juste titre « l'inventaire de tout ce qui était supposé aller à l'encontre de la politique du général » (4), lequel, déshabillé, n'écartera pas à comparer la vie des traités à celle des roses.

S'engagera alors entre Paris et Washington une bataille diplomatique de tous les instants, qui ne s'achèvera qu'avec l'élection, en novembre 1968, du président Nixon, grand admirateur, pour sa part, du général. Entre-temps pourtant la force multilatérale aura été enterrée par son prédécesseur Johnson, conscient, après le retour au pouvoir des travaillistes britanniques, qu'elle créait décidément plus de problèmes qu'elle n'en résolvait.

- (1) Jean-Raymond Tournoux, *La Tragédie du général*, Plon, 1967.
- (2) Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. III, Plon.
- (3) Tournoux, *op. cit.*
- (4) Alfred Grosser, *Les Occidentaux*, Fayard, 1978.

## "GRAND JURY"

RTL - Le Monde

MICHEL

SAPIN

MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET

ANIMÉ PAR HENRI MARQUE

AVEC ANDRÉ PASSERON ET MICHEL NOBLEGGI (LE MONDE)

DOMINIQUE PENNEQUIN ET JEAN-YVES HOLLINGER (RTL)

18 H 30

DIMANCHE

EN DIRECT

RTL



# ÉTRANGER

Exigeant le retour des Palestiniens expulsés

## Le Conseil de sécurité de l'ONU « condamne fermement » Israël

Après de longues consultations, la discussion de projets et de contre-projets d'amendements, le Conseil de sécurité des Nations unies a, tard dans la soirée de vendredi 18 décembre, « condamné fermement », à l'unanimité, l'expulsion par Israël vers le Liban de 417 Palestiniens, rappelant qu'il était « fermement opposé » à ce genre de pratiques.

Dans sa résolution 799, le Conseil a réaffirmé que la quatrième Convention de Genève « s'applique à tous les territoires palestiniens occupés par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem » et souligné que « l'expulsion de civils contrevient aux obligations que la Convention

impose » à l'Etat juif. Il a exigé que ce dernier « garantisse le retour immédiat et en toute sécurité dans les territoires occupés de tous ceux qui ont été expulsés ». Jeudi, il a enfin demandé au secrétaire général de l'ONU « d'envisager d'envoyer » dans la région un représentant pour examiner cette « grave situation » avec le gouvernement israélien.

La décision israélienne avait déjà été condamnée par de nombreux pays et organisations internationales. Ainsi la CEE, déplorant par ailleurs le fait qu'Israël n'ait pas répondu à son appel, a « exhorté » l'Etat juif à autoriser « le retour immédiat » des expulsés. Parallèlement,

la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne faisaient connaître leur réprobation. L'Organisation de l'unité africaine (OUA) souligne que les expulsions « minent le processus de négociations » de paix en cours. Le président George Bush, recevant à Washington une délégation palestinienne, a exprimé, selon cette dernière, sa « sympathie » et qualifié la décision israélienne de « dangereuse » pour le processus de paix. Le Canada a souligné que cette mesure était une « violation du droit international », et le Japon l'a jugée « tout à fait déplorable » en invitant « toutes les parties concernées à faire preuve de retenue ».

La CICE de son côté s'est déclaré contraint de « protester une fois de plus » contre les méthodes d'Israël. C'est une « mesure arbitraire et irresponsable de nature à compromettre le processus de paix en cours », a déclaré le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Ismat Abdel Méquid, alors que la Tunisie, l'Algérie et la presse arabe ont exprimé leur indignation. L'OLP, nous signale notre correspondant à Tunis, Michel Dauré, devait tenir samedi une réunion à laquelle a été invité le mouvement islamiste Hamas, et des membres de la délégation palestinienne aux négociations de paix avec Israël.

## Jérusalem n'a « aucunement l'intention » d'obéir

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Embarrassés mais « pas vraiment surpris » par la condamnation internationale dont leur décision d'expulser 417 Palestiniens a fait l'objet, les autorités israéliennes, soulignées quand même que l'ONU n'ait pas assorti sa décision de sanctions, n'avaient, samedi 19 décembre, « aucunement l'intention » d'obéir à l'ajournement du Conseil de sécurité et de rapatrier ceux qu'elles appellent « les terroristes fondamentaux ». Interrogé, le directeur du service de presse du gouvernement, M. Uri Dromi, nous a déclaré : « Avec tout le respect qui lui est dû, le Conseil de sécurité n'est pas responsable de la sécurité des citoyens d'Israël, c'est nous qui le sommes ».

Les personnes « temporairement déplacées » se trouvent désormais, « non pas dans la zone de sécurité » que l'armée israélienne contrôle dans le sud du Liban, mais « sur le territoire national libanais », Israël

laisse clairement entendre que leur sort dépend de Beyrouth. « Contrairement à ce qu'affirment des journalistes étrangers, mercredi soir, un communiqué du ministère de la Défense, il n'est pas vrai que les personnes « évacuées » aient été livrées au froid et à la pluie, sur un territoire étranger. « Tout cela est une opération de propagande ». Chacun des évacués, affirmant les militaires, s'est vu remettre « des vêtements chauds, des couvertures et 50 dollars ».

Préoccupé de l'ampleur des dommages infligés à l'image d'Israël à la suite des « cafouillages » et des développements imprévus de cette affaire, le premier ministre, M. Itzhak Rabin, a accordé vendredi soir aux grandes chaînes de télévision étrangères une interview collective, dans laquelle il a réitéré les motivations de son action (le Monde du 19 décembre).

Selon M. Gad Ben Ari, porte-parole du premier ministre, le gouvernement ne répondra officiellement aux réactions internationales que

dimanche, après sa réunion hebdomadaire. Sur le plan intérieur et malgré la colère exprimée par une partie nettement marginale de la gauche, l'opinion appuie très massivement le gouvernement. Selon un sondage réalisé auprès d'un échantillon de 453 personnes et publié par le premier quotidien du pays, *Yedioth Aharonot*, 91 % des Israéliens « approuvent » sans réserve la mesure d'expulsion. Mais seulement 55 % des personnes interrogées estiment qu'elle va significativement « réduire le terrorisme ». Plus d'un quart estime que cette mesure va au contraire l'activer.

Ce n'est pas l'avis du chef d'état-major des armées, le général Ezer Weizman, commanditaire numéro un de l'opération, qui a déclaré samedi à la radio nationale qu'il n'y avait rien à regretter. « L'opération porte un coup très rude à l'infrastructure du Hamas et du Jihad islamique », a-t-il dit. « Même si j'y ai dans un premier temps un réajustement de la violence et des attentats terroristes ». Dès vendredi soir, dans un tract

clandestin distribué à Jérusalem, le mouvement islamiste Hamas criait « vengeance » (le Monde du 19 décembre), ce qui n'est pas vraiment nouveau.

Plus inquiétant pour Israël, Hamas, dont les militants s'en prennent régulièrement à ceux des organisations laïques comme le Fath de M. Arafat, appelle tous les mouvements de lutte palestiniens à s'unir contre « l'ennemi commun ». Dans les territoires, la grève déclenchée vendredi est presque totale. Dans les camps de réfugiés de Gaza, de Naplouse et autour de Hébron en Cisjordanie occupée, de brèves et violentes manifestations ont éclaté. Le couvre-feu a été décrié sur de nombreuses localités et des centaines de milliers de Palestiniens sont désormais interdits d'approvisionnement. Près de Hébron, les soldats ont eu recours à leurs armes pour réprimer des manifestations : un jeune Palestinien a été tué et deux autres gravement blessés.

PATRICE CLAUDE

## Beyrouth réclame des « sanctions »

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Les quatre cent dix-sept Palestiniens expulsés par Israël ont passé leur deuxième nuit en terre libanaise, sous des tentes de fortune, plantées sur un sol gelé et piqueté de neige, à 1 000 mètres d'altitude. A mi-chemin entre la dernière position occupée par les Israéliens au Liban sud et le premier poste de l'armée libanaise, renforcé pour la circonstance, c'est en quelque sorte un nouveau camp palestinien qui s'est créé dans ce no man's land d'environ 2 kilomètres de profondeur.

Les autorités libanaises ont précisé aux organisations internationales - CICR (Comité international de la Croix-Rouge) et UNRWA (Office des Nations unies pour le secours aux réfugiés de Palestine) notamment - auxquelles elles ont donné l'autorisation d'agir, que « l'aide humanitaire devait n'avoir qu'un caractère urgent et momentané ». Pas question pour le Liban d'accepter, par exemple, l'installation de logements préfabriqués, qui serait le prélude à une installation de longue durée, souligne-t-on à Beyrouth.

### « Un phénomène d'implantation »

« Une fois de plus victime innocente d'un crime commis par Israël », selon les termes d'un officiel, le Liban, qui refuse l'entrée de ces Palestiniens, n'entend pas revenir sur sa décision. « Le Liban a porté plainte et demandé un Conseil de prendre contre Israël des décisions assorties de sanctions sur la base du chapitre sept de la Charte des Nations unies », nous a ainsi affirmé le ministre des affaires étrangères, M. Farès Bouciz. « Israël profite de la possession de pouvoir aux Etats-Unis pour imposer un fait accompli », a poursuivi M. Bouciz avant d'ajouter : « Si ces 417 passent, d'autres finiront par passer. Nous sommes devant un phénomène d'implantation ».

Ravivés par le démarrage du processus de paix, la crainte est vive au Liban d'une installation définitive de tous les réfugiés palestiniens qui se trouvent sur son sol, et dont le nombre s'élève à près de 350 000. Elle s'exprime aussi bien chez les responsables que parmi la population, chacun ayant conscience que le refus de l'OLP d'y consentir ne suffira pas à faire disparaître le danger.

M. Bouciz a, d'autre part, sollicité l'appui des cinq membres permanents du Conseil de sécurité américain, russe, chinois, britannique et français. Le chef de la diplomatie libanaise a demandé l'intervention directe de leur pays auprès d'Israël pour que celui-ci revienne sur sa décision. Faute de sanctions adoptées par l'ONU, il a souhaité que ces pays décident séparément « des sanctions politiques, économiques ou militaires » contre l'Etat juif. Soutenu dans cette affaire par l'OLP, dont le chef, M. Yasser Arafat, a envoyé un message au président Elias Hraoui, et par la Syrie, dont l'armée est déployée non loin de l'enclave où campent les expulsés, le Liban se veut d'autant plus ferme que la pression internationale sur Israël est grande.

Pour l'instant, l'unanimité est totale au Liban : il ne faut pas céder au diktat israélien ni participer, d'une manière ou d'une autre, à l'exode forcé des Palestiniens. Dans les diverses manifestations qui ont eu lieu dans le pays, les formations politiques libanaises et palestiniennes ont demandé au gouvernement de persister dans son refus.

Les Libanais s'inquiètent toutefois des conséquences possibles de cette affaire sur le plan intérieur, en particulier d'une éventuelle agitation dans les camps de réfugiés, qui pourrait tourner à l'affrontement entre les partisans du Fath de M. Arafat et les islamistes du Hamas et du Jihad islamique. Sans doute est-ce pour tenter de prévenir un tel développement que le Fath a organisé vendredi soir une manifestation dans le camp palestinien d'Aïn Heloué, le plus grand du Liban, au cours de laquelle un de ses responsables a affirmé que la riposte à l'expulsion « sera dure et ne se fera pas attendre ». M. Bouciz a aussi évoqué le danger que pourrait représenter pour son pays une éventuelle alliance des militants palestiniens islamistes expulsés avec le Hezbollah pro-iranien, dont l'influence reste grande au Liban et qui est en première ligne dans la résistance contre Israël.

### Dans des conditions précaires

La situation risque de devenir vite difficile à maîtriser tant les conditions d'installation des déportés sont précaires. Ce n'est que dans la soirée de vendredi que le CICR a pu acheminer des tentes dans lesquelles ces derniers devaient « dormir serrés les uns contre les autres » après avoir passé une première nuit en plein air, alors que la température restait proche de zéro degré.

Selon les témoignages des responsables du CICR qui ont rassemblé les nombreuses lettres de ceux des expulsés qui n'avaient pu prévenir leurs familles, ces Palestiniens, dont l'âge varie entre dix-huit et soixante-cinq ans, souffrent d'écoulements aux poignets et, pour certains, aux chevilles, causés par les liens de nylon avec lesquels ils ont été attachés pendant vingt-quatre heures en attendant leur expulsion. Deux d'entre eux sont blessés, mais leur état n'inspirerait pas d'inquiétude. Le gouvernement libanais n'a pas autorisé le CICR à procéder à d'éventuelles évacuations médicales. « Ce n'est pas à Israël de nous faire supporter l'occupation et nous ne sommes pas à l'origine de ce drame », a expliqué un ministre libanais pour prévenir toute critique.

FRANÇOISE CHIPAUX

Le correspondant de Renter à Gaza a été remis en liberté. - Quatre jours après avoir été arrêté à son domicile (le Monde du 16 décembre), M. Taher Shritch, correspondant à Gaza de l'Agence Renter et de plusieurs organes de presse américains, collaborateur occasionnel du Monde, a été libéré vendredi 18 décembre. Il faisait partie du groupe de Palestiniens qui devaient être expulsés vers le Liban, mais il avait été ramené jeudi de la frontière israélo-libanaise vers la prison de Gaza où il a été remis en liberté. - (Renter).

IRAK : attentat à l'explosif contre un convoi d'aide alimentaire. - Dans un communiqué publié vendredi 18 décembre à Rome, le Programme alimentaire mondial de l'ONU a affirmé que huit camions affectés par des bombes à retardement dans le Kurdistan irakien. Des engins explosifs ont été découverts dans neuf autres véhicules. L'attentat n'a pas fait de victimes. C'est le troisième incident de ce type, en trois semaines, contre des camions de l'ONU dans le nord de l'Irak. - (AFP).

## LOIN DES CAPITALES

### A Qom, des mollahs par milliers

QOM

de notre envoyée spéciale

Les grandes aba (capes) sombres - grises ou brunes - des hommes balayant la chaussée et caressant les murs. Ombres noires, les femmes glissent, les yeux presque toujours baissés, dans des tchadors si amples qu'on ne peut deviner leurs formes. Les mollahs enturbannés déambulent sur toutes les places, dans toutes les rues, à l'intérieur des sanctuaires. Qom, à 180 kilomètres environ au sud de Téhéran, a supplanté Nadjef en Irak : c'est aujourd'hui le plus grand centre d'enseignement religieux chiite dans le monde.

La ville vit plutôt chichement. Du moins en apparence. « Un mollah n'est jamais pauvre », ironise Hussein. « Des mollahs, on peut en exporter partout, dans tous les pays, dans d'autres, partout. C'est la seule chose que nous puissions exporter ».

A Qom, en tout cas, il y en a partout. Une concentration impressionnante au kilomètre carré, surtout un vendredi, jour de Dieu et de surcroît veille de l'anniversaire de la mort de Fatima, sœur de l'imam Ali et Reza, dont la sanctuaire, Hazrat-e-Mahsouneh, au pied d'un rocher de plâtre doré, grouille de pèlerins avec leurs belles coiffes blanc et noir et leurs longues robes sombres. Difficile pour un non-spécialiste de distinguer les étudiants des maîtres. Au total ils seraient près de 20 000, dont un grand nombre appartenant à la lignée du prophète et que l'on reconnaît à leur turban noir.

Les mosquées - dont certaines datent du quatorzième siècle - sont belles, plutôt sobres, avec leurs minarets longilignes couverts de mosaïques jaunes et bleues, se découpent d'autant plus nettement sur le paysage que le reste de la ville est plat et sec : austère même, avec ses petites maisons de terre ou de briques, plus souvent brunes que blanches, alignées le long de ruelles étroites en terre battue. Même la nature s'est mise de la partie pour imposer à cette ville austère et pénitente : l'eau y est salée et imbuvable. Et ce ne sont pas les chemins des petites industries textiles qui pourraient égayer le paysage.

Des portraits de chefs religieux décorent le péage, où on vous délivre un ticket non payant, qui commande l'entrée de la ville - que l'on atteint après avoir traversé un paysage désertique dont un « laas de sel » ne fait que durcir les lignes. Leurs regards sont comme autant de rappels à l'ordre islamique. Une fois franchie cette frontière, aucune infraction aux règlements n'est en effet tolérée, comme cela peut être parfois le cas à Téhéran.

Toute la gent féminine, même des fillettes hautes comme trois pommes, porte le tche-

dor, systématiquement noir. On compte sur les doigts d'une main celles qui se permettent le fantasme d'un tchador bleu à petites fleurs brunes. A l'intérieur du sanctuaire de Fatima, c'est le seul vêtement toléré pour les femmes, et le grand foulard, si sobre et décemment soit-il, est totalement exclu. Un corbère en tenue bleu marine, un grand bâton argenté à la main, veille au respect strict de cette règle, sur le pas d'une sorte de guérite plantée à l'entrée du sanctuaire.

Il faut croire cependant que les infractions à l'ordre existent puisqu'à la fin de novembre les premières associations de *Nasheehine* (conseillers) chargés de lutter contre les « corruptions sociales » sont entrées en activité dans la ville. Un millier d'entre eux ont pour mission de « propager la culture islamique et d'orienter les jeunes de Qom vers la lutte contre la culture dépravée de l'Occident ».

### Religion et politique

Dans les rues, la foule a cet air grave que suscite tout lieu saint et que rompt à peine l'atmosphère bon enfant d'une place bordée de petites boutiques : « J'écoute dans son bazar, Qom rassemble étrangement à Nadjef », commente un chite irakien. A la différence que l'on distingue de plus en plus les deux catégories d'hommes de religion : ceux qui continuent de se consacrer aux affaires de Dieu, et ceux qui sont de plus en plus mêlés au bruit du monde. « L'Iran aspire à devenir le



seul pôle à la fois religieux et politique de l'Islam chiite. Vous mesurez l'étendue d'un tel rayonnement ? ».

Mais il faut par ailleurs de sa conviction que Nadjef, où se trouve la mausolée de l'imam Ali, premier imam chiite, retrouvera son rôle « historique » de premier centre de l'Islam chiite. Nadjef s'est vidé. De la dizaine de milliers d'étudiants et chefs religieux de toutes nationalités qui fréquentaient ses écoles et ses mosquées, il ne resta plus,

sous le régime actuel, qu'une poignée. « Mais les régimes ont une durée de vie. Ils passent ».

L'université islamique n'est pas l'apanage des seuls hommes. A l'une des extrémités de la ville, une grande bâtisse entourée d'un haut mur, et dont l'entrée est commandée par une porte métallique. On dirait un Internet ou un noviciat. C'est l'université (islamique) al-Zahrat pour les jeunes filles. Elles s'apprêtent à se rendre à la grande prière du vendredi. Sans un regard pour l'étranger de passage, même s'il s'agit d'une femme, elles pressent le pas. On ne voit que leurs yeux qui ne s'animent que lorsqu'elles bavardent entre elles à mi-voix. Il y a à la fois des traniennes bien sûr, mais aussi des étrangères, dont, nous affirme un étudiant, une dizaine de Libanaises et quatre ou cinq Françaises. La langue du Prophète étant l'arabe, tous les étudiants, quelle que soit leur nationalité, parlent cette langue dans sa version la plus pure, celle du Livre de Dieu, le Coran.

C'est à Qom que l'imam Khomeiny a suivi son éducation coranique dès l'âge de quatre ans. C'est sous la coupole de la grande mosquée qu'il a commencé à haranguer les foules contre le chah, dès les années 60 - après que le souverain n'eût pas hésité à faire donner la troupe dans la ville et, surtout, qu'il eût lui-même vitupéré les religieux à l'intérieur de cette même mosquée.

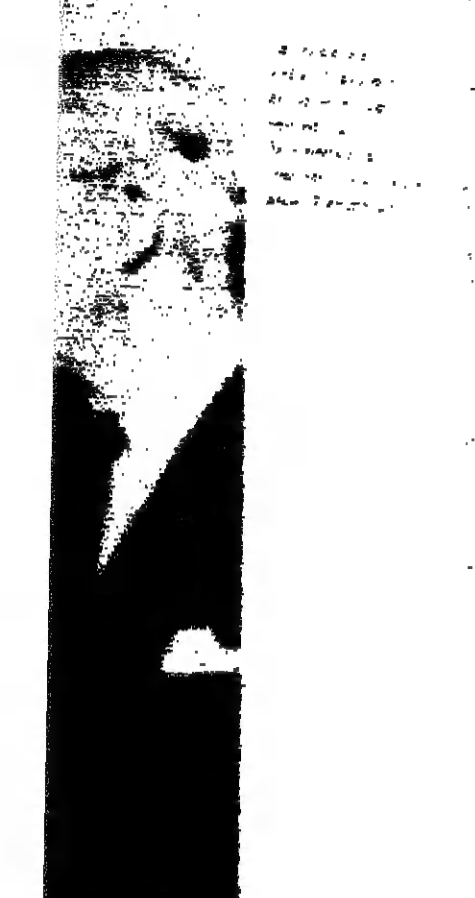
C'est également de Qom qu'est partie, en 1978, la première insurrection qui devait entraîner l'année suivante la chute du chah et l'avènement de la République islamique. C'est aussi sur Qom que se replia provisoirement l'imam Khomeiny après son retour triomphal à Téhéran. Et c'est sur la route de Qom, à une quinzaine de kilomètres seulement de Téhéran, qu'a été érigé son mausolée, énorme bâtisse à coupole dorée, d'une laideur affligeante, mais dont le sol couvert de tapis de laine offre aux fidèles un havre de paix.

C'est enfin à Qom que vivent aujourd'hui les ayatollahs Gulpagani et Rouhani, deux des successeurs possibles de l'ayatollah Aboul Qassem al-Khoi, la plus haute autorité religieuse chiite, décédé au mois d'août dernier en Irak.

Compte tenu de la lutte pour le pouvoir que se livrent aujourd'hui conservateurs et libéraux en Iran, une délégation de religieux de Qom, conduite par l'ayatollah Ojvadi-Amoli, s'est rendue auprès du guide de la République islamique, l'ayatollah Ali Khomeiny, à Téhéran. Cette « première » a été interprétée comme une démarche visant à mettre en garde contre toute « déviation » idéologique. De toute évidence, ce n'est pas de Qom que soufflera sur l'Iran un vent de liberté.

MOUNA NAIM

de Nassau



GRAND ART  
FILM Le Monde

MICHEL  
APIN  
DES FILMS



## EUROPE

Les élections présidentielles en Serbie et au Monténégro

## La trompeuse discrétion de M. Milosevic

L'un, premier ministre «fédéral» depuis le 14 juillet 1992, distribue les budgets; l'autre, président de Serbie, tient l'appareil depuis 1987. Ce dernier, M. Slobodan Milosevic, a-t-il réellement peur de son rival, M. Milan Panic? Certes, il a tout fait pour empêcher sa candidature par le biais de moyens légaux, mais ceux-ci se sont retournés contre lui. Il a même donné campagne, lui aussi, mais à sa manière: ses meetings en dehors de Belgrade ne sont pas toujours annoncés à l'avance et seuls quelques journalistes «amis» peuvent le suivre. En province, il est pratiquement sûr d'être accueilli chaleureusement, puisque les habitants n'ont accès qu'à des médias officiels, qui lui contrôlent. Une seule chaîne de télévision est rétransmise dans la «Serbie profonde»: il en est de même pour la radio. Les journaux qui y sont distribués sont fidèles, la presse d'opposition manquant de papier et de moyens de distribution.

Les grandes manifestations de l'opposition à Belgrade ne reflètent certainement pas l'état d'esprit

régnant dans les campagnes serbes. Arrivé à la tête de la Ligue des communistes de Serbie sur le thème de la «révolution antibureaucratique», M. Milosevic a vite exploité la fibre nationaliste, historiquement très forte en Serbie, pour assoir son pouvoir. Il s'agissait d'abord de raviver la conscience serbe et de tirer un trait sur «l'humiliation» que Tito avait infligée à la Serbie pendant trois décennies de Fédération yougoslave. Le marshall estimait, en effet, qu'une Yougoslavie équilibrée supposait une Serbie affaiblie. C'est sur la question du Kosovo, berceau de la nation serbe mais peuplée à plus de 80 % d'Albanais de souche, que M. Milosevic a réussi à mobiliser les foules. Car cette province avait acquis sous Tito un statut d'autonomie jugé intolérable par les dirigeants serbes.

1987, 1988, 1989: c'était l'époque des grands «meetings de solidarité» avec les Serbes du Kosovo, rassemblant des dizaines, parfois des centaines de milliers de personnes, l'apogée de Slobodan Milosevic. Une bonne partie de l'opinion l'a

soutenu ensuite sur le thème de la défense des Serbes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine. Il continue d'ailleurs à utiliser cet argument pour justifier un soutien «politique et moral» de ces mêmes Serbes. Ce n'est certainement pas un hasard si le «capitaine» Arkan, chef d'un groupe paramilitaire ultranationaliste qui s'est distingué sur plusieurs fronts de Croatie, s'est porté candidat à Pristina, capitale du Kosovo. Face à une opposition timorée qui s'est réfugiée derrière la candidature de M. Panic, M. Milosevic n'a, en fait, qu'un seul soutien politique, celui du Parti radical serbe de M. Vojislav Seselj, un sociologue plus nationaliste encore que le président serbe.

Aujourd'hui, en dépit de l'embargo, M. Milosevic peut compter sur un soutien populaire certain en dehors de la capitale car, lorsqu'il déclare que la Serbie «n'a jamais eu faim et ne pliera jamais», il sait qu'il peut compter sur un sentiment ancré dans son peuple. Les Serbes sont sensibles à l'argument selon lequel ils sont, une fois de plus, vic-

times d'un complot de l'étranger et les «martyrs» de l'histoire.

Pour discrète qu'elle soit, la campagne de M. Milosevic — homme peu disert, — qui s'appuie sur l'appareil de l'ex-Ligue des communistes, n'est pas moins efficace. Il peut se targuer tout à la fois d'avoir défendu les intérêts de son peuple en Croatie et d'avoir préservé, officiellement, la Serbie de la guerre.

Reste que, en dehors des arguments nationalistes qui peuvent toujours séduire une partie de l'électorat, sa politique a entraîné un isolement international de la Serbie, sans oublier, bien entendu, les pertes en vies humaines ainsi que le flot de réfugiés dans le sillage du conflit. Si, à la veille des élections, les marchés sont subitement à nouveau achalandés, que l'essence a réapparu à des prix abordables, c'est que le régime serbe sent que la grogne populaire face au marasme économique résultant de l'embargo risque d'effacer l'enthousiasme initial dont il bénéficiait.

A. D. et Y. H.

## Les attaques de M. Milan Panic

Suite de la première page

Le Parti démocratique (DS) comme le Mouvement démocratique de Serbie (DEPOS) — regroupant une dizaine de partis — ainsi que l'Alliance civique (GS) lui ont apporté leur soutien.

Milliards américains d'origine serbe, rappelle l'état dernier à Belgrade pour prendre la tête du gouvernement de la nouvelle fédération serbo-monténégrine et redorer le blason de son pays, mis au ban des nations pour sa responsabilité dans la guerre en Bosnie-Herzégovine, M. Milan Panic a mené une campagne électorale. En quinze jours à peine, il a parcouru des milliers de kilomètres, traversé une trentaine de villes et rencontré plus de 300 000 personnes. Il aime les bains de foule, les contacts directs. Chez les paysans, dans les usines, sur les chantiers ou dans les meetings, M. Milan Panic se livre à un véritable numéro de charme. Il est chaleureux, parfois même fantasiste. M. Panic déconcore les habitants de la vieille école communiste en distribuant des poignées de main, en embrassant ses hôtes, en partageant la gâterie des ouvriers. Il sait aussi taper sur l'épaule du petit vendeur des rues pour l'encourager, parce que «c'est comme cela que l'on commence à faire des affaires». M. Panic va droit au but, au risque de choquer l'auditoire.

Agent de Washington

En imposant le «style Panic», tranchant sur la froideur de son rival, il s'est constitué un capital de sympathie qui menace d'écarter M. Slobodan Milosevic. Il a su également remonter dans l'estime de la population en se battant jusqu'au bout pour surmonter tous les obstacles semés par le maître de la Serbie, qui voulait l'éliminer de la course électorale. M. Panic n'est pas homme à baisser les bras. A Vrsac (dans le nord-est de la Serbie), lorsqu'il s'est retrouvé devant des milliers de personnes sans haut-parleur ni mégaphone, il est monté pour la

première fois sur le toit de sa voiture — qui a autrefois appartenu à Tito — pour faire son discours. Lors- que le maire de Nis (Sud-Est), l'un des fiefs de M. Milosevic, lui a refusé l'hospitalité, M. Panic a passé outre et rassemblé sous une pluie battante plus de 20 000 personnes, qui ont ovationné le discours le plus long de sa campagne.

A la veille du scrutin, cet homme, que l'équipe de M. Slobodan Milosevic accuse ouvertement d'être un agent de Washington chargé de trahir l'intérêt national, était convaincu de sa victoire. «La possibilité de voir les socialistes (de M. Milosevic) remporter les élections n'existe pas», affirmait-il. Aux plus sceptiques, il avançait les résultats des sondages

de l'Institut de sociologie de Belgrade, effectués en coopération avec un expert américain, M. Douglas Schoen, et indiquant, mardi 15 décembre, qu'il devançait de quatre points M. Milosevic. Les sondages publiés pour le compte de celui-ci et donnant l'avantage à l'actuel président serbe font, selon M. Panic, partie des mensonges divulgués en permanence par les médias officiels, qui sont devenus un véritable outil de propagande entretenue volontiers la haine et la violence.

«Maintenant ou jamais»

Une constatation qui a d'ailleurs conduit M. Panic à déclarer récemment que M. Milosevic et son équipe étaient «des criminels qui, par le biais de la télévision, assassinent chaque jour nos enfants». Conscient de l'urgence de la situation, compte tenu de la guerre en Bosnie-Herzégovine et de la «décrépitude économique et morale» dans

## Les hommes et les partis en présence

Plus de sept millions d'électeurs serbes et monténégrins sont appelés, dimanche 20 décembre, à désigner respectivement les présidents de Serbie et du Monténégro, les Parlements de ces deux Républiques, leurs responsables municipaux et un nouveau Parlement fédéral de Yougoslavie (Serbie-Monténégro).

En Serbie, sept candidats à la magistrature suprême briguent les suffrages de 8,9 millions d'électeurs. L'élection devrait cependant se résumer en un duel entre le président sortant Slobodan Milosevic (socialiste, ex-communiste) et le premier ministre fédéral, l'homme d'affaires serbe naturalisé américain Milan Panic, prônant la paix et la conciliation. Un second tour pourrait les départager dans deux semaines.

Au Monténégro, neuf candidats au poste de président se disputent, au scrutin majoritaire à deux tours, les voix de près de 430 000 électeurs. L'actuel

président, M. Momir Bulatovic, leader du Parti démocratique des socialistes (PDS, ex-communiste), part favori devant le libéral Slavko Perovic.

Leur duel, dont l'enjeu est le degré de souveraineté du Monténégro dans la nouvelle Yougoslavie, pourrait être troublé par le dissident du PDS, M. Branko Kostic, un proche des dirigeants de Belgrade, dont la candidature est présentée par les anciens combattants de la guerre serbo-croate.

Par ailleurs, 45 partis et groupes présentent 4 678 candidats pour les 250 sièges à pourvoir au Parlement de Serbie. Au Monténégro, 940 candidats de 19 partis se disputent, à la proportionnelle électorale, les 85 sièges du Parlement. Au niveau fédéral, les électeurs serbes et monténégrins doivent désigner, parmi 1 276 candidats, les députés de l'une des deux Chambres, la Chambre des citoyens. — (AFP)

mère originaire de l'ex-Yougoslavie et ses deux enfants avaient été grièvement brûlés à la suite de l'incendie que les deux jeunes gens avaient provoqué à Hemsbach, dans le sud-ouest du pays. — (AFP)

o GEORGIE: suspension des négociations avec la Russie. — Le Parlement géorgien a décidé, vendredi 18 décembre, de suspendre les négociations avec la Russie sur le traité bilatéral qui doit définir les conditions du stationnement des troupes russes en Géorgie — glacées jeudi en «état d'alerte». Selon Tbilissi, l'armée russe se plie aux «forces conservatrices alliées des séparatistes abkhazes». — (AFP)

o ITALIE: trente-trois arrestations dans le cadre de la lutte contre la Mafia. — Une vaste opération anti-mafia a permis de démanteler un réseau de trafiquants d'armes et de drogue agissant entre la Ligurie et la Sicile (Calabre), et d'opérer trente-trois arrestations, ont annoncé vendredi 18 décembre les carabinieri. C'est essentiellement le clan des «Giuffrè» qui a été

démantelé, selon les enquêteurs. Basé à Seminara, le clan dominait le conseil municipal, qui avait été dissous récemment par le ministre de l'Intérieur pour complicité avec la Mafia. Le pouvoir des Giuffrè était tel que, lors de la procession religieuse de l'Assomption (m août), le cortège avait dû fuir pour venir s'arrêter devant la maison du boss. — (AFP)

o PANAMA: la vice-présidente démissionne. — Le vice-président panaméen, M. Ricardo Arias Calderon, a démissionné, jeudi 17 décembre, de ses fonctions. M. Arias, qui est âgé de cinquante-neuf ans et leader du Parti démocratique chrétien (opposition), a estimé, au cours d'une conférence de presse, que le gouvernement du président Guillermo Endara est «incapable» de faire face à la corruption, de préparer «la panamisation» du canal pour l'an 2000, et d'apporter des solutions au problème du chômage et de la pauvreté. — (AFP)

o TANZANIE: arrestation de trente-cinq islamistes sur l'île de

Zanzibar. — Trente-cinq Tanzaniens musulmans, soupçonnés d'être «fondamentalistes», ont été arrêtés, sur l'île de Zanzibar, pour avoir notamment participé à des offices religieux en plein air, désormais interdits, a annoncé, vendredi 18 décembre, la radio nationale. Le Conseil pour la propagation de l'islam en Tanzanie a mis en garde les musulmans contre l'utilisation du multipartisme pour promouvoir des idées séparatistes sur une base religieuse. — (AFP)

o ZAIRE: trois morts lors de manifestations à Kinshasa. — Trois personnes ont été tuées — dont deux lors d'affrontements avec les forces de l'ordre — et huit autres blessées, vendredi 18 décembre, à Kinshasa, a indiqué, dans un communiqué, le gouverneur de la capitale. Des barricades avaient été élevées dans la journée sur différents artères dans les quartiers populaires, à l'occasion d'une journée de protestation contre le régime du maréchal Mobutu. — (AFP)

BOSNIE-HERZÉGOVINE

## L'Assemblée générale de l'ONU presse le Conseil de sécurité de faire respecter ses résolutions

La situation en Bosnie-Herzégovine a fait l'objet, vendredi 18 décembre, de deux résolutions des Nations unies, l'une du Conseil de sécurité exigeant la fermeture de tous les camps de prisonniers dans cette République ex-yougoslave et l'autre de l'Assemblée générale évoquant l'hypothèse d'une intervention militaire multinationale.

Le Conseil de sécurité de l'ONU, «horrié» par «la détention et le viol massif» de femmes musulmanes en Bosnie-Herzégovine, a exigé que tous les camps de détention soient «immédiatement fermés» dans cette République. Dans une résolution (798) adoptée à l'unanimité, les membres du Conseil ont demandé au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, «de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires dont il peut disposer sur place» pour permettre à une délégation de la CEE d'accéder librement et en toute sécurité aux lieux de détention.

Cela devrait se traduire par un accompagnement militaire de cette mission, avec des effectifs de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU), souligne-on de sources diplomatiques. Le projet de résolution a été présenté par la France à la suite de la publication d'une série de rapports sur des viols systématiques dans ces camps.

De son côté, l'Assemblée générale a demandé au Conseil de sécurité d'envisager, d'une part, une levée de l'embargo sur les armes en Bosnie-Herzégovine, d'autre part, une intervention militaire multinationale si les résolutions de l'ONU continuent à être violées après le 15 janvier par la Serbie et le Monténégro.

Une résolution adoptée par 102 pays — 57 autres, dont ceux de la CEE, se sont abstenus ou aucun Etat ne s'est prononcé — rappelle au Conseil de sécurité qu'il a des «responsabilités dans le maintien de la paix et de la sécurité internationale», et, en particulier, qu'il doit faire en sorte que les forces serbes et monténégrines

se conforment à toutes les résolutions de l'ONU et qu'elles mettent fin à leurs «actes d'agression» en Bosnie. La résolution, qui n'est pas contraignante, a été votée par les Etats-Unis. Le texte avait été préparé par la Bosnie-Herzégovine avec le soutien des pays musulmans.

A Genève, le Comité international de la Croix-Rouge a lancé un appel aux factions bosniaques pour qu'elles libèrent 3 000 personnes encore détenues — 1 400 dans six camps serbes, 1 000 dans 10 camps musulmans et 540 dans quatre sites contrôlés par les Croates. L'organisation a par ailleurs confirmé que le camp de détention serbe de Manjaca avait été fermé après la libération des 418 derniers détenus. — (AFP, Reuters)

o Un militaire français blessé à Sarajevo. — Un officier français de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU) a été blessé, jeudi 17 décembre, sur l'aéroport de Sarajevo par un tueur isolé. Le capitaine Galtan Le Hénaff, commandant le 1<sup>er</sup> escadron du régiment d'infanterie de chars de marine (RICM) de Vannes, a été atteint dans le dos alors qu'il mettait en place son dispositif. Mercredi soir, un soldat avait été blessé par balle alors qu'il assurait la garde à l'aéroport. — (AFP)

o Le président Iztbegovic assumera un troisième mandat. — Le président bosniaque, M. Alija Iztbegovic, dont le mandat arrive à expiration dimanche, a indiqué, vendredi 18 décembre, qu'il continuerait à assumer ses fonctions au-delà de cette date «en raison de l'état de guerre» en Bosnie-Herzégovine. M. Iztbegovic, un Musulman, a effectué deux mandats (un an, et il aurait dû être remplacé à cette fonction par une personnalité croate. La Constitution n'autorise pas plus de deux mandats successifs, mais «quand le pays est en état de guerre, le mandat du président peut être prolongé», a déclaré M. Iztbegovic. — (AFP)

## DIPLOMATIE

Pour des opérations de maintien de la paix

## Les pays de l'Est coopéreront avec l'OTAN

BRUXELLES

de notre correspondant

La «rapprochement» de la France et du commandement intégré de l'OTAN (le «Monde» du 18 décembre) n'est pas encore de nature à régler tous les problèmes suscités par le fait que Paris ne souhaite pas réintégrer complètement cette structure. On l'a bien vu, vendredi 18 décembre, pendant la réunion du conseil de coopération nord-atlantique (COCONA), instance de dialogue entre l'OTAN et ses anciens adversaires de l'Est, créé il y a un an.

A l'initiative des Etats-Unis, un accord de principe a été annoncé sur la coopération des pays de l'Est et de l'OTAN dans des opérations de maintien de la paix. Mais jusqu'où cette coopération militaire peut-elle aller? Elle ne peut pas, estime-t-on à Paris, être confiée aux instances militaires de l'OTAN auxquelles la France ne participe pas, comme le comité des plans de défense.

Ce point de vue n'est pas partagé par le secrétaire d'Etat américain, M. Lawrence Eagleburger. Evoquant «la voie qui conduit à la planification commune», à l'entraînement commun et même aux manœuvres conjointes pour les opérations de maintien de la paix, M. Eagleburger a incriminé la France sans la citer en exprimant «l'espoir que la nation qui n'a pas voulu donner son assentiment à une telle coopération reconnaîtra que nous devons aller de l'avant».

Le secrétaire général de l'Alliance, M. Manfred Wörner, s'est employé à minimiser ce différend lors de la conférence de presse finale. «Nous voulons pouvoir faire des opérations de maintien de la paix avec la France, a-t-il dit. Ce pays a une grande expérience en la matière et il serait idiot de ne pas

en profiter malgré quelques divergences théologiques».

On retrouve la trace de cette bataille «théologique» que livre la France dans le «Programme de travail 1993 pour le dialogue, le partenariat et la coopération» adopté par le COCONA. Ce document annonce des «consultations sur des questions relatives au maintien de la paix et sur des questions connexes, d'abord en séance de travail d'ad hoc au niveau des ambassadeurs, ensuite en réunion ad hoc d'experts politico-militaires». Autrement dit, le Conseil de l'Alliance, où siège l'ambassadeur de France auprès de l'OTAN, pourrait sans doute garder le contrôle des opérations éventuelles de maintien de la paix, lesquelles donneront lieu à une coopération militaire entre «les pays intéressés», une formule qui laisse à chaque Etat la liberté d'y participer ou non.

Cette énième querelle franco-américaine au sein de l'Alliance est, probablement, passée par-dessus la tête des pays de l'Est, invités à cautionner les initiatives occidentales relatives à l'ex-Yougoslavie. «Nos pays sont prêts à apporter leur soutien et leur contribution, cas par cas, aux opérations de maintien de la paix engagées sous l'autorité de l'ONU ou la responsabilité de la CSCE, qui confèrent à ces opérations une légitimité internationale», indique la déclaration commune publiée à l'issue de la réunion du COCONA. Toutefois, il n'est rien dit de précis quant à la Bosnie. Et certains des invités de l'OTAN se sont abstenus quand il s'est agi d'approuver la menace adressée implicitement, la veille, par l'OTAN aux Serbes s'ils continuaient de violer l'interdiction de survol de la Bosnie.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE



ASIE

CORÉE DU SUD : l'élection de M. Kim Young-sam à la présidence de la République

Un vote en faveur de la stabilité

Les Coréens du Sud se sont rendus nombreux aux urnes, vendredi 18 décembre, pour élire leur nouveau président. En l'emportant plus facilement que prévu sur son vieux rival M. Kim Dae-jung, M. Kim Young-sam succède à une série de militaires. Sa victoire a été saluée par le président Bush et par le premier ministre japonais, M. Kiichi Miyazawa, qui a souligné que la coopération nippo-coréenne se resserrerait sous le nouveau président.

SEOUL

de notre envoyé spécial

En désignant, vendredi, M. Kim Young-sam comme successeur au président Roh Tae-woo, dont le mandat s'achève en février, les Coréens ont voté en faveur de la stabilité alors que s'ouvre une période cruciale pour leur pays. Non seulement des réformes sont nécessaires pour donner un nouvel élan à l'économie, mais c'est vraisemblablement au cours du mandat du nouveau président que se posera de manière aiguë le problème de la Corée du Nord, voire de la réunification, lorsque le président Kim Il-sung, âgé de quatre-vingt-deux ans, quittera la scène.

Compte tenu de ces inquiétudes diffuses, cette victoire claire (42 % des voix) est l'expression d'un « choix national », estime M. Kil Soong-

hoo, professeur de sciences politiques de l'Université nationale de Séoul. Elle n'efface pas pour autant les aspirations au changement qu'incarnait le grand vaincu de ces élections, M. Kim Dae-jung, qui avait, cette fois, de bonnes chances de l'emporter mais n'a obtenu que 34 % des suffrages. Visiblement amer, cet éternel opposant a concédé sa défaite et annoncé qu'il se retirait de la vie politique. Significatives de l'évolution de la Corée, ces élections le sont aussi par ce retrait de la grande figure de l'opposition depuis près d'un quart de siècle.

« Un réflexe sécuritaire »

La défaite de M. Kim Dae-jung s'explique en partie par les médiocres résultats obtenus par le patriarche de l'industrie et fondateur du groupe Hyundai, M. Chung Ju-yung, qui n'a recueilli que 16,2 % des voix. S'il avait soutenu davantage de suffrages au candidat gouvernemental, il aurait favorisé M. Kim. « Je suis peiné pour mon pays », nous a dit un journaliste coréen, exprimant l'opinion partagée par beaucoup d'intellectuels : « Nous avons raté la chance d'une réelle maturité politique qui aurait fait franchir à la démocratisation une nouvelle étape ».

Le retrait de M. Kim Dae-jung, qui a confié la direction de son parti à son second, M. Lee Ki-taek, pourrait conduire à un relâchement des forces d'opposition qui risquent d'être sans grand effet : en votant pour

M. Kim Young-sam, les Coréens ont aussi opté pour un système de parti dominant qui rejette l'opposition à la marge du processus décisionnel.

Dans les derniers jours, la campagne a cependant été marquée par d'évidents manquements à la neutralité des instances électorales, promise par le président Roh, mais qui n'a été qu'une « noble façade », selon un autre professeur de sciences politiques, M. Han Sang-joo : les médias et les réseaux du pouvoir ont incontestablement favorisé le candidat du parti gouvernemental. Moins qu'une action orchestrée, les initiatives destinées à protéger des intérêts individuels se sont multipliées. « C'est moins pour un programme que dans un réflexe sécuritaire que les Coréens ont élu M. Kim Young-sam », estime M. Ahn Byung-joon, de l'université Yonsei.

Les neuf millions de voix recueillies par M. Kim Dae-jung sont néanmoins significatives d'une aspiration à un meilleur équilibre régional ainsi qu'à une plus grande justice sociale. Bien que les opposants radicaux reconnaissent les progrès accomplis, ils sont réservés sur l'accomplissement de la démocratie, estimant qu'un autoritarisme modéré a succédé à l'autoritarisme tout court. Selon le Conseil national des églises, il reste encore 852 prisonniers politiques (étudiants, syndicalistes et personnes ayant eu des contacts avec le Nord).

PHILIPPE PONS

Un pragmatique plus qu'un homme de conviction

SEOUL

de notre envoyé spécial

En accédant à la présidence, M. Kim Young-sam réalise une ambition caressée depuis qu'il entra au Parlement en 1954. Elu du Parti libéral au pouvoir, il rejoignit par la suite l'opposition, qu'il devait quitter à son tour, en janvier 1990, pour participer à la formation d'une vaste coalition conservatrice destinée à devenir le parti gouvernemental. C'est donc moins un homme de conviction qu'un pragmatique qui succède à M. Roh Tae-woo.

Né en 1927 dans une famille aisée de la petite île de Jeju, au sud de la péninsule, diplômé de la prestigieuse Université nationale de Séoul, M. Kim fut un jeune politicien brillant, plusieurs fois chef du groupe parlementaire d'opposition et le plus jeune président d'un parti politique. Présent modeste sur Kennedy en tant qu'ancien démocrate, il prit néanmoins soin de se tenir à l'écart des radicaux, il lui manquait cependant toujours la verve de tribune et le charisme de son rival, M. Kim Dae-jung.

M. Kim Young-sam devait en faire l'ambassadeur lorsqu'en 1971, alors qu'il était au point d'obtenir l'investiture de l'opposition contre le dictateur Park Chung-hee, à l'élection présidentielle, M. Kim Dae-jung fit basculer le congrès en sa faveur. Depuis, le carrière de M. Kim Young-sam a

été marquée par cette rivalité qui allait accentuer un régionalisme déjà prononcé : l'opposition entre la province de Kyongsang et celle de Cholla, « fief » de M. Kim Dae-jung.

Alors qu'unis les deux hommes auraient pu l'emporter à l'élection présidentielle de 1987, qui allaient faire entrer la Corée dans une ère politique nouvelle, leur rivalité favorisa l'actuel président Roh Tae-woo. M. Kim Young-sam arriva en seconde position et son rival en troisième.

Bon vivant

Contrairement à l'austère Kim Dae-jung, issu d'une famille modeste et fervent catholique, M. Kim Young-sam, pourtant de confession presbytérienne, a la réputation d'être un bon vivant. Cherchant depuis quelques années à se rajouter, le nouveau président, parfois ostentatoire pour ses cheveux précocement blancs, se fait désormais tendre d'un noir de jais.

Sa grande époque fut celle au cours de laquelle M. Kim Dae-jung avait été neutralisé - en exil, en prison ou en résidence surveillée - entre 1973, année où il fut enlevé au Japon par les sbires de Park Chung-hee, et le milieu des années 1980. M. Kim Young-sam devint président du Nouveau Parti démocrate en 1974, prenant ainsi la tête de l'opposition alors que le régime Park accablait son autor-

tarisme. En 1979, quelques temps avant l'assassinat de Park, il se vit retirer le droit de siéger au Parlement. En mai 1983, pour protester contre le régime du général Chun Doo-hwan, il entreprit une grève de la faim de vingt-trois jours. Assigné à résidence, il ne fut autorisé à revenir sur la scène politique qu'en 1985.

See qualités de défenseur des valeurs démocratiques furent estompées, aux yeux des opposants, par son ralliement à M. Roh en janvier 1990. Il justifia sa décision de participer à la formation du Parti démocrate-libéral (PDL), réunissant conservateurs et opposition modérée, en expliquant : « Sans ce compromis, nous risquions un putsch ».

Il devint ainsi le « numéro deux » du PDL, puis, malgré une vive opposition interne, accéda à sa présidence en mars 1992, ce qui en fit le candidat désigné à la succession de M. Roh. Tout en cherchant à rassurer les conservateurs par un programme de réforme modérée, il a promis du bout des lèvres une meilleure garantie des droits de l'homme. En ce qui concerne le dialogue avec la Corée du Nord, M. Kim n'entend pas sacrifier la sécurité à une amélioration des relations avec Pyongyang et il poursuivra sur ce point, comme sur d'autres questions diplomatiques, la politique de son prédécesseur.

Ph. P.

M. Eltsine a fait l'éloge du « modèle chinois »

Suite de la première page

Et plus encore à Moscou : que le président de la Russie « démocratique » ait « changé d'opinion » sur la Chine communiste, multipliant les coups de chapeau au « modèle chinois », aura presque sûrement des effets sur la politique économique de son pays.

Conscient que le spectaculaire réchauffement des relations entre les deux pays, l'ouverture d'une « ère nouvelle », risquait d'inquiéter, M. Eltsine a répété que la coopération russo-chinoise « n'était dirigée contre personne », qu'il ne s'agissait pas d'une « alliance », et que ni les États-Unis ni le Japon ne devaient s'inquiéter. Mais ses bonnes paroles, à l'égard de Tokyo en particulier, manquaient de chaleur : « Nous n'avons pas d'allergie à l'égard des Japonais, et sa visite à Tokyo continue à poser problème ».

Surtout, il a parlé avec un enthousiasme de converti des « énormes perspectives » de coopération entre la Russie et la Chine, en particulier dans le domaine militaire, et cela y compris « pour les armements les plus sophistiqués » (les principes de cette coopération militaire seront définis « d'ici un mois » par les ministres de la défense). Il a aussi affirmé que les investissements chinois dans l'économie russe pourraient bien dépasser ceux des Occidentaux.

Parmi les vingt-quatre accords bilatéraux signés à l'issue de sa visite - « un record digne du Guinness Book », a-t-il fièrement remarqué - M. Eltsine a mentionné la vente par la Chine de 10 millions de tonnes de maïs, à un prix beaucoup plus avantageux que le maïs américain si l'on tient compte des frais de transport. On a aussi parlé de coopération spatiale, nucléaire (la Russie construira une

centrale d'une capacité de deux fois 300 mégawatts), des transports... Bref, on a tout fait pour que « l'unique route de la soie devienne la voie vers la prospérité ».

Moins lyrique, le chef de l'administration présidentielle russe, M. Iouri Petrov, constatait tout de même avec grand plaisir qu'il n'y avait désormais « aucun problème » entre Russes et Chinois, et que les choses allaient d'autant mieux que « beaucoup des dirigeants chinois d'aujourd'hui ont été formés chez nous, et se souviennent de l'époque où l'URSS leur apportait une aide désintéressée ». Une jolie manière de faire le pont avec une époque dont M. Petrov - représentant de la tendance « apparatchik » de l'entourage présidentiel - garde une évidente nostalgie.

La santé de M. Deng Xiaoping

L'essentiel, pourtant, c'est que la Chine soit apparue à M. Eltsine si différente de ce qu'il imaginait, à savoir « un pays où l'on marche au pas derrière le parti ». On peut trouver étrange qu'il affirme avoir découvert la réalité chinoise au bout de quarante-huit heures passées uniquement avec des officiels dans la capitale. Mais ce que l'on retiendra à Moscou, c'est l'éloge



qu'il a fait d'une réforme économique conduite « sans forcer l'allure, sans révolution, sans secousse », et « sans faire baisser le niveau de vie des gens, au contraire ». Des propos qui pourraient sortir tout droit de la bouche des « centristes », sinon même des conservateurs russes. Certains membres de l'entourage de M. André Kozyrev, le ministre libéral des affaires étrangères, dont le sort ne tient plus qu'à un fil, ont accueilli avec un bien triste sourire cette avalanche de compliments au « modèle chinois ».

Au passage, M. Eltsine a regretté que « les communistes russes », du

temps où ils étaient au pouvoir, ne s'en soient pas inspirés. D'autant qu'à son avis les réformes politiques vont suivre en Chine, comme il a cru le comprendre au cours de sa conversation avec le secrétaire général du PCC, M. Jiang Zemin. Un entretien qui l'a fort agréablement surpris : « J'avais peur que ce soit très formel et très rigide, les Chinois m'avaient traité de tous les noms quand j'ai quitté le PC soviétique. [De fait, M. Jiang avait refusé de le rencontrer lors de son séjour à Moscou, au printemps 1991.] Mais en fait ça a été très chaleureux ».

Cette dernière remarque, M. Eltsine l'avait faite en parcourant la Cité interdite, où il avait une fois de plus donné une démonstration d'absence de simplicité sinon d'ingénuité. Il s'est certes intéressé à l'histoire de la dynastie des Ming, mais l'ancien spécialiste du bâtiment s'est aussi beaucoup préoccupé de savoir comment les palais impériaux étaient chauffés et éclairés. Tâtant de la main une tuile de céramique, il a apprécié en connaisseur, et placé un dictionnaire russe « Plus le toit est solide, mieux savent-ils le construire » - avant de demander le nom de l'architecte, ignorant apparemment qu'en Chine l'architecte ne peut être que l'empereur.

« Architecte en chef des réformes » est d'ailleurs l'une des manières officielles de désigner M. Deng Xiaoping, le patriarche chinois qui avait reçu M. Gorbachev en 1989, mais que M. Eltsine n'a pu voir. « Il ne se sent pas bien », a déclaré le président russe qui, au passage, a bousculé les convenances : le sujet est tabou à Pékin où, officiellement, M. Deng se porte comme un charme. Ce ne fut pas le seul exemple de franchise « eltsinienne ». Interrogé par un journaliste de Taiwan sur les relations que la Russie entretiendra avec l'île non communiste, il n'a pas fait dans la délicatesse : « A Taiwan, c'est comme à Singapour,

dans les Emirats ou au Japon, ils ont du liquide ! C'est pourquoi il nous faut avoir des relations avec eux, mais pas des relations politiques. Cela ne gênera en rien la Chine ».

Fragilité politique

La Chine s'est efforcée de faire bonne figure devant le départ anticipé de M. Eltsine. Le ministère chinois des affaires étrangères a pris soin de faire savoir que le président russe lui avait civillement annoncé au préalable sa décision, et que l'on n'en considérerait pas moins, ici, que sa visite s'était déroulée « sans heurts ». Une brochure de responsables russes, dont l'ambassadeur Igor Rogatchev, se sont rendus à Shenzhen, chargés de la délicate mission de faire passer la pilule auprès des autorités locales pour ce qui, du point de vue protocolaire, demeure une démonstration sinistre de muflerie, du moins de la singulière fragilité politique de M. Eltsine.

On ne pouvait s'empêcher de replacer cet incident dans le contexte malheureux des relations entre Russes et Chinois depuis la fondation de la Chine populaire, pour ne remonter qu'à cette date. En 1950, au lendemain de sa victoire, Mao Zedong avait dû faire le pied de grue à Moscou pendant plusieurs semaines avant que Sta-

line ne consente à le recevoir en tête à tête. Il en était reparti furieux. Puis ce furent les invectives du grand schisme des années 60.

M. Eltsine s'en est en quelque sorte excusé pour la partie russe au cours de sa conférence de presse, en plaçant la responsabilité sur l'indifférence des dirigeants soviétiques envers les susceptibilités chinoises. A commencer par Khrushchev qui, a-t-il rappelé, avait fait revenir les milliers d'experts soviétiques lorsque Pékin, non sans provocation, les avait sommés d'apprendre par cœur les citations du Grand Timonier. Du plus récent mémoire, la réconciliation entre les deux grands empires limitrophes avait abouti, en 1989, au désastre du sommet Gorbachev-Deng, saboté par la rébellion étudiante pékinoise.

Ce nouveau « couac » diplomatique n'invalide pas les assurances données à plusieurs reprises par M. Eltsine que la Russie entendait désormais traiter Pékin sur un pied d'égalité. Il relativise par contre l'espoir entretenu par les Chinois de parvenir à une relation stable avec un interlocuteur solide au Kremlin.

FRANCIS DERON et JAN KRAUZE

AFRIQUE

Pour rassurer les minorités chrétiennes persécutées Le pape fera « très probablement » escale au Soudan en février

Le Vatican a provoqué la surprise, vendredi 18 décembre, en annonçant comme « très probable » une visite du pape au Soudan, un pays musulman où la loi islamique (charia) est appliquée avec rigueur et où les minorités chrétiennes subsistent l'une des plus féroces persécutions de la dernière décennie. Prévue à la fin du huitième voyage de Jean-Paul II en Afrique, qui doit le conduire, du 3 au 10 février, au Bénin et en Ouganda, cette escale à Khartoum ne durera que quelques heures.

Depuis des mois, dans des lettres adressées au secrétaire général de l'ONU et au président de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le Vatican ne cesse d'alerter l'opinion internationale sur la situation des minorités chrétiennes de ce pays, évangélisées au XIX<sup>e</sup> siècle par les missionnaires comboniens et principalement concentrées dans le Sud.

Le 6 octobre dernier, lors d'un voyage à Rome, l'épiscopat soudanais a rendu public un rapport accablant sur le « génocide silencieux » en cours dans le pays. « Le massacre des

innocents est devenu une pratique journalière, écrivent les évêques. Les gens sont littéralement terrorisés par la nature répressive d'un régime islamique fondamentaliste qui compte arabiser et islamiser les non-musulmans par la force ».

La plupart des missionnaires étrangers ont été expulsés, dès 1989, du Sud-Kordofan, de Juba, et même de Khartoum. Des églises ont été fermées. Des prêtres et des catholiques arrêtés. Des religieux sont interdits de prédication, d'autres de déplacement. Pire encore, dans ce pays qui souffre de la famine et de la guerre civile, l'aide humanitaire n'arrive pas aux régions chrétiennes du Sud. « Cette question n'est pas une affaire intérieure au Soudan », répètent, depuis des années, les évêques. S'il est effectivement lieu - les dernières préparations sont en cours de négociation - à Khartoum, - le voyage du pape n'aura sans doute pas d'autre but que de rassurer des populations victimes de l'application brutale de la loi islamique et de secouer l'apathe internationale.

H. T.

Valse-hésitation autour de START II

PÉKIN

de nos envoyés spéciaux

M. Boris Eltsine et son entourage ont-ils commis une gaffe ou bien ont-ils voulu forcer la main à M. George Bush ? En annonçant, vendredi 18 décembre, que les présidents russe et américain signeraient l'accord START II sur la réduction des armements stratégiques le 4 janvier aux États-Unis, M. Iouri Petrov, le chef de l'administration présidentielle russe, paraissait sûr de son fait. Interrogé au cours de sa conférence de presse, M. Eltsine a été moins précis, indiquant qu'on était en train de s'accorder sur une date. Mais il a confirmé qu'il s'agit de mandataires, lors d'un sommet en Alaska, l'accord de principe conclu à Washington en juin dernier sur une réduction des deux tiers des armements stratégiques.

Le démenti américain est venu très rapidement : le traité n'est pas conclu au point que l'on puisse prévoir sa signature au début de l'année, a fait savoir le porte-parole de la Maison

Blanche. « Nous nous en rapprochons, nous avons bon espoir, mais c'est tout ce que l'on peut dire », a-t-il ajouté, précisant qu'il restait « des questions très importantes » à régler. Soit sensiblement plus que ce que laissait entendre le chef de la diplomatie russe, M. Andreï Kozyrev, qui parlait, à Pékin, de « travail technique » à achever. Les Russes avaient déjà laissé entendre que cette signature interviendrait à court terme, avant la transmission du pouvoir à Washington.

Comme on lui demandait si les réticences manifestées à ce propos par le Soviet suprême influeraient sur l'accord, M. Eltsine a répondu qu'il était de la responsabilité du président de signer les traités, dont le texte était soumis ensuite au Parlement pour ratification. L'accord START II prévoit de ramener les arsenaux stratégiques à un maximum de 3 000 à 3 500 ogives nucléaires d'ici à l'an 2003.

J. K. et F. D.



## POLITIQUE

L'Assemblée nationale et le Sénat se prononcent sur la saisine de la Haute Cour

La demande de mise en accusation de M. Fabius, de M<sup>me</sup> Dufoix et de M. Hervé repose sur « l'omission de porter secours »

A la suite de la décision de M. Laurent Fabius de faire déposer une nouvelle proposition de mise en accusation devant la Haute Cour, le Sénat lui-même avec M<sup>me</sup> Georgina Dufoix et M. Edmond Hervé pour l'affaire du sang contaminé, l'Assemblée nationale devait se prononcer sur cette résolution samedi 19 décembre. Le Sénat envisageait de s'en saisir à son tour dimanche, la session ordinaire du Parlement s'achevant le 20 décembre à minuit.

Le bureau de l'Assemblée nationale, réuni vendredi 18 décembre en fin d'après-midi, a déclaré recevable la proposition de résolution déposée le matin même par MM. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS, Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée, Jean Auroux, président du groupe socialiste, et cinquante-huit autres députés socialistes ou apparen-

tés (1), « portant saisine de la commission d'instruction » de la Haute Cour de justice pour M. Fabius, M<sup>me</sup> Georgina Dufoix et M. Edmond Hervé. La conférence des présidents de l'Assemblée a modifié l'ordre du jour des travaux afin d'inscrire l'examen de cette proposition samedi à 16 heures.

## L'exposé des motifs

M. René Monory, président du Sénat, a convoqué la conférence des présidents du palais du Luxembourg dimanche 20 décembre, dernier jour de la session ordinaire, à 10 heures, pour modifier l'ordre du jour et y inclure la discussion de cette même proposition. M. Monory avait indiqué, un peu plus tôt dans l'après-midi de vendredi, que l'adoption de ce texte dans la journée de dimanche lui paraissait « improbable » et il avait évoqué l'hypothèse d'une session extraordinaire.

Il appartient au président de la République de convoquer une telle

session, soit à la demande du premier ministre, soit à celle de la majorité des membres de l'Assemblée nationale. M. Claude Bartolone, député de Seine-Saint-Denis, proche de M. Fabius, a indiqué vendredi soir que les socialistes travaillaient déjà à réunir les signatures nécessaires pour demander une session extraordinaire au cas où le Sénat n'aurait pas l'examen de la résolution avant dimanche à minuit.

Le texte de la proposition socialiste comporte un exposé des motifs, soulignant que « mis en cause par certains à propos de l'obligation du dépistage du sida lors des transfusions sanguines » et, également, à propos de « la distribution des produits antihépatitiques non chauffés », M. Fabius, M<sup>me</sup> Dufoix et M. Hervé « souhaitent eux-mêmes qu'il soit fait

justice de ces imputations ». « En vertu de l'article 68 de la Constitution, la Haute Cour de justice a compétence pour en connaître, observent les signataires. Il s'agit de déterminer, dans le respect de la présomption d'innocence, si ces faits sont ou non susceptibles, en ce qui concerne les personnes précitées, de constituer le délit d'omission de porter secours, prévu par l'article 63 du code pénal. »

L'article unique de la résolution indique notamment : « M. Laurent Fabius, au moment des faits premiers ministres, M<sup>me</sup> Georgina Dufoix, au moment des faits ministres des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Edmond Hervé, au moment des faits secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargés de la santé, sont renvoyés devant la com-

mission d'instruction de la Haute Cour de justice à raison des faits énoncés sommairement ci-après :

« M. Fabius, M<sup>me</sup> Dufoix et M. Hervé ont été mis en cause à propos des arrêtés interministériels du 23 juillet 1985, signés par les directeurs de cabinet des deux ministres, rendant obligatoire le dépistage du virus du sida dans les dons du sang à compter du 1<sup>er</sup> août 1983 et le non-remboursement des produits non chauffés à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1985. »

« Il convient donc que soit examiné si les faits ci-dessus sommairement énoncés constituent ou non des infractions à l'article 63 du code pénal. Il importe, dans ces conditions, que la commission d'instruction (...) procède à tous les actes qu'elle jugera utiles à la manifestation de la vérité et ordonne, s'il y a lieu, le renvoi de M. Laurent Fabius (...), M<sup>me</sup> Georgina Dufoix (...) et M. Edmond Hervé (...) devant la Haute Cour de justice, pour les faits ci-dessus énoncés, afin qu'il soit jugé s'ils constituent ou non l'infraction visée à l'article 63 du code pénal. »

(1) MM. Daniel Vaillant (Paris), Michel Charzat (Paris), Christian Pleret (Vosges), Claude Bartolone (Seine-Saint-Denis), Bernard Blouin (Dordogne), Jean-Marc Ayrault (Loire-Atlantique), François Massot (Alpes-de-Haute-Provence), Guy Béne (Doubs), Didier Nigaud (Isère), Alain Barras (Haut-Rhin), Roger Léon (Drôme), M<sup>me</sup> Marie-Joséphine Sublet (Rhône), MM. Thierry Mandon (Essonne), François Bernardini (Bouches-du-Rhône), Jacques Sautrot (Vienne), René Doustier (Aisne), Michel Frangin (Oise), Jean-Pierre Worms (Seine-et-Marne), Jean-Pierre Marché (Deux-Sèvres), Jean Beaudin (Seine-Maritime), Jean-Pierre Fouré (Vienne), Claude Dessein (Somme), Jean-Louis Dumont (Meuse), Albert Ficon (Pas-de-Calais), Gérard Bapt (Haute-Garonne), Jacques Mardès (Seine-Saint-Denis), Marie-Claude Mahé (Loire), Jean-Claude Peyronnet (Haute-Vienne), Bertrand Galie (Eure-et-Loir), Hubert Gouze (Tarn-et-Garonne), Robert Loidi (Haute-Garonne), Alain Le Vern (Seine-Maritime), Jean-Louis (Meuse), Régis Barillet (Aude), Jean Gatel (Vendée), Jean-Marie Bockel (Haut-Rhin), Jacques Floch (Loire-Atlantique), Jean-Pierre Defontaine (MRG, Pas-de-Calais), André Belin (Alpes-de-Haute-Provence), Bernard Derozier (Nord), Claude Guis (MRG, Haute-Pyrénées), Jean-François Delahais (Isère), Jean-Marie Alzière (Ardèche), Guy Malandain (Vendée), Jean-Marie Leduc (Seine-Maritime), Michel Pestre (Bouches-du-Rhône), Didier Mathus (Seine-et-Loire).

## Les réactions au PS

## Les dirigeants socialistes saluent le « courage » du premier secrétaire

Le bureau exécutif du PS, réuni vendredi 18 décembre, a indiqué qu'il « approuve et soutient à l'unanimité » la décision de M. Laurent Fabius de demander sa comparution devant la Haute Cour et « en saluant avec force le courage ».

M. Gérard Lindeperg, numéro deux du parti, a précisé que cette position avait fait l'objet d'un vote à main levée.

M. Pierre Mauroy, interrogé vendredi matin sur Europe 1, a déclaré que le geste de M. Fabius « fait honneur au Parti socialiste et à son respect ». M. Jacques Mellick, secrétaire d'Etat à la défense, proche de M. Fabius, a affirmé que « personne ne peut ignorer où se situe le camp de l'exploitation politique d'une tragédie nationale et internationale, et où se trouve celui de la morale en politique ». Le premier secrétaire du PS, a-t-il ajouté, « montre à chacun d'entre nous l'exemple du courage et de la détermination dans la recherche de la vérité ».

M. Fabius a, finalement, été conduit à prendre la décision la plus raisonnable, la seule raisonnable », a déclaré M<sup>me</sup> Edith Cresson au journal régional de France 3 Poitou-Charentes.

Député (PS) de la Corrèze, M. François Hollande a expliqué, sur RMC, que « le problème de la cohérence politique est posé » dans la gestion du problème de la Haute

Cour. « Quand, dans un parti, on prend une position, à travers une instance qui s'appelle le comité directeur, on doit absolument se tenir à cette position », a indiqué M. Hollande, se référant à la réunion du comité directeur du PS, le 15 novembre dernier, au terme de laquelle il avait été décidé de renvoyer devant la Haute Cour pour M. Fabius, M<sup>me</sup> Georgina Dufoix et M. Edmond Hervé. M. Julien Dray, député (PS) de l'Essonne, a affirmé, sur TF1, que les députés « souhaitent une cohérence » dans l'affaire du sang contaminé et qu'ils l'ont obtenue « avec la décision que [M. Fabius] a prise et qui est respectable », mais que « c'est à M. Fabius qu'il appartient, maintenant, de faire le point et de savoir s'il est en situation de pouvoir être le premier des socialistes dans la campagne électorale ».

Le président de l'Assemblée nationale, M. Henri Emmanuelli, a indiqué, au contraire, sur France Inter, qu'il « ne pose pas la question » de la capacité de M. Fabius à demeurer premier secrétaire du PS. « Je pense qu'il se l'est posée tout au long de la semaine et, jeudi soir, il a estimé que son devoir était de prendre la décision qu'il a prise et que j'approuve », a ajouté le député des Landes, en saluant la « décision courageuse et très difficile à prendre » de M. Fabius.

## La transparence des activités économiques

M<sup>me</sup> Lienemann veut éviter les évictions abusives de locataires

Les députés ont adopté en nouvelle lecture, vendredi 18 décembre, le projet de loi relatif à la lutte contre la corruption et à la transparence des activités économiques. Comme en première lecture, le PS a voté pour, le PC s'est abstenu et la droite a voté contre ce texte dans lequel le gouvernement a introduit des dispositions n'ayant qu'un rapport lointain avec son objet principal.

Présenté par M. Pierre Bérégovoy comme un des textes majeurs de la session parlementaire, le projet de loi contre la corruption a suivi à l'Assemblée nationale un cours cahoteux. Si les parlementaires se sont contents de revenir pour l'essentiel au texte adopté en première lecture, notamment pour les dispositions relatives à la publicité, l'absence de députés socialistes dans l'hémicycle a contraint le gouvernement à réserver le vote sur la plupart des articles qui ont été adoptés en un seul vote, selon la procédure du vote bloqué, sous les quolibets de l'opposition. Celle-ci ne s'est pas privée non plus de dénoncer le caractère disparate de certains amendements déposés par le gouvernement.

M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Lienemann, ministre déléguée au logement, a ainsi fait adopter une disposition destinée à éviter les évictions abusives de locataires. Elle stipule que « toute convention ayant pour objet de réviser un bail ou un droit d'occupation en cours de validité afin de permettre la libération d'un immeuble à usage d'habitation principal ou professionnel doit comporter » sous peine de nullité « un projet de contrat de location portant sur un local de logement de l'occupant ».

Dans le même esprit, les députés ont étendu le champ du permis de démolir à « tout travail et tout fait ayant pour objet de rendre un local occupé à usage d'habitation » notamment, « à l'origine de cet usage ». La demande du permis de démolir devra être accompagnée de la liste des occupants et des contrats de location conclus avec les occupants pour leur logement.

## Sous réserve de réciprocité

Dans la partie du texte concernant les collectivités locales, les députés ont adopté un amendement du gouvernement relatif aux listes électorales. Celui-ci indique que, dans le cas où le préfet ou le sous-préfet conteste le motif retenu par la commission administrative à l'appui de l'inscription d'un électeur, il appartient à ce dernier d'établir à quel titre il estime que son inscription doit être maintenue. Cette disposition a pour but de réduire le nombre des contentieux nés des refontes de listes électorales et vise tout particulièrement la Corse.

Les députés ont également adopté un amendement présenté par le groupe UDF et prévoyant de « ouvrir le marché des services publics locaux à des entreprises étrangères que sous la réserve de réciprocité dans l'Etat où leur siège social est établi. Ils ont aussi voté plusieurs amendements de M. Jean-Jacques Hyst, député centriste de Seine-et-Marne, excluant notamment du régime des délégations les « concessionnaires d'infrastructures de transport » et les « concessionnaires d'autoroutes ».

Les députés ont adopté, en le modifiant, l'amendement du Sénat concernant le financement des groupes politiques dans les assemblées délibérantes prévu pour les communes de plus de cent mille habitants, pour les départements et les régions. Ils ont enfin décidé que la commission nationale des comptes de campagne sera composée d'un représentant par parti ayant présenté au moins cinquante candidats aux élections législatives.

G. P.

□ Les sénateurs adoptent le projet de loi sur le travail à temps partiel. — Le Sénat a adopté en deuxième lecture, jeudi 17 décembre, le projet de loi relatif au travail à temps partiel et à l'assurance-chômage, présenté par M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Les groupes de la majorité sénatoriale et le PS ont voté pour, les communistes contre. Les sénateurs ont supprimé les dispositions encadrant les méthodes de recrutement des entreprises au motif qu'elles devaient constituer un projet de loi.

## La réforme de la procédure pénale

## Les députés autorisent la présence de l'avocat « dès le début de la garde à vue » à partir de janvier 1994

Lors de l'adoption en nouvelle lecture, vendredi 18 décembre, du projet de loi portant réforme de la procédure pénale, présenté par M. Michel Vauzelle, ministre de la justice, les députés ont autorisé la présence de l'avocat « dès le début de la garde à vue ». Cette mesure entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994. L'Assemblée a supprimé, en outre, « l'amendement Charrasse » visant à accorder la qualité d'officier de police judiciaire aux agents des douanes.

« Je me réjouis de voir notre pays rejoindre le peloton des nations les plus civilisées... » « Cette réforme est une véritable révolution », a déclaré M. Vauzelle ne cachant pas sa satisfaction en commentant le vote par l'Assemblée nationale, vendredi 18 décembre, lors de la nouvelle lecture du projet de réforme de la procédure pénale, d'un article réorganisant sensiblement le régime de la garde à vue. Les députés ont en effet entériné un amendement, défendu par MM. Michel Pezet et Gérard Gouzes (PS), rapporteur et président de la commission des lois, et par M. Jacques Brubas, au nom du groupe communiste, autorisant la présence de l'avocat « dès le début de la garde à vue » à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1994.

D'ici là, la personne gardée à vue ne pourra solliciter un avocat que dans les vingt-quatre heures. Dans les deux cas de figure, les personnes impliquées dans des affaires de terrorisme ou de trafic de stupéfiants seront soumises à un régime spécial : la présence de l'avocat en garde à vue ne pourra intervenir qu'à l'issue de la première prolongation, soit après quarante-huit heures.

Les députés avaient déjà autorisé, lors de l'examen du texte en seconde lecture, la présence de l'avocat dès le début de la garde à vue, mais sans véritablement croire que leur initiative aboutirait. Ils

avaient tenu à exprimer, par ce geste un brin spectaculaire, leur mauvaise humeur envers le Sénat, qui avait considérablement altéré leur projet initial. M. Pezet, rapporteur de la commission des lois, avait alors admis que l'Assemblée serait probablement contrainte de reculer sur ce point, notamment sous la pression du gouvernement. La surprise est donc venue de l'attitude de M. Vauzelle, qui ne s'est pas opposé à cette innovation, alors qu'il avait manifesté la plus grande prudence en première lecture, s'en tenant au délai de vingt heures sans envisager d'assouplissement ultérieur.

Le garde des sceaux n'avait jamais dissimulé que son inclination personnelle le poussait à cautionner une libéralisation du régime de garde à vue, afin de mettre la France à l'heure européenne, mais il avait dû compter avec les réticences du ministère de l'Intérieur. Voilà désormais l'hypothèse levée.

FRÉDÉRIC BOBIN

## LIVRES POLITIQUES

La mémoire nous en dit plus que ce que veulent bien révéler les souvenirs personnels ou l'évocation du passé collectif que nous avons en partage. Elle témoigne aussi, parfois en priorité, de la manière dont les individus et les groupes utilisent, voire manipulent, leur histoire, et de la pression qu'exerce le présent dans cette lecture.

« Une nation, c'est une mémoire (...) non une vérité du passé mais une vérité du présent », note l'historien Pascal Ory dans une curieuse étude sur les trois commémorations de la Révolution française : en 1889, 1939 et 1989. Ce mémoire sur la mémoire s'ouvre sur une description des agents et procédés de la cérémonie commémorative, tels que les ont mis en valeur les trois jubilés. Il apparaît que c'est d'abord une affaire d'Etat, même si, chaque fois, l'imaginaire commémoratif s'illustre mieux dans les manifestations populaires que dans les initiatives officielles. A chacune des trois étapes historiques, le processus de remise en mémoire s'est amorcé dans la difficulté, dans la mesure où il ravaillait le caractère traumatisme du mythe fondateur de la société française pour une grande partie de celle-ci. D'autant plus que les commémorations de la Révolution sont de ces lieux « où les Français entendent afficher leurs différences ». Généralement, les

## L'entretien de la mémoire

choses se terminent mieux qu'elles n'ont commencé, « l'échauffement réciproque des deux camps » s'atténuant dans une volonté de rassemblement, qu'il ne faudrait pas confondre avec un consensus, même en 1889. Ce n'est pas parce que la Révolution fut aussi « le mythe fondateur de toute une modernité » qu'elle est pleinement acceptée.

Pascal Ory montre que le centenaire, en 1889, a « moins célébré 1789 que la dix-neuvième siècle » : il a été, avant tout, « une autocélébration du régime républicain ». Le cent-cinquantième, en 1939, a souffert de la connotation avec la déclaration de guerre : il célébra, à la faveur d'un grand défilé, la nation, l'Empire et l'Entente cordiale. « On peut se demander, écrit Pascal Ory, si la démocratie française n'aurait pas ce jour-là dans le jeu des totalitarismes ambiants, dont les médias de masse s'étaient attachés, depuis des années, à répéter les parades belliqueuses. »

Le Bicentenaire, en 1989, a mis en avant les droits de l'Homme et a fait plus de place aux femmes et aux minorités culturelles. Il n'en a pas moins été marqué par les traits « devenus autant de constances — déjà repérés dans

les précédentes commémorations : rituel tentant d'accommoder le festif et la didactique, le postulat démocratique et la prégnance monarchique, la présence d'un fond contre-révolutionnaire et la tentation d'actualiser la Révolution à travers un événement contemporain (la répression du mouvement des étudiants chinois en 1989).

Pascal Ory note toutefois qu'en 1989 la révolution qui est intervenue en Europe centrale a ravi sa symbolique révolutionnaire au Bicentenaire. Si cette commémoration-là a paru moins en prise sur l'idée nationale, c'est moins, explique-t-il, par l'effet d'un phénomène purement français que par celui d'une évolution touchant « les formes distinctives des nations européennes ». Les prochaines échéances des tricenaires et quadricentenaires diront, suivant comment elles seront célébrées — si elles le sont, — où en sera la nation France de son destin.

Un autre ouvrage attire l'attention sur les « oubliés » de la Révolution : les aristocrates, défenseurs de l'Ancien Régime, qui constituent le premier parti de la droite, entre l'absolutisme royal et la démocratie naissante. Jacques de Saint-Victor les dépeint dans

leurs vains efforts pour « sauver la monarchie malgré le roi » et dans leurs divisions. Ainsi revivent les figures de l'abbé Maury, « prêt à la carrière d'athlète, aux manières vulgaires, à l'intelligence brillante », doué de surcroît d'une mémoire prodigieuse et d'un courage à toute épreuve ; celle du chevalier de Cazalès, admirateur de Montesquieu, anglo-mane qui préférait « la monarchie au monarchisme ». Ce dernier fut littéralement transformé par la Révolution, qui, d'un Languedocien frondeur et joueur, fit un orateur redoutable nommé « l'incorruptible de la droite ».

L'histoire nationale a traité sévèrement ces « privilégiés » en ne reconnaissant pas leur apport politique, la droite traditionnelle s'étant constituée doctrinalement dans l'exil de l'émigration et les tentatives de restauration. Ce fut aux dépens du « rêve libéral », qui, rappelle l'auteur, connaît une meilleure fortune dans le monde anglo-saxon, au grand regret de Tocqueville. Ces « oubliés » méritaient de figurer dans la riche production historiographique à laquelle le Bicentenaire a donné lieu.

► Une nation pour mémoire, de Pascal Ory. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 276 pages, 124 F. ► La Chute des aristocrates, de Jacques de Saint-Victor. Perrin, 354 pages, 140 F.

## Vient de paraître



En vente en kiosque



## POLITIQUE

A trois mois des élections législatives

### Le RPR propose « vingt réformes pour commencer à changer la France »

Alors que ses négociations électorales avec l'UDF ne sont pas achevées, le RPR a fait parvenir à ses parlementaires et à ses cadres deux plaquettes qui résument succinctement son programme politique. Elles exposent les « vingt réformes pour commencer à changer la France » que les amis de M. Jacques Chirac pourraient défendre dans un gouvernement de cohabitation.

Depuis quelques jours, les parlementaires et les secrétaires fédéraux du RPR ont entre les mains deux documents de synthèse pour la campagne des élections législatives. Il s'agit, en quelque sorte, des attendus de la plate-forme politique de M. Jacques Chirac, candidat potentiel à l'élection présidentielle, qui accompagnent un catalogue de vingt mesures baptisées « réformes » susceptibles d'être prises ou du moins engagées dans les deux premières années de la prochaine législature.

Long de vingt pages, et intitulé « La France que nous voulons », le premier document se situe dans la perspective de l'an 2000 en se demandant si la France existera encore à cette date. Se définissant comme « le parti de l'exception française », le parti de M. Chirac se fixe pour objectif de « léguer aux générations futures une France indépendante et respectueuse ». A cette fin, ce premier texte expose les motifs qui conduisent le RPR à proposer des mesures qui figurent dans le second.

Dans ce petit livret de vingt-quatre pages intitulé « La réforme, maintenant », le RPR présente « vingt réformes pour commencer à changer la France ». Le parti chiracien « s'engage » à mettre ces mesures en œuvre, à des 1993, si les Français font confiance à l'opposition actuelle et si les moyens politiques d'un gouvernement efficace et réellement réformateur sont alors réunis. Pour chacune de ces vingt réformes, nous avons retenu, ci-dessous, les aspects les plus significatifs.

- Moderniser l'action de la justice : mise en place d'une justice de proximité par création d'un juge de paix et création d'un juge de l'exécution des décisions, notamment en matière civile et commerciale. Entrée en vigueur entre 1993 et 1995.
- Améliorer la sécurité : création d'une garde nationale. Entrée en vigueur en 1993 par l'adoption d'une loi de programmation (1).
- Changer le code de la nationalité : vote par les députés d'un texte déjà adopté par les sénateurs, sur la base des propositions de la commission Marceau Long. Entrée en vigueur en 1993.
- Élargir le champ du référendum : extension à des sujets de société et création d'un droit d'initiative populaire. Cela nécessite une révision constitutionnelle qui, en tout état de cause, sera proposée au président de la République dès 1993.
- Rendre sa mission à l'école primaire : priorité aux enseignements élémentaires, formation des instituteurs au sein de l'université et accroissement des responsabilités des chefs d'établissement. De 1993 à 1995.
- Encourager les entreprises à la création d'emplois : exonération de toutes les charges sociales, pour une durée de trois ans, pour toute création nette d'emploi en 1993. Le financement sera rattaché dans la diminution des coûts liés au chômage. La mesure pourrait être reconduite en 1994.
- Créer une vraie filière d'apprentissage : création d'un crédit d'impôt fortement incitatif. L'objectif est de faire passer cent mille jeunes du chômage à l'apprentissage entre 1993 et 1995. Coût évalué à 5 milliards de francs.
- Assurer la promotion sociale : création d'un congé spécial afin de bénéficier d'une formation qualifiante ou permettant de réaliser des projets individuels. Entrée en vigueur en 1993 pour un coût de 1 milliard à 2 milliards.
- Garantir aux femmes un libre choix de vie : instauration d'un revenu de la mère de famille, en respectant les droits acquis. Entre 1993 et 1995, il sera procédé à l'adoption d'une loi sur l'égalité professionnelle et à l'extension immédiate de l'allocation parentale d'éducation.
- Aider les personnes âgées dépendantes : création d'une allocation spécifique et priorité donnée au maintien à domicile pour la

dépendance légère. De 1993 à 1995.

- Faciliter l'insertion des handicapés : adoption d'une loi-cadre (accueil, emploi, formation, retraite) entre 1993 et 1995.
- Définir une politique de santé publique : action s'échelonnant de 1993 à 1995.
- Augmenter les salaires directs : suppression des cotisations payées par les entreprises pour financer la politique familiale qui sera prise en charge par l'Etat. L'économie réalisée par l'entreprise sera redistribuée sous forme de complément salarial ou sous forme d'épargne-retraite non imposable. Réforme engagée entre 1993 et 1995 mais établie sur huit à dix ans.
- Alléger l'impôt des classes moyennes : réduction de la progressivité par diminution du nombre de tranches, qui passerait de treize à cinq. La CSG deviendrait déductible du revenu imposable. Réforme présentée dans les lois de finances pour 1994 et 1995.
- Développer la participation : amélioration de la représentation des salariés, développement des avantages fiscaux liés à l'intéressement et extension de l'actionnariat salarié. Entre 1993 et 1995.
- Redonner vie à la France rurale : défense de la préférence communautaire, réduction des coûts et des charges des agriculteurs, mise en place de « zones de revitalisation » pour garantir la maintenance des services publics. Entre 1993 et 1995.
- Relancer la construction de

logements : exonération des droits de succession sur tout logement à usage locatif construit entre le 1<sup>er</sup> juin 1993 et le 31 décembre 1994 et affectation d'une partie des recettes des privatisations à la construction de nouveaux logements sociaux. Mesures fiscales dès 1993.

- Instituer un délit d'atteinte à l'environnement : un cadre juridique clair sera donné à l'environnement entre 1993 et 1995.
- Réformer le service militaire : diminution progressive du format des armées par une réforme de la conscription (2) et réduction à trois mois de la formation militaire. Adoption entre 1993 et 1995 de la loi de programmation établie sur cinq ans.
- Remettre l'Europe sur la bonne voie : la Communauté doit « s'ouvrir », notamment aux pays de l'Est européen, les citoyens doivent être associés à la vie de la CEE et le principe de subsidiarité – tout ce qui ne peut être réglé par la Communauté l'est par les Etats – devra être « prêté ». Mesures négociées avec les partenaires de la France dès 1993.

(1) Le document intitulé « La France que nous voulons » souligne, sans plus de précision, qu'il faut « durcir la sanction pénale » pour les crimes les plus graves et les délits.

(2) Le même document indique, plus précisément, que notre pays « a besoin de se doter d'une véritable armée professionnelle et doit, dès lors, renoncer au principe de la conscription ».

### Faux-semblant

par Olivier Biffaud

VOICI donc le RPR bardé d'un projet de « vingt réformes » pour l'avenir immédiat de la cohabitation annoncée avec M. François Mitterrand.

Quelques-unes de ces propositions baignent dans un flou artistique du plus bel effet et du moindre risque politique tandis que d'autres raisonnent de mille accents qu'on ne désavouerait pas sur certaines marges de l'échiquier politique. Il y a aussi celles qui ne figurent pas au catalogue mais que M. Jacques Chirac a déjà eu l'occasion d'évoquer lors de ses meetings électoraux ou à la télévision aux heures de grande écoute.

Il serait néanmoins fort hasardeux de prétendre que toutes ces mesures sont celles du président du RPR, celles de son secrétaire général, M. Alain Juppé, celles de l'ancien ministre de l'économie et futur premier ministre, M. Edouard Balladur, celles du président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, M. Bernard Pons, ou celles des enfants terribles et anti-mitterrandiens patentés, MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin.

Au RPR, on assure, pourtant, que ces « réformes » ont été adoptées par le « comité de pilotage » du mouvement dans lequel siègent

toutes ces personnalités en compagnie de quelques autres. Cette affirmation paraît d'autant plus étrange qu'à peine entérinée par ce comité, ce programme en vingt points a déjà subi quelques coups de ciseaux.

A l'allègement d'impôt préconisé, M. Séguin répond, en substance, presque immédiatement : augmentons les impôts ! « Je ne crois pas que l'on puisse faire de la réduction de la charge fiscale et sociale un objectif pour 1993-1995 », déclarait le député des Vosges, jeudi 17 décembre, dans le Figaro. Le soir même, M. Juppé rétorquait : « Quand j'entends dire qu'on ne peut pas baisser les impôts, je me dis que c'est une sorte de fatalisme qui nous conduit à l'échec ».

Tout se passe comme si le combat de Maastricht se poursuivait sous d'autres formes. Les positions antagonistes des uns et des autres sur le franc, le produit des privatisations, le SMIC, etc., le prouvent amplement.

Ce n'est donc pas le faux-semblant unanime d'un catalogue un peu terne qui fera illusion. Car si l'absence de programme crée le vide, le fait d'en avoir plusieurs engendre la confusion.

(Publicité)

#### POLOGNE : LES DROITS DES FEMMES EN DANGER

1989 - L'Eglise catholique polonaise engage une campagne pour interdire le recours à l'avortement.

Décembre 1991 - L'Ordre des médecins polonais adopte un code éthique opposé à l'avortement et aux tests de grossesse prénataux.

Juillet 1992 - Le Parlement vote en première lecture un projet de loi criminalisant l'avortement, avec deux ans de prison pour le médecin et la femme procédant elle-même à « la mort de l'enfant conçu ».

Novembre 1992 - Une commission parlementaire ad hoc durcit le texte en rendant le recours au stérilet et au RU 486 également passibles de prison.

Aujourd'hui, il est devenu quasiment impossible d'avorter dans un hôpital et il est de plus en plus difficile de se procurer des contraceptifs.

Les partisans du droit à l'éducation sexuelle en Pologne se sont mobilisés et viennent de recueillir plus de 1 500 000 signatures en faveur d'un référendum.

Appuyons leur action :

- Pour que les femmes de ce pays gardent les droits dont elles disposent depuis 35 ans.
- Pour que la Pologne garde toute sa place au sein du Conseil de l'Europe.

Poursuivons la campagne engagée voici deux ans avec l'envoi de contraceptifs et contribuons au développement de l'information.

Soutien financier à l'ordre de : M.F.F.P. Femmes Pologne

Mouvement Français pour le Planning Familial

4, square Saint-Jérôme, 75011 Paris

André Bellon (président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée Nationale), Marc Boon (président du Conseil national des associations familiales laïques), Coordination pour le droit à l'avortement et à la contraception, Claude Estier (président du groupe socialiste au Sénat), Collette Gallard (Mouvement français pour le planning familial), Jacqueline Heinen (présidente d'Est à Venir), Guy Le Néouanic (secrétaire général de la FEN), Nicole Notat (secrétaire générale de la CDT), Jack Raitte (ancien ministre, maire d'Aubervilliers), Madeleine Rabier (présidente de la Ligue des Droits de l'Homme), Yvette Roudy (ancien ministre, député), Marie-Claude Voyssade (député du Parlement européen).

Le vote du budget de l'Ile-de-France

### La majorité RPR-UDF concède aux écologistes le gel des travaux de l'A 86

Le budget primitif pour 1993 du conseil régional d'Ile-de-France a été adopté dans la nuit du vendredi 18 au samedi 19 décembre par 104 voix pour, 92 voix contre et 13 abstentions. Dix-neuf élus écologistes sur trente-huit (16 Génération Ecologie et 3 Verts) ont voté pour un document, présenté par la majorité relative RPR-UDF. Celui-ci prend en compte un certain nombre de leurs propositions.

« Ce budget n'est pas notre budget », ont tenu à préciser les porte-parole de l'intergroupe Verts-Génération Ecologie à l'issue de trois jours de débats. Cette volonté de ne pas voir l'adoption du budget de la plus importante région française présentée comme un accord de gestion, ne peut pas cacher la réalité et l'importance des négociations qui ont permis le vote du 19 décembre.

Cette discussion budgétaire s'était ouverte sur des déclarations préliminaires qui ne laissaient pas de doute sur les intentions des écologistes : « Il y a encore beaucoup de chemin à faire et nous ne céderons sur rien », avait déclaré M. Alain Rist au nom des Verts. « Allez-vous voter les priorités des écologistes ? », renchérit M. Dominique Simonet, le président du groupe Génération Ecologie.

Sans souhaiter le rejet du texte à quelques semaines de la discussion sur le schéma directeur, les socialistes annonçaient rapidement qu'ils n'allaient pas jouer les « suppléants en attendant que les écologistes s'assument leur rapprochement avec le RPR et l'UDF ». Leurs 32 voix ajoutées aux 37 du Front national et aux 17 du Parti communiste mettaient en minorité les 85 élus de la majorité relative sur laquelle s'appuie le président de l'assemblée régionale.

La lutte contre le tabagisme

Le Sénat autorise la retransmission télévisée de toutes les compétitions automobiles

Le Sénat a adopté, dans la nuit de vendredi 18 au samedi 19 décembre, le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social. La majorité UDF-RPR a voté pour, le PC et le PS ont voté contre.

Au cours de la discussion, les sénateurs ont adopté un amendement rédactionnel du gouvernement autorisant la retransmission télévisée des compétitions automobiles qui se déroulent dans les pays où la publicité sur le tabac n'est pas permise (ce qui est le cas de la France du fait de la loi Evin qui entrera en vigueur en 1993), jusqu'à l'adoption d'une réglementation européenne.

La discussion de cet amendement a donné l'occasion au ministre de la santé, M. Bernard Kouchner, d'annoncer la création d'un fonds de 400 millions à 450 millions de francs alimenté par une taxe sur les recettes du tabac pour financer les sports mécaniques. Ce fonds remplacera les recettes publicitaires, elles-mêmes remplacées, dans l'immédiat, par une subvention de l'Etat. Le financement du Grand Prix de France sur le circuit de Magny-Cours (Nièvre) pour 1993 pourrait donc être assuré sans recettes publicitaires liées au tabac. A M. Michel Charasse (PS, Puy-de-Dôme) qui lui demandait si le problème de Magny-Cours pouvait être considéré comme « réglé », le ministre a répondu par l'affirmative.

M. Kouchner a indiqué, en outre, que les poursuites engagées par le tribunal de Quimper contre l'écurie Williams-Renault étaient arrêtées à la suite d'un accord financier entre Williams et le Comité national de lutte contre le tabagisme (CNLT).

Au cours des débats, le Sénat a enfin rétabli la pénalisation de l'auto-avortement qui avait été supprimée à l'Assemblée nationale par un amendement socialiste et communiste. Le RPR et l'UDF ont voté pour le rétablissement de la pénalisation alors que le PC et le PS ont voté contre.

M. Michel Giraud (RPR) connaît l'indiscipline qui peut quelquefois régner dans les groupes Génération Ecologie (23 sièges) et Verts (15 sièges). Il devait donc donner largement satisfaction aux écologistes, pour être certain du soutien d'une partie d'entre eux.

Les orientations en faveur de l'environnement et des transports en commun inscrites dans un budget de plus de 12,3 milliards de francs, en hausse de 6,8 % par rapport à celui de 1992, n'étaient pas jugées satisfaisantes par les écologistes. Ils déposaient une centaine d'amendements, tout en acceptant de rester dans le cadre budgétaire proposé par l'exécutif.

La difficulté de gérer un succès...

Après avoir obtenu des accords de principe sur la reconstruction des lycées de type Bender-Pailleron et la création d'une Agence régionale de l'environnement, les écologistes maintenaient leur demande d'une réduction de 200 millions de francs des investissements routiers au profit des transports en commun. L'exécutif acceptait 145 millions de francs d'économie en gelant les crédits des travaux pour le bouclage de la rocade A 86 (le Monde du 19 décembre). Malgré la confirmation par M. Giraud de sa « volonté de boucler l'A 86 », ce geste symbolique a permis aux écologistes de déclarer que « pour l'essentiel, leur objectif de rééquilibrage au profit des transports en commun était alors atteint ».

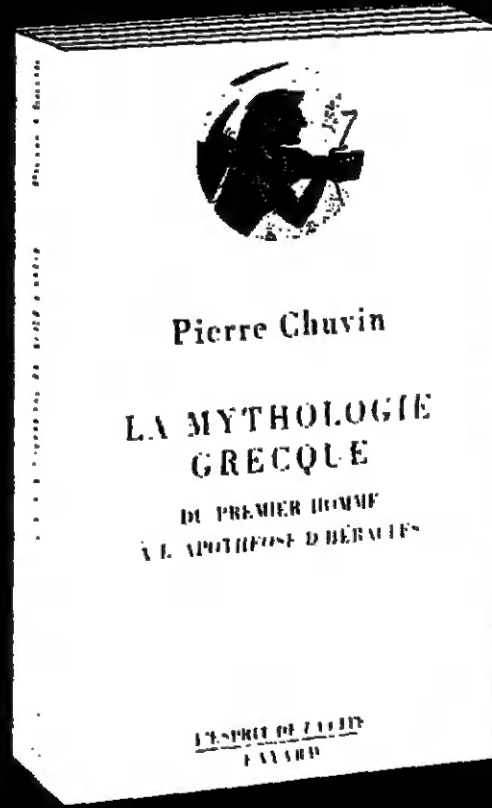
M. Giraud devait toutefois, par la suite, gérer la grogne de ses propres amis. Celle-ci se manifestait particulièrement lorsque l'exécutif décidait de prendre en compte deux amendements des écologistes qui proposaient le chauffage au bois et la création d'espaces découverte environnement, au nom d'évocation d'Eden, dans les lycées.

Après avoir obtenu environ la moitié des crédits supplémentaires qu'il demandait pour l'aide au logement des plus défavorisés, l'intergroupe Verts-Génération Ecologie ne cachait pas la difficulté de gérer ce qu'il présentait comme un « succès ». Si les Verts décidaient de proposer à leurs élus le choix entre l'approbation et l'abstention, seuls trois d'entre eux soutenaient ce budget, huit s'abstenaient et quatre votaient contre. Malgré deux votes contre et trois abstentions, la majorité des élus de Génération Ecologie suivait les indications de M. Simonet, qui se montrait très satisfait d'avoir infléchi « très nettement » la politique régionale : « Nous avons aussi fait la preuve qu'une assemblée élue au scrutin proportionnel, où il n'existe pas de majorité absolue, peut fonctionner. » Cette défense de la « politique autrement » chère à tous les écologistes rencontrait en écho la satisfaction de M. Giraud qui se félicitait d'avoir participé à un « exceptionnel exercice de démocratie ».

CHRISTOPHE DE CHENAY

O. M. Waechter annonce sa candidature aux législatives. - M. Antoine Waechter, conseiller municipal de Mulhouse, qui s'était présenté sans succès aux législatives de 1978 et de 1981 dans la quatrième circonscription (Mulhouse) du Haut-Rhin, est candidat dans la septième circonscription (Guebwiller), dont le député sortant, M. Jean-Pierre Baumeister (PS), élu au second tour de 1988 avec 52,37 % des voix, sollicite le renouvellement de son mandat. Le porte-parole des Verts a expliqué, vendredi 18 décembre, au micro de Radio-France-Alsace, que cette circonscription, où se trouve la centrale nucléaire de Fessenheim, est « symbolique et jouable ».

## La Grèce et ses légendes



Pierre Chuvin revient aux textes, dépeint les héros de la mythologie, reconstitue leur vision du monde. Il recompose un ensemble de descriptions et d'explications : la naissance des îles, la disposition des étoiles dans le ciel, les visites des dieux sur terre, les secrets des mères des héros... Son récit s'étend du premier homme à l'apothéose d'Héraclès, le plus grand des héros. De ces existences multiples, de ces itinéraires de légende qui du bout du monde reviennent sans cesse aux rives de la mer Egée, il saisit la vie tumultueuse, l'énergie et la beauté concrète.

L'Histoire  
FAYARD



## JUSTICE

Au lendemain du procès du meurtre de Céline Jourdan

## Grandeur et richesse de l'audience publique

« Nous avons vécu un drame judiciaire d'une intensité si exceptionnelle que même les habitués des audiences criminelles en sortent ébahis. » En plaçant cette phrase au seuil de sa plaidoirie, M. Alain Lhote, conseil de l'association Enfance et Partage, prévoyait déjà, alors que l'audience était loin d'être achevée, que le procès de Richard Roman et de Didier Gentil aurait des conséquences considérables. Certes, il y a eu de bien plus grands procès, mais jamais sans doute les débats n'avaient permis de révéler avec une telle précision les forces et les carences de notre système judiciaire. Même si, par impossible, ce procès n'était pas la source de réformes profondes, rien ne sera plus comme avant.

Qui pourra empêcher que cet avocat demande qu'au lieu de bâcler les débats en deux jours, en un jour ou même parfois en une courte après-midi, on se penche patiemment sur son dossier pour en faire jaillir la vérité ? Le procès de ces deux hommes, accusés d'avoir violé et tué une fillette à La Motte-du-Caire, en juillet 1988, ne devait occuper qu'un peu plus d'une semaine. Mais le président Dominique Fournier, à la lecture du dossier, a décidé de donner de l'ampleur aux débats en leur accordant près de trois semaines et il a cependant fallu allonger souvent bien après la tombée de la nuit. Le président encore a conduit les débats d'une façon remarquable, permettant ainsi, sans jamais s'écarter d'une totale impartialité, que tout soit dit par les uns et par les autres.

## De nombreuses anomalies

L'importance du rôle du président est d'ailleurs un sujet d'inquiétude. Mais en attendant qu'un autre mécanisme des audiences vienne renforcer un équilibre précaire reposant sur un seul homme, pourquoi n'accorderait-on pas plus de soin au choix des magistrats chargés de décider sur les décisions de la juridiction qui prononce les peines les plus lourdes ? Dans de nombreux départements, le président de la cour d'assises est un magistrat issu des juridictions civiles, et

son plus cher désir est de retourner dans ces chambres jugées plus nobles que la péral.

Autre personnage important de la cour d'assises, l'avocat général s'est montré particulièrement présent tout au long des débats. Et, si M. Michel Legrand a dû renoncer à l'accusation, c'est seulement après l'avoir vivement soutenue. Contraste évident avec ces magistrats du parquet qui, pour certains, ne prennent la parole qu'au moment du réquisitoire, obligeant le président, pourtant tenu par l'impartialité, à tenir le rôle de l'accusation.

Au-delà des hommes, c'est dans la procédure elle-même que l'audience a révélé une foule d'anomalies. Ainsi, est-ce bien utile de lire, au début du procès, un interminable arrêt de renvoi, présentant comme établis des éléments qui seront ensuite reconnus comme erronés, voire totalement faux, au cours des débats ? « C'est dans l'arrêt de renvoi », avait clamé M. Henri Juramy, lors de sa plaidoirie, pour renforcer son propos. Et il précisa que c'était la seule pièce que les jurés pouvaient emmener dans la salle de délibération. La plupart des présidents reconnaissent que ce document n'est jamais ouvert pendant le délibéré, et c'est heureux car dans le procès de Richard Roman et de Didier Gentil, la quasi-totalité de l'arrêt de renvoi n'avait plus de sens à ce stade des débats.

Par ailleurs, le projet de réforme du code de procédure pénale prévoit qu'il faudra désormais se pencher d'abord sur les faits, avant d'examiner la personnalité des accusés. Si une telle chronologie avait été respectée à Grenoble, elle aurait retardé le moment où chacun a pu se rendre compte du cheminement complexe de la pensée de Didier Gentil, et une partie des avocats de Roman, aussitôt rétractés, ne s'expliquent que par une fragilité psychologique mise en évidence au début du procès.

Le résultat n'aurait cependant pas été différent, car ce long procès sur les défauts majeurs de l'enquête et de l'instruction. « Je vous en veux, Monsieur le procureur Weisbuch, d'avoir confié à des hommes bouleversés la responsabilité d'interroger Roman »

plaidait M. Leclerc. « On a serré les poings dans les poches », ont admis les gendarmes devant le juge d'instruction. Face à un crime odieux, l'émotion était à son comble et c'était peut-être le moment de saisir un service d'enquêteurs chevronnés, stationnés loin de La Motte-du-Caire, plutôt que de laisser agir les gendarmes locaux. Mais le procureur lui-même était scandalisé par l'honneur du crime. Réaction légitime qui aurait dû le conduire à ouvrir immédiatement une information judiciaire pour qu'un juge d'instruction dirige l'enquête. Et sans doute faudrait-il penser à un mécanisme qui permette que l'instruction soit, dans certains cas, menée par un magistrat dont l'éloignement lui accorde plus de sérénité.

## Une forme moderne de la « question »

En tout état de cause, les choses se sont mal passées, et au moment où l'Assemblée nationale se penche sur le code de procédure pénale, ce procès prouve une fois de plus qu'il est urgent d'encadrer sévèrement la garde à vue par des textes contraignants. À quel sert une garde à vue si elle doit être mise en cause ensuite parce qu'il apparaît qu'elle n'a été qu'une forme moderne de la « question » infligée au suspect du Moyen Âge ? À l'audience, M. Leclerc avait lu cet extrait terrible du traité écrit par le commissaire Louis Lambert, professeur à l'École nationale supérieure de police : « Il faut bien reconnaître qu'il existe un degré inférieur de torture qui ne tombe point sous le coup de la loi, qui ne vicie même pas la procédure, et qui agit grandement l'officier de police dans son interrogatoire du criminel : c'est la torture morale, la torture qui se prolonge des heures et des heures, et où des policiers se relaient jusqu'à la nuit pour profiter de l'épuisement intellectuel de leur adversaire finalement acculé au vertige mental dont procède l'aveu ? Torture licite pourtant, car le code n'a rien dit sur la durée des interrogatoires : c'est au criminel d'abréger lui-même sa torture morale en disant au plus tôt la vérité. (...) »

Torture physique, le fait de l'interroger que les circonstances empêchent de satisfaire comme à l'accoutumée, son sommeil que nous lui refusons, son besoin de fumer que nous méconnaissions : toutes tortures licites, toutes facteurs d'aveux. »

À La Motte-du-Caire, un homme a avoué un crime affreux le 27 juillet 1988. Le 17 décembre 1992, il a été acquitté et ce n'est pas grâce à l'instruction menée par cinq juges successifs et avec de nombreux allers et retours du dossier. Ainsi, l'audience a-t-elle basculé dès que Gentil a prétendu que Roman lui avait demandé de rencontrer « une jeune fille prénommée Céline » sans savoir qu'il s'agissait d'une fillette. Or cette affirmation invraisemblable se trouvait déjà dans un procès-verbal du 26 juin 1990 où Gentil disait : « Je croyais que c'était une jeune fille de vingt ans », et M. Leclerc en faisait état dans un mémoire adressé à la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence, le 28 septembre 1990. De la même manière, un témoin s'est plaint auprès du président de cette chambre d'accusation d'avoir subi des pressions de la part des gendarmes pour modifier ses déclarations dans un sens défavorable à Roman. Or, ce fait ne figure nulle part dans la procédure, bien qu'il s'agisse d'une grave accusation dont la vérification officielle aurait peut-être permis aux magistrats de s'interroger sur les conditions dans lesquelles l'enquête était réalisée. Mais l'instruction s'est prolongée pendant quatre ans, confortant la famille de la petite Céline dans la certitude qu'il y avait deux coupables.

De multiples dysfonctionnements concernent un vaste éventail de professionnels, allant des magistrats aux gendarmes, des journalistes aux avocats, ont été mis à jour par ce procès exceptionnel. Des mots adresses ont été prononcés, mais il n'est jamais mauvais que chacun sache qu'un jour, librement, dans une audience publique, quelqu'un dira ce que l'on croyait pouvoir cacher.

MAURICE PEYROT

## Une défense sans horizon

Suite de la première page

D'une manière générale, ces administrations comptables des deniers publics n'apprécient pas qu'on leur force la main ou qu'on les lie avec une programmation pluriannuelle qui, si elle devait être respectée, aboutirait à restreindre leur marge de manœuvre dans la confection du budget annuel. Cette année, l'ancien ministre des finances, devenu premier ministre, ne pouvait pas rester insensible à l'argument des services sous sa responsabilité.

Pour autant, le budget de 1992 et celui de 1993 vont, en matière de défense, s'exécuter sans que le Parlement, les forces armées et les industriels concernés aient eu droit, en quelque sorte, à la garantie de « visibilité » que donnent, sur le long terme, les engagements d'une programmation militaire.

## « Un travail de pure poésie »

Certes, comme l'a dit un jour M. Michel Rocard, premier ministre, connu dans son passé pour aimer tout ce qui peut rappeler de près ou de loin une planification, la rédaction d'une programmation militaire dans tous ses détails s'apparente à « un travail de pure poésie ». Il est difficile, voire impossible, de couler dans le bronze un dispositif de défense qui soit adapté à un contexte international de sécurité instable, changeant ou mal défini. Mais le caractère propre aux systèmes d'armes exige la durée et la continuité de l'effort. Pour au moins deux raisons. D'abord, une conjoncture internationale peut se retourner, ce qui donne des arguments à ceux qui préconisent de ne faire aucune « impasse » sur les choix des types de matériels en ligne s'ils sont à la portée financière d'un Etat. Ensuite, un armement

moderne requiert une dizaine d'années avant d'être opérationnel et il peut, avec des rénovations entrecoupées, servir sur une trentaine d'années.

Sans l'aval du Parlement, toute programmation militaire devient pratiquement un simple document de travail interne au ministère de la défense. Seule cette administration-là sait jusqu'où elle veut ou peut aller, si jamais on lui en laissait la responsabilité. Ce qui n'est pas la tradition républicaine.

Ni le chef de l'Etat, qui est le chef des armées selon la Constitution, ni le chef du gouvernement, théoriquement en charge de l'exécution de la politique de défense au vu de la même Constitution, ne se sentent impliqués par ce texte qu'ils n'ont pas contraignants. Le Parlement pas davantage, qui peut définir, chaque année, au gré des circonstances, ce qu'on n'a pas pris soin de lui faire approuver. Les élus-majors et les forces qu'ils commandent ignorent à quelle sauce ils seront « mangés » — selon leur expression — dans le cadre de réformes dont les grandes lignes auront été improvisées hors des élus de la nation. Localement, les édiles auront des soucis plus immédiats : la perspective de restructurations du patrimoine immobilier et domanial des armées, sur lesquelles ils n'ont pas barre. Quant aux industriels de la défense, ils ne savent plus sur quel pied danser, puisqu'ils n'ont aucune certitude sur le volume et le rythme des commandes, et leurs salariés n'ont aucune assurance, même ténue, sur la sauvegarde de leurs emplois.

La programmation militaire n'est pas une « niche sacrée », en ce sens qu'elle n'est pas intouchable en cours de route une fois adoptée par le Parlement. Mais elle présente, dès lors qu'elle est promulguée,

l'avantage non négligeable d'être un texte législatif qui devient la référence commune.

Aujourd'hui, ce qui fait problème, un résultat, c'est le fait de tourner le cou à la programmation, même qu'elle ait force de loi traduit un malaise plus profond, de nature politique. Ni l'actuelle majorité ni son opposition, au moment peut-être de devoir décider l'an prochain, ne sont en mesure d'exposer une politique de défense qui soit cohérente avec les ambitions internationales affichées par la France et — ce qui n'est pas accessoire — compatible avec ses finances.

## Texte de transition

Face à une conjoncture mondiale mouvante, aucune des familles politiques n'est en état de tracer publiquement des orientations précises de défense. Et par conséquent aucune d'elles n'est en situation de dresser un ordre de bataille pour les armées françaises qui ait pour lui d'être pertinent, logique, et à la taille du pays ou de ses alliés et, surtout, qui soit ajusté aux réalités de la planète bien au-delà de ce qu'on peut présenter de l'horizon 2000.

Un tel travail de réflexion géostratégique sur les missions et les

moyens d'une défense de la France est particulièrement ardu à conduire. Au pied du mur, les responsables politiques et les chefs militaires, sous tous les régimes, se renvoient traditionnellement la balle, de crainte de passer un jour, dans les manuels d'histoire, pour ceux qui, ayant arrêté des décisions, se seront néanmoins trompés dans leurs choix en n'ayant pas su préparer et organiser la sécurité du pays.

Peut-être de ce point de vue faut-il considérer l'ersatz de programmation 1992-1994 comme un texte de transition et faudra-t-il profiter de la nouvelle Assemblée nationale, issue du scrutin de mars prochain, pour établir un état des lieux — qui pourra prendre quelques mois — de la défense nationale avant que, quelle qu'elle soit, la majorité sortante des urnes témoigne, enfin, de davantage d'aspiré de résolution en la matière. « Le feu qui couve » en Europe, pour parodier un propos récent de M. Bérégovoy à propos des Balkans, et les temps troublés qui s'annoncent ailleurs méritent une réflexion qui dépasse le sempiternel débat sur la part de ses ressources que la France est prête à consacrer à la sécurité nationale.

JACQUES ISNARD

La Thalle s'associe au projet de frégate franco-britannique. — Les chefs d'Etat-major des marines britannique, italienne et française ont signé, vendredi 18 décembre, la fiche des caractéristiques et performances de la frégate anti-aérienne qui, à l'origine, est un projet franco-britannique baptisé « Horizon ». Chaque pays construira ses propres navires, pour une durée de service à partir de 2002. L'Italie est déjà associée au système de missiles surface-air qui arme de tels navires. Les ministères de la défense britannique et français doivent maintenant discuter avec leur homologue italien de l'intégration complète de son pays au projet. La participation de Rome pourrait intervenir au début de l'année prochaine.

Le croiseur « Colbert » transféré en mer Méditerranée. — A la suite d'un accord conclu vendredi 18 décembre entre, d'une part, la marine nationale et, d'autre part, l'association « Les amis du croiseur Colbert » et le port autonome de Bordeaux, le dernier croiseur de la marine, sera définitivement amarré à Bordeaux et ouvert au public à compter de mai 1993. Le navire doit subir des travaux d'entretien à l'arsenal de Toulon. Cette opération a reçu le soutien financier de la ville de Bordeaux, de la communauté urbaine du conseil régional d'Aquitaine et du conseil général de la Gironde. Le Colbert a été retiré du service en mai 1991.

Epilogue dans l'affaire Toshiba-France

## Le juge Edith Boizette a prononcé un non-lieu en faveur de M. Tapie

Mme Edith Boizette, juge d'instruction au tribunal de Paris, a rendu, vendredi 18 décembre, une ordonnance de non-lieu en faveur de M. Bernard Tapie dans l'affaire Toshiba-France qui opposait l'ancien ministre de la ville au député RPR Georges Tranchant. Le magistrat a suivi les réquisitions prises, mercredi 16 décembre, par le parquet.

M. Bernard Tapie avait été inculpé, le 27 mai dernier, de « complicité et recel d'abus de biens sociaux » (le Monde du 29 mai), à la suite d'une plainte déposée au mois de janvier 1992 par le député RPR des Hauts-de-Seine Georges Tranchant, ancien associé de M. Tapie dans la société NAVS (Nippon Audio Video System), distributrice exclusive de la marque Toshiba en France. M. Tapie détenait 51 % de NAVS et M. Tranchant 49 % par l'intermédiaire de la société Invest.

Les difficultés financières de NAVS avaient amené les deux associés à revendre leur contrat de distribution, pour 1,8 million de francs, au groupe japonais. Par la suite, M. Tranchant avait estimé la plainte de M. Tranchant « choquante ». En effet, selon lui, l'ancien ministre aurait « sauvé deux fois » la société Invest de la faillite en lui versant environ 67 millions de francs.

Au tribunal civil de Paris

## M. Roland Gaucher (Front national) contre « le Monde »

La dix-septième chambre du tribunal civil de Paris a examiné, vendredi 18 décembre, la plainte portée contre le Monde et notre chroniqueur Bertrand Poirot-Delpech par M. Roland Gaucher, membre du bureau politique du Front national, conseiller régional de Franche-Comté et directeur de l'hebdomadaire National-Hebdo.

L'article litigieux date du 15 avril 1992, soit un peu plus de trois semaines après l'élection de M. Gaucher dans le Doubs et en pleine polémique sur l'arrêt Tourvière. Dans sa chronique hebdomadaire « Diagonales », Bertrand Poirot-Delpech avait rédigé une lettre imaginaire adressée par un ancien collaborateur à un autre. L'article, intitulé « Lettre à un ami de Tourvière », évoquait brièvement le passé de M. Cognillat, alias Gaucher, qui fut, sous l'Occupation, un dirigeant influent des Jeunesses nationales populaires, émanation du Rassemblement national populaire (RNP) de Marcel Déat. « Désormais, Tourvière est innocent et l'ancien SS Gaucher peut se présenter aux élections françaises sans que l'opinion s'émoussine », écrivait Bertrand Poirot-Delpech.

Ces termes, M. Gaucher les a jugés diffamatoires, arguant du fait qu'il n'a jamais été SS. Ni le journal le Monde, ni le chroniqueur ne lui ont répondu. Les défenses n'ont nié le bien-fondé de cette mise au point. En début d'audience, vendredi 17 décembre, notre chroniqueur est venu expliquer qu'il avait écrit ce « pastiche » sous le coup de « l'émotion » après l'arrêt Tourvière. Pour convaincre le tribunal de sa bonne foi, il a indiqué avoir aussitôt publié, de sa propre initiative, un rectificatif (le Monde du 16 avril) dans lequel il précisait notamment que « M. Roland Gaucher n'est pas un ancien SS ». Ces précisions apportées, M. Poirot-Delpech a néanmoins déclaré qu'il revendiquait « chaque virgule » de sa chronique. « Pour les victimes, a-t-il précisé, il n'y avait pas, dans le feu

ministère de la ville dans le gouvernement de M. Bérégovoy, à démissionner de ses fonctions, à la veille de son inculpation.

Le 5 novembre dernier, à la suite d'une transaction avec son ancien associé (le montant du dédommagement financier n'a pas été révélé), M. Tranchant avait retiré sa plainte. Pour M. Francis Szpiner, l'un des avocats de M. Tapie, ce retrait a mis fin à l'instruction, « comme il est d'usage lorsque l'ordre public n'a pas été troublé ».

Mme Boizette, a-t-il ajouté, a fait procéder à une expertise qui révèle qu'au 30 novembre 1988 la situation de NAVS faisait apparaître une situation déficitaire de 18,6 millions de francs et qu'au total, la perte du groupe Tapie dans cette affaire a été de 21,1 millions. Pour M. Szpiner, « même si l'on soustrait la somme de 13 millions, il restait une perte de 8,1 millions à partager ». Cela étant, « l'affaire est close et la page est tournée », a conclu l'avocat en sortant du cabinet du juge.

En juin dernier, un autre avocat de M. Tapie, le bâtonnier Philippe Laferrière, avait estimé la plainte de M. Tranchant « choquante ». En effet, selon lui, l'ancien ministre aurait « sauvé deux fois » la société Invest de la faillite en lui versant environ 67 millions de francs.

de l'action, la moindre différence entre la SS et ses auxiliaires français, entre les bourreaux et leurs valets.

Au cours d'une audience qui a duré sept heures, le passé de M. Gaucher (le Monde du 7 mars) n'a jamais cessé d'être au cœur des débats. La défense s'est appliquée à démontrer la similitude des thèmes développés par l'occupant nazi et par certains Français, dont M. Gaucher faisait partie. Si le fait qu'il n'ait pas été SS n'a pas été contesté, son rôle sous l'occupation a fait l'objet de nombreux échanges, parfois virulents. M. Yves Baudouin, l'avocat du Monde, et M. Jean-Denis Bredin, le défenseur de Bertrand Poirot-Delpech, ont cité des articles publiés par M. Gaucher dans des journaux de l'époque tels que l'Essor ou le National populaire. Un historien, M. Joseph Pinard, unique témoin de ce procès, a retracé le parcours de M. Gaucher, soulignant notamment qu'il avait favorisé la diffusion d'un film de propagande intitulé Le Jeune titlierien. M. Pinard a rappelé que le RNP invitait les Français à rejoindre la Waffen SS.

M. Gaucher s'est insurgé contre les diverses accusations portées contre lui lors de l'audience, s'attirant du même coup les applaudissements des quelques amis présents dans la salle. Il a également dénoncé une « opération contre le Front national ». A propos de l'article du Monde, l'un des conseils de M. Gaucher, M. Eric Delcroix, a parlé de « procédé perfide ».

Dans son réquisitoire, le procureur de la République, M. Edith Dubreuil, a estimé que la diffamation était effectivement « totale » et que la partie civile avait « raison de s'en plaindre ». Mais, après être longuement revenue sur l'attitude de M. Gaucher sous l'Occupation, la représentante du parquet a conclu à la bonne foi d'un auteur « moralement blâmé » : « M. Poirot-Delpech a en tort de pratiquer l'assimilation hâtive, mais il n'est pas sûr qu'il ne fut pas sincère ».

Le tribunal rendra son jugement le 22 janvier prochain.

PHILIPPE BROUSSARD

## CATASTROPHES

Une défaillance électronique

## L'accident du TGV Annecy-Paris a été causé par le blocage des roues d'un bogie

L'expertise effectuée à la suite de l'accident du TGV Annecy-Paris, lundi 14 décembre, a permis de conclure que celui-ci était dû au blocage accidentel des roues d'un bogie (le châssis), à la suite d'une défaillance électronique, a indiqué la SNCF dans un communiqué publié vendredi 18 décembre. Le bogie situé entre la troisième et la quatrième voiture de la rame avait déraillé (le Monde du 15 décembre) alors que le train traversait la gare de Mâcon-Loche (Saône-et-Loire) à plus de 250 km/h. Vingt-cinq voyageurs attendaient sur les quais avant d'être

légèrement blessés par les projections de pierres, mais la rame était restée stable et le conducteur avait stoppé le convoi quelques centaines de mètres plus loin.

Les roues du bogie qui a déraillé se sont bloquées au cours d'un freinage normal. Deux systèmes « anti-embarras » sont normalement prévus sur les TGV pour prévenir ce genre de blocage, précise la SNCF, mais l'avarie d'un composant électronique a rendu ceux-ci inopérants et mis hors service le dispositif d'information du mécanicien.



# SOCIÉTÉ

## JUSTICE

L'enquête du juge Van Ruymbeke dans « l'affaire Trager »

### Inculpation de M. Antoine Dufoix et audition de M. Jacques Séguéla

RENNES

de notre correspondant

Le conseiller Renaud Van Ruymbeke a inculpé, vendredi 18 décembre, M. Antoine Dufoix, mari de l'ancien ministre des affaires sociales du gouvernement Fabius, de recel d'abus de biens sociaux (le Monde du 19 décembre). C'est par le biais de l'instruction de l'affaire Trager (du nom de l'industriel nantais inculpé dans plusieurs dossiers de financement politique occulte) que le magistrat rennais a été conduit récemment à s'intéresser au financement de la campagne de M. Georges Dufoix, lors des élections législatives de mars 1986 à Nîmes (Gard).

Pour la même raison, le juge

avait organisé, vendredi matin, pendant près de deux heures, une confrontation entre M. Trager et le publicitaire Jacques Séguéla, qui avait conçu les affiches de campagne de M. Dufoix. Ces affiches montraient l'ancien ministre sur un cheval blanc en Camargue avec le slogan : « Le cœur battra toujours à gauche ». Les deux protagonistes ont dû s'expliquer sur l'existence de deux factures, libellées par la société de M. Séguéla au nom de deux entreprises de René Trager, pour un montant total de plus de 300 000 F.

Entendu comme témoin, M. Séguéla a affirmé devant la presse que « pas un franc n'a servi à un quelconque enrichissement personnel et n'a été détourné pour le compte de Georges Dufoix ou celui

d'un parti politique » lors de la campagne de 1986. Il a ajouté n'avoir jamais rencontré M. Dufoix, présenté par René Trager comme le directeur de la campagne de son épouse, à l'époque des faits. De son côté, M. Trager a déclaré à la presse que M. Séguéla avait « reconnu avoir établi des fausses factures pour la campagne de Georges Dufoix ». Il a précisé que des collaborateurs de M. Séguéla avaient participé « avec Antoine Dufoix » et lui-même « à l'établissement des factures » litigieuses pour un total de 355 000 francs.

A sa sortie du palais de justice, M. Dufoix s'est refusé à tout commentaire.

CHRISTIAN TUAL

### Anne Sinclair entendue comme témoin dans l'affaire Botton

Avant de procéder, vendredi 18 décembre, à la première audition sur le fond de M. Marc Bathier, PDG du groupe de plusieurs sociétés du groupe de M. Pierre Botton - et inculpé comme lui d'abus de biens sociaux, de banqueroute et de faux en écriture et usage -, le juge d'instruction lyonnais Philippe Curroy a convoqué jeudi soir Anne Sinclair afin de recueillir son témoignage.

Dans un communiqué, publié vendredi, le journaliste de TF1 indique que, « dans un souci de transparence », elle a pu, lors d'une audition devant le juge, expliquer qu'elle n'avait « jamais bénéficié du moindre cadeau de M. Botton » et confirmer qu'elle n'avait « rien à voir avec cette affaire ».

L'audition d'Anne Sinclair a duré une heure trente, et lui a permis de préciser la réalité de ses relations avec M. Botton, qu'elle aurait rencontrées dans le sillage de M. Michel Noir, ainsi que sa présence éventuelle à des « réceptions » auxquelles M. Botton affirmait avoir invité en compagnie d'autres « personnalités du tout Paris ». Dès le 17 novembre, Anne Sinclair avait publié une « mise au point » à ce sujet (le Monde du 18 novembre).

Elle a dû confirmer qu'elle n'avait effectué qu'un seul voyage, le 8 novembre 1988, sur le parcours Marseille-Paris en compagnie d'Yvan Levaï et d'un pharmacien marseillais, à bord d'un jet privé loué par M. Botton. Dans sa justification à l'administration fiscale, l'homme d'affaires lyonnais indiquait : « Normis pour un voyage à Istanbul, le 31 juillet 1988, en compagnie de Michel Noir et de cinq journalistes lyonnais, c'est la seule fois où j'ai loué un avion à réaction. L'explication de ce choix tient à l'appréhension particulière de M. Sinclair hors l'utilisation d'avions à grande capacité, cela étant lié à sa personnalité ».

M. Bathier, assisté de son avocat, M. François La Phuong, a été interrogé pendant cinq heures vendredi. Il a précisé son rôle dans différentes sociétés (Vivion SA, Boisson SA, Groupe Pierre Botton, etc.) en insistant très souvent sur sa qualité d'exécutant.

## RELIGIONS

Dans un climat de crise

### Le consistoire israélite de Paris révisé ses statuts

Une assemblée générale extraordinaire du consistoire israélite de Paris - qui compte environ 40 000 adhérents de toute la région parisienne - est appelée, dimanche 20 décembre, dans un climat tendu, à adopter de nouveaux statuts.

Une mini-tempête secoue, depuis un mois, les instances consistoriales, chargées du culte juif en France. L'initiative de son président, M. Benny Cohen, contesté par une partie de la communauté pour des positions jugées ultra-orthodoxes, une révision des statuts du consistoire de Paris est en chantier, qui, pour ses auteurs, est une indispensable mise à jour, pour ses adversaires un « coup de force » au service d'un « clan fundamentaliste ».

Dans des conditions de précipitation et une absence de concertation, publiquement regrettées dans les grands rabbinats de Paris et de France, le projet de nouveaux statuts a été adopté, le 10 novembre, par quatorze voix contre douze par le conseil du consistoire, qui, dans cette date, est coupé en deux. Dans ce texte, la liberté totale de candidature, qui était la règle des élections consistoriales, est remplacée par un système de parrainage de présidents de communautés qui limite les listes et ne s'appliquera pas aux sortants.

Le président du tribunal rabbinique (av bet din), la plus haute autorité du judaïsme, avec le grand rab-

bin, devient membre de droit du conseil. Dans son nouvel article 2, le consistoire se donne encore pour vocation « de coordonner et d'harmoniser toutes les actions culturelles et culturelles du judaïsme de Paris et de la région parisienne ». Enfin, le lien avec le consistoire central des juifs de France n'est plus explicitement établi dans les nouveaux statuts. Le consistoire de Paris souhaite désormais disposer d'une totale liberté de relation avec les autres associations culturelles en province et surtout à l'étranger.

Ce projet est soumis à une salve de critiques qui s'élevait depuis des semaines dans la presse juive. Le nouveau mode d'élection est assimilé à un « verrouillage », la promotion du président du tribunal rabbinique à une violation de la neutralité, qui est une règle au consistoire pour toutes les questions d'ordre halachique (touchant à l'application de la loi juive).

Pour M. Benny Cohen, qui n'a jamais fait mystère de son option pour un judaïsme plus rigoureux (« Il y a 800 000 juifs en France, il ne peut y avoir 800 000 Torahs », disait-il dans un entretien au Monde (22 février 1990), cette polémique n'est qu'une « tempête dans un verre d'eau ». Mais pour les actuels minoritaires, il n'y a plus de consistoire de Paris aujourd'hui, au sens de « consistoire de consensus, tel qu'il avait existé depuis sa création ». Cette réforme des institutions, apparemment limitée, préparait en fait un bouleversement du judaïsme consistorial.

H. T.

## SCIENCES

### Le Parlement néerlandais autorise la reproduction d'un taureau génétiquement manipulé

Après plusieurs jours de débats, les parlementaires néerlandais viennent d'autoriser la reproduction du premier taureau génétiquement manipulé dont la descendance féminine devrait produire dans son lait une protéine, la lactotransferrine. Cette substance aurait, semble-t-il, des propriétés antibactériennes. Ce taureau-éprouvette de dix-huit mois, Herman, créé par une équipe composée de chercheurs de l'université de Leyde et de la société Gene Pharming Europe BV, porte en effet au plus profond de son patrimoine génétique un gène humain dont on espère qu'il va s'exprimer dans le lait des vaches qu'il aura engendrées (le Monde du 18 septembre 1991).

Ce type de manipulation génétique, qui ouvre la voie à de véritables fermes « niches » et à la production à grande échelle de protéines humaines à usage thérapeutique, n'est pas le premier du genre. Il fait suite aux travaux de chercheurs britanniques qui, en 1987, ont créé une souris transgénique capable de produire une protéine étrangère, la bêta-lactoglobuline de mouton.

Des dizaines d'équipes se sont ensuite engagées dans cette voie et ont, à leur tour, réussi à produire à « des taux économiquement viables » des protéines humaines dans le lait de brebis et de chèvre : l'alpha-1-antitrypsine utilisée dans le traitement de l'emphysème et la TPA utilisée dans le traitement de l'infarctus. En France, des équipes de l'INRA travaillent sur des lapins manipulés producteurs d'erythropoïétine et du facteur VIII.

Les promesses de ces techniques en devenir sont telles que, la fin de 1991, on estimait qu'environ trente-cinq protéines humaines pourraient être ainsi produites dans les années à venir. Mais il reste beaucoup à faire dans le domaine clinique avant de banaliser ces techniques, dont la mise sur le marché pose nombre de problèmes éthiques. Les parlementaires néerlandais l'ont bien compris qui, s'ils ont autorisé leurs chercheurs à franchir avec Herman une étape supplémentaire, ont clairement fait savoir que toute nouvelle étape devrait faire l'objet d'un examen pour éviter les dérives.

Le télescope spatial Hubble observe ce qui pourrait être des planètes en formation. - Le télescope spatial Hubble a photographié, à proximité d'étoiles lointaines de la nébuleuse d'Orion, des traces de ce qui pourrait être des tourbillons de poussière et matière capables de donner naissance un jour à un système de planètes analogues à celui du système solaire. Selon un porte-parole de la NASA, M. Edward Weiler, une quinzaine d'étoiles de cette région seraient entourées d'un disque de matière proto-planétaire auquel il faudrait, si cela était avéré, plusieurs millions d'années pour se transformer en planètes. Quoi qu'il en soit, de nombreuses observations seront nécessaires avant que ne soit enfin confirmée sans équivoque l'existence d'autres planètes dans cette galaxie ou dans une autre. - (AFP.)

## SPORTS

FOOTBALL : le championnat de France

### Vertige des sommets

L'Olympique de Marseille a remporté le grand rendez-vous du championnat de France en battant le Paris-SG, 1-0, vendredi 18 décembre au Parc des Princes, à Paris, dans une rencontre avancée de la dix-neuvième et dernière journée des matches aller. Les Marseillais se sont imposés grâce à leur buteur croate Alen Boksisic, au cours d'une partie tarme, marquée par de nombreuses brutalités.

commettant l'erreur de jouer un rôle de caïd, à contre-emploi, en se plaçant sur le terrain de son concurrent. En siégeant l'OM, le Paris-SG semblait avoir perdu son âme.

A la veille du match, l'entraîneur Artur Jorge n'était-il pas sorti de son habituelle modération pour proclamer que son équipe allait « marcher » sur son adversaire ? Le vice-président, Michel Denisot, n'avait-il pas émis récemment des doutes sur l'impartialité des arbitres à l'égard de son club ? Mais les bonnes manières du Paris-SG s'accroissent mal des vieilles recettes de son

rival : l'intimidation et l'art de se poser en bouc-émissaire.

A ce jeu, l'OM demeure le plus fort. Vendredi, les Marseillais ont opposé leur principe de réalité à la naïveté des Parisiens. Dans ce qu'il a de pire - les brutalités commises par Eric Di Meco, qui méritaient une expulsion, auxquelles s'ajoutent cinq cartons jaunes, - et de meilleur - le talent d'Alen Boksisic pour transformer la seule occasion valable. Ils ont ainsi prouvé qu'à défaut de brio, le football était aussi un savoir-faire.

JÉRÔME FENOGLIO

## NUCLÉAIRE

### Nomination d'un médiateur pour le stockage souterrain des déchets radioactifs

M. Christian Bataille, député (PS) du Nord, est nommé « médiateur chargé de conduire la concertation sur l'implantation de laboratoires souterrains de recherche sur le stockage des déchets radioactifs », a annoncé, jeudi 17 décembre, M. Dominique Strauss-Khan, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur. Cette nomination devrait permettre, à terme, la reprise des travaux de recherche sur le terrain effectués par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA). De violentes manifestations avaient, en effet, amené M. Michel Rocard, alors premier ministre, à suspendre, le 9 février 1990, toute prospection pendant « au moins deux mois ».

Ce moratoire fut mis à profit par le gouvernement pour préparer une loi définissant les orientations à suivre en matière de gestion des déchets radioactifs (le Monde du 29 juin et du 8 novembre 1991).

Dotée à une très large majorité, cette loi reprend largement les propositions d'un rapport sur la gestion des déchets radioactifs à haute activité et à vie longue demandé par le gouvernement à l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, et rédigé par M. Bataille. La mission « d'information, de dialogue, de mise en

relation des différents partenaires concernés » confiée au médiateur devrait durer au moins un an. Les sites retenus pour accueillir ces laboratoires de recherche, qui ne recevront pas de déchets nucléaires, devraient apporter aux régions choisies des avantages fiscaux comparables à ceux d'une centrale nucléaire, soit 50 à 60 millions de francs par an pour toute la durée de construction et de fonctionnement de ces laboratoires.

La commune de Morestel attache l'Etat après l'arrêt de Superphénix. - Le maire de la commune de Morestel (Isère) a annoncé, vendredi 18 décembre, qu'il engageait une procédure contre l'Etat en raison des dettes auxquelles sa commune devait faire face après l'arrêt de la centrale Superphénix de Creys-Malville. La mise à l'arrêt de ce réacteur pour une durée indéterminée fait que Morestel ne touche plus les dividendes qu'elle attendait de la taxe professionnelle. Comme elle a emprunté pour s'équiper, elle se retrouve aujourd'hui en difficulté et demande donc au tribunal administratif de Grenoble de « constater la nullité des conventions et des prêts s'y rattachant dans le cadre des emprunts Grands chantiers Creys-Malville ».

### La Fnac est ouverte dimanche 20 décembre.

Allons, tout le monde sait bien que la Fnac n'existe pas !



Ouvertures exceptionnelles des Fnac de Paris et région parisienne en décembre - Fnac Forum, Fnac Montparnasse, Fnac Etoile: nocturnes les 21, 22, 23 jusqu'à 21 h, ouvert dimanche 20 de 10 h à 19 h - Fnac Musique Bastille: nocturnes tous les mercredis et vendredis jusqu'à 22 h, ouvert dimanche 20 de 11 h à 20 h - Fnac Musique Italiens: lundi-samedi de 10 h à 24 h, dimanche 20 de 13 h à 24 h - Fnac Micro, 71, bd St-Germain: lundi au samedi de 10 h à 20 h, dimanche 20 de 10 h à 20 h -

Fnac La Défense, Parly II, Créteil, Cergy ouvert dimanche 20 de 10 h à 19 h, Fnac Noisy le Grand jusqu'à 20 h - Autres horaires particuliers - Fnac La Défense: lundi au samedi de 9 h 30 à 20 h du 14 au 24 décembre - Fnac Parly II: nocturnes mardi au vendredi jusqu'à 22 h - Fnac Créteil: mardi au vendredi jusqu'à 21 h - Fnac Cergy, Fnac Noisy le Grand: lundi au samedi 10 h à 20 h, vendredi jusqu'à 21 h. **3615 Fnac**

AGITATEUR DEPUIS 1954.

**LIVRES**  
**POLONAIS**  
et livres français  
sur la Pologne et  
l'Europe de l'Est  
Livres russes  
Catalogues sur demande  
**LIBELLA**  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4  
Tél. : 43-28-51-09

**OVA'O**  
Stratégie et développement de marque  
Etude de positionnement  
Expertise et dépôt juridique  
Création de nom de marque  
Création d'image de marque  
Licensing d'image institutionnelle  
Développement de produit  
Création packaging et design volume  
Tél. (1) 40 28 00 92



## SOCIÉTÉ

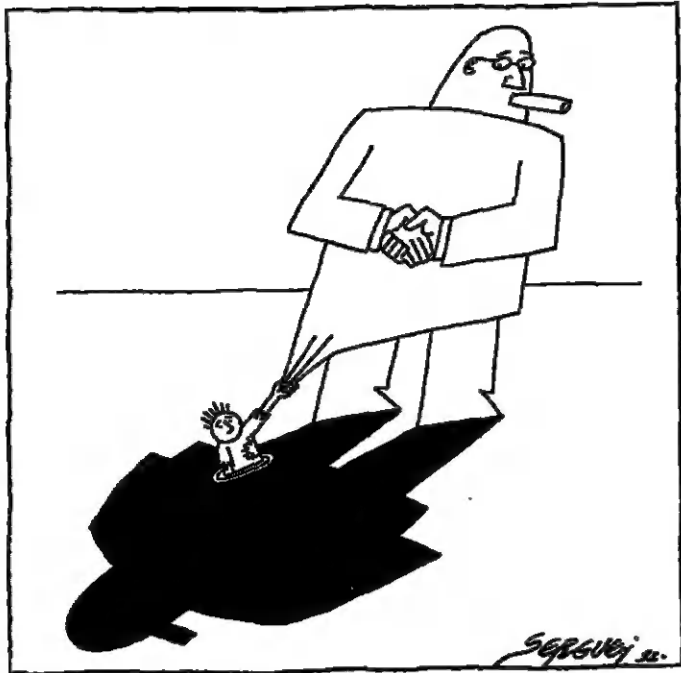
Dans son rapport annuel sur la « situation des enfants dans le monde »

### L'UNICEF dénonce la « tragédie silencieuse » de la malnutrition et de la famine

L'UNICEF a rendu public, jeudi 17 décembre, son rapport sur la situation des enfants dans le monde. Plutôt que de passer en revue les fleaux constatés en 1992, ce rapport prend la forme d'un appel aux populations pour qu'elles s'organisent sur le long terme et qu'elles rappellent aux dirigeants les promesses faites lors du sommet mondial des enfants, en septembre 1990, pour lutter contre la « tragédie silencieuse ».

Hier l'Irak et le Soudan, aujourd'hui la Somalie et l'ex-Yougoslavie, l'urgence dictée par les guerres ne quitte pas l'actualité. Elle figure aussi en bonne place parmi les préoccupations de l'UNICEF. Mais l'Organisation des Nations unies pour l'enfance ne perd pas de vue un autre objectif, moins spectaculaire et de plus longue durée : la lutte contre tout ce qui enfère les pauvres dans la pauvreté, c'est-à-dire la malnutrition, les maladies infantiles, l'analphabétisme. « Jamais inondation ni tremblement de terre, jamais guerre n'a coûté la vie à 250 000 enfants en une semaine. Tel est pourtant le nombre des victimes, chaque semaine, de la malnutrition et de la famine », constate le directeur général de l'UNICEF, M. James Grant, dans le rapport. La situation des enfants dans le monde, rendu public jeudi 17 décembre. M. James Grant lance un appel à la mobilisation contre ce qu'il appelle une « tragédie silencieuse ». Le succès de cette longue bataille suppose, selon lui, une volonté politique, une adhésion des populations et un minimum d'argent.

Cent vingt-deux pays ont adhéré à la convention internationale des droits de l'enfant ou l'ont ratifiée, et cent trente-neuf chefs d'Etat ou de gouvernement ont signé le plan d'action rédigé lors du sommet



mondial pour les enfants, en septembre 1990, aux Nations unies. Ce plan comprend vingt-neuf mesures, dont quelques-unes d'ordre général devraient aboutir d'ici à l'an 2000. Réduction d'un tiers des taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans, par exemple, ou accès de tous à un approvisionnement en eau salubre et à un assainissement sûr, achèvement pour au moins 80 % des enfants du cycle primaire de l'enseignement, réduction du taux d'analphabétisme des adultes et accès égal à l'éducation pour les femmes et pour les hommes, mise en œuvre de la convention internationale des droits de l'enfant, et plus particulièrement des articles concernant la protection des enfants vivant des situations particulièrement difficiles, notamment dans les conflits

armés, sans oublier l'accès à des services de planification familiale. Certaines de ces mesures reprennent des objectifs déjà fixés par les organismes des Nations unies. Il en est ainsi, par exemple, de la vaccination contre les six maladies principales responsables des décès des enfants avant leur premier anniversaire (tuberculose, poliomyélite, diphtérie, coqueluche, tétanos, rougeole), dont le taux de couverture atteint aujourd'hui, selon l'OMS et l'UNICEF, 80 % des enfants de moins d'un an.

#### Effort des pays en voie de développement

Selon l'UNICEF, 25 milliards de dollars par an suffiraient pour offrir aux enfants du monde les services élémentaires énoncés. Somme modeste, grâce aux progrès de la médecine qui réduisent les coûts, et grâce aussi à la mise en place par beaucoup d'Etats défavorisés de réseaux d'unités légères (centres de santé primaire, écoles de base...). Proches des populations, ces structures sont animées par des agents, si possible issus de la communauté, et formés pour satisfaire les besoins élémentaires.

L'UNICEF montre que les deux tiers des 25 milliards de dollars pourraient être dégagés par les pays en développement eux-mêmes si leur dette était allégée et s'ils renonçaient à certaines dépenses militaires. Le dernier tiers pourrait provenir de l'augmentation, mais aussi de la réorientation de l'aide internationale. Actuellement, la totalité de l'aide publique bilatérale en provenance des pays occidentaux industrialisés s'élève à environ 40 milliards de dollars par an, mais à peine 4 milliards sont affectés à la nutrition, aux soins de santé primaire et à la planification familiale. Eléments d'optimisme : plus de trente pays en développement « ont fait de sérieux efforts pour réaffecter leurs ressources budgétaires en priorité à ces besoins ».

Le rapport reconnaît que la tâche ne pourra jamais être menée à bien sans une mobilisation de tous. Fait inhabituel, l'UNICEF préconise un mouvement populaire, « un changement du climat éthique » analogue à celui qui a suivi « la fin de l'apartheid et du colonialisme... ». « C'est seulement à partir du moment où une multitude d'individus ont commencé à s'informer et à se préoccuper davantage des erreurs et des injustices commises, que ces causes sont sorties de l'ombre et ont amorcé le long cheminement de la reconnaissance ».

CHRISTINE CHOMBEAU  
SEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

**Le Monde**  
L'ÉCONOMIE

### Une organisation dont on attend tout...

« Si l'on veut que l'Europe ait un avenir, il faut faire quelque chose pour ses enfants », déclarait au lendemain de la seconde guerre mondiale le président américain Herbert Hoover. Il n'était pas le seul à penser ainsi : Ludwig Rajchman, délégué de la Pologne à l'Agence des Nations unies pour les secours et la reconstruction, et des personnalités telles que, pour la France, le professeur Robert Debré, estimaient que le redémarrage des pays européens passait par l'aide aux nouvelles générations et c'est ainsi que, le 11 décembre 1946, l'Assemblée générale des Nations unies crée l'UNICEF (United Nations International Children Emergency Fund).

Le travail ne manquait pas. On estimait à 20 millions le nombre d'enfants souffrant gravement de malnutrition aiguë, de tuberculose, de rachitisme ou d'autres maladies infantiles. Dès 1947, environ 6 millions d'enfants recevaient, dans treize pays d'Europe, des couvertures, des vêtements ainsi qu'un peu de lait et du beurre.

En 1950, l'Europe remontant le pente, la dissolution du fonds fut envisagée. Mais il existait d'autres enfants à secourir. L'Assemblée générale des Nations unies, optimiste ou inconsciente, prolonge — de trois ans — le mandat de l'UNICEF afin qu'il aide les continents sous-développés. C'était mettre le doigt dans un immense engrenage. L'ampleur de la tâche dans ces régions désertées conduisit les Nations unies à faire de l'UNICEF un organisme permanent, rebaptisé Fonds des Nations unies pour l'enfance. Le mot d'urgence disparaissait, car avec cette nouvelle orientation géographique naissait une autre conception de l'aide, appuyée sur des programmes de développement à moyen et à long termes.

Il faudra cependant attendre 1976 pour que la stratégie des

services de base soit élaborée. Cette stratégie s'oppose totalement aux politiques d'investissements prestigieuses, aux constructions de grandes structures coûteuses à l'investissement et au fonctionnement, et inaccessibles aux populations rurales. Elle préconise l'implantation de petites structures, plus souples et capables de satisfaire les besoins essentiels dans des zones précises. La participation de la population y est jugée primordiale.

896 millions  
de dollars

Mais les succès rencontrés n'ont pas toujours été à la dimension des espoirs et des efforts déployés. L'arrivée, en 1979, de M. James Grant à la direction générale de l'UNICEF a donné un nouveau souffle à l'organisation en confiant la priorité au terrain. Puisque l'UNICEF, comme l'OMS, avait reçu pour mission, en 1978, d'assurer d'ici à l'an 2000 un système de santé primaire pour tous, puis en 1985, de vacciner, d'ici à la fin du siècle, 80 % des enfants du monde, il a décidé de faire passer la santé des enfants — mais surtout la vaccination — au premier plan des préoccupations de l'organisation. Il avait compris qu'un tel objectif permettait d'obtenir des résultats concrets à court terme, et était donc susceptible de mobiliser tous les gouvernements quelles que soient leurs options politiques.

L'UNICEF n'a toutefois pas abandonné les autres secteurs d'intervention. Depuis plusieurs années, il soutient activement les actions en faveur des mères et des petites filles, et travaille avec d'autres organisations pour redonner un nouvel élan à l'éducation de base. C'est grâce à ses efforts que la Convention internationale sur les droits de l'enfant a vu

enfin le jour et a été adoptée en 1989 par les Nations unies, et qu'en 1990, soixante et onze chefs d'Etat et de gouvernement, réunis à New-York, ont adopté un plan d'action en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant qui sert de base aujourd'hui aux programmes de développement.

La difficulté est de donner à Pierre sans déshabiller Paul. Les cartes de vœux qui procurent des fonds appréciables à cette immense organisation ne peuvent pas suffire. Contrairement à l'UNESCO, par exemple, l'UNICEF ne reçoit pas de contributions obligatoires de la part des Etats. Ceux-ci accordent les crédits qu'ils désirent. Les pays industrialisés se sont engagés, il y a vingt ans, à consacrer 0,7 % de leur produit national brut à l'aide au développement. Seuls quatre Etats ont tenu leur promesse : la Norvège, les Pays-Bas, le Danemark et la Suède... Les comités nationaux de l'UNICEF, indépendants de l'UNICEF New-York, viennent en soutien. Ces comités envoient une partie des sommes récoltées à la maison mère et en conservent une autre pour les programmes qui correspondent à leurs objectifs particuliers et qui sont exécutés par des organisations non gouvernementales.

Très souvent, notamment lors de la guerre du Golfe, on a opposé, à tort, cette grande maison des Nations unies aux organisations non gouvernementales. Cependant, l'UNICEF peut se permettre, grâce à un budget relativement régulier (896 millions de dollars en 1992), de travailler en profondeur et sur le long terme. L'UNICEF intervient actuellement dans cent vingt-sept pays.

Ch. Ch.

#### PRIX DU JEUNE ÉCRIVAIN 1993

**BNP**

AVEC **Le Monde** ET *la ligne*

Vous avez entre 15 et 23 ans, vous écrivez des nouvelles, des romans, des pièces de théâtre. Vous voudriez être lu(e), voire édité(e) : Le prix du Jeune Écrivain vous est destiné. Il suffit d'envoyer votre texte (de 5 feuillets dactylographiés minimum à 100 maximum) en deux exemplaires avant le 27 février 1992 à :

Prix du Jeune Écrivain  
6, route de Labarthe  
31600 MURET FRANCE  
Tél. : 61-56-13-15

Le jury du prix du Jeune Écrivain 1993 est composé de Dominique AUTIÉ, Christiane BAROCHE, Claude BER, Henry BEULAY, G.O. CHATEAU-REYNAUD, Aris FAKINOS, René GACHET, Christian GIUDICELLI, Odette JOYEUX, Luba JURGENSON, Jean-Marie LACLAVERGNE, Pierre LEPAPE, Jean-Noël PANCRAZI, Marie ROUANET, Marc SEBBAN, Roger VRIGNY.

Attention : Votre texte devra être titré et ne porter ni nom ni signature.

Joindre à votre envoi :

— un chèque de 60 F à l'ordre de l'Union laïque de Muret, ainsi que deux enveloppes (110 x 220 timbrées à 4 F) libellées à votre adresse.

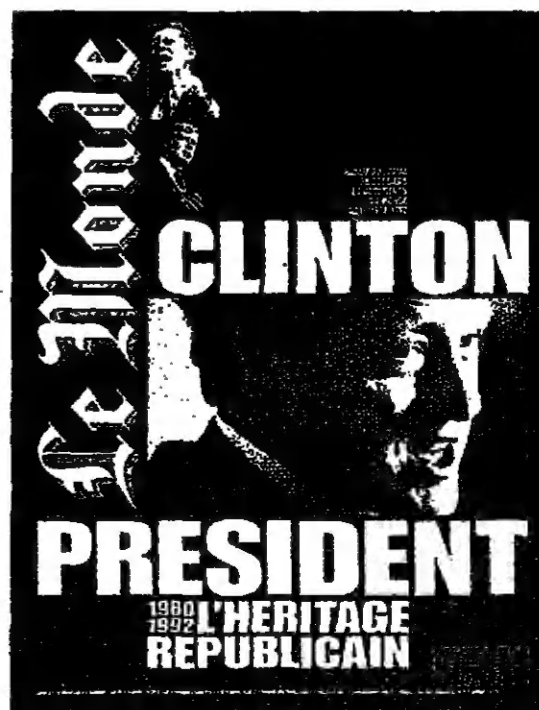
Indiquer également votre numéro de téléphone et le nom et l'adresse de votre établissement scolaire ou universitaire.

Le prix sera remis le 28 mai 1993 à Muret.

## Le Monde

NUMÉRO HORS SÉRIE

### CLINTON PRÉSIDENT 1980-1992 : l'héritage républicain



CETTE brochure dresse le tableau de l'Amérique d'aujourd'hui telle que va la trouver le nouveau président, Bill Clinton, après douze années de gestion républicaine.

A partir d'articles déjà publiés par le Monde, de nouvelles synthèses ou des textes de présentation, cinq grands chapitres se dégagent : le récit de la campagne électorale et les résultats communautaires, puis, au plan international, les grands traits d'une politique étrangère qui a visé à redonner son prestige à l'Amérique. Sur le terrain économique, une politique ultra-libérale qui laisse un lourd bilan. Une société qui doute d'elle-même, une vie culturelle qui bute sur ses contradictions. Avec des graphiques, des tableaux, des cartes, des photos et les dessins des illustrateurs du Monde.

#### BON DE COMMANDE : CLINTON PRÉSIDENT

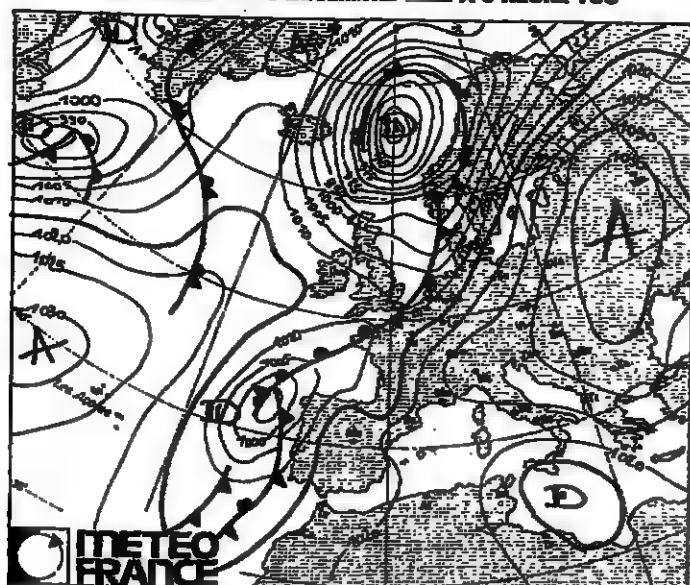
Prénom : \_\_\_\_\_ Nom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

En vente dans tous les kiosques, 148 pages - 48 F

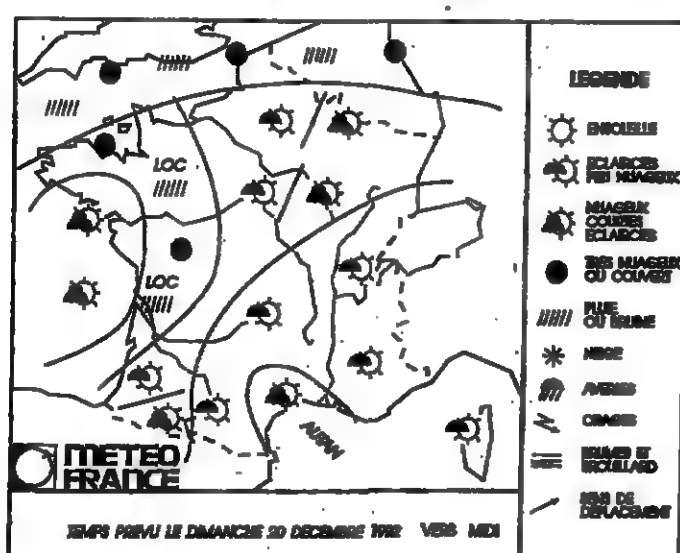


# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19 DÉCEMBRE A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 20 DÉCEMBRE 1992



Dimanche : temps doux et nuageux au Nord. Le ciel sera très nuageux. Les pluies se développeront sur les côtes de la Bretagne et du Nord-Ouest. Des retards maritimes sont attendus sur le golfe du Gascogne et le long de la côte atlantique. Sur le littoral du Nord-Est, les nuages se développeront des Pyrénées.

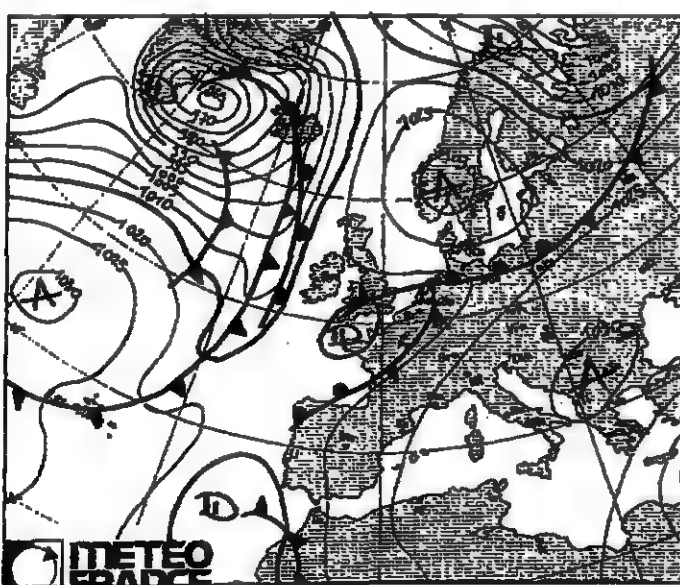
Orientales au Sud jusqu'aux Alpes et à la mer. Des pluies persisteront sur le Languedoc-Roussillon. Ailleurs, les nuages resteront abondants, surtout au nord de la Loire.

Le vent d'autan soufflera jusqu'à 40 km/h. Sur les côtes bretonnes, le vent de nord-est soufflera à 60 km/h.

Les températures minimales sont douces, comprises entre 8 et 9 degrés au Nord et 10 à 12 degrés au Sud.

Quant aux températures maximales, elles atteindront 10 à 12 degrés au Nord et 13 à 15 degrés au Sud.

PRÉVISIONS POUR LE 21 DÉCEMBRE 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
le 18-12-1992 à 5 heures TUC et le 19-12-1992 à 5 heures TUC											
FRANCE											
AMARCO	16	4	D	STRASBOURG	8	-1	D	MADRID	9	1	D
BIARRITZ	18	10	M	TOULOUSE	14	11	M	MARRAKECH	20	6	D
BORDAUX	12	11	C	TOURS	13	8	M	MEXICO	21	11	M
BRETAGNE	14	11	C	ÉTRANGER				MILAN	8	2	B
BREST	12	8	P	ALGER	17	8	D	MONTREAL	2	-8	C
CAN	11	10	C	AMSTERDAM	10	7	C	MOSCOW	2	-7	D
CHERBOURG	11	8	C	ATHÈNES	11	8	M	NAIROBI	21	14	M
CLEMONT-FERR	11	8	C	BANGKOK	23	21	M	NEW DELHI	26	10	D
COCOT	14	9	C	BARCELONE	14	6	C	NEW YORK	7	2	D
GRENOBLE	9	-1	P	BERLIN	6	-2	C	PALMA	16	6	B
LILLE	11	9	C	BELGRADE	3	-1	C	PEKIN	1	-5	D
LONDRES	12	9	C	BRAZILIA	10	6	C	RIYAD	18	4	D
LYON	13	9	C	COPENHAGUE	6	3	P	SOYAL	15	7	M
MARSEILLE	16	8	M	DAKAR	27	21	D	SYDNEY	16	7	M
NANCY	7	1	P	GENÈVE	1	-1	D	TAIPEI	28	24	C
NANTES	11	9	C	HONGKONG	1	7	C	TOKYO	11	5	P
NICE	12	9	C	ISTANBUL	11	2	C	YOKOHAMA	11	5	P
PARIS-MONT	12	10	C	JERUSALEM	17	9	D	YOSUKE	1	-1	C
PAR	14	6	M	LA CAIRE	17	9	D	YOSUKE	1	-1	C
PERPIGNAN	16	7	C	LONDRES	14	12	D	YOSUKE	1	-1	C
PORTO-PTRE	11	10	C	LYON	13	9	C	YOSUKE	1	-1	C
RENNES	11	10	C	LUXEMBOURG	3	2	N	YOSUKE	1	-1	C
ST-ETIENNE	13	8	C					YOSUKE	1	-1	C
A	B	C	D	N	C	O	P	T		*	
avert	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage.	pluie	tempête			neige	

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été 1 heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

# TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Si vous ne le trouvez pas dans le Monde radio-télévision, il y a Film à éviter : On peut voir : Ne pas manquer : Chef-d'œuvre du classique.

## Samedi 19 décembre

- TF 1**
- 20.45 Variétés : Toute la ville en partie. Magazine : Ushuaïa.
- 22.35 Magazine : Ushuaïa.
- 23.40 Magazine : Formule sport. Football : Bole.
- FRANCE 2**
- 20.45 Magazine : La nuit des héros. Face au feu : La horde sauvage. Maman est en danger. Un éléphant ça trompe.
- 22.40 Magazine : Double jeu. Présenté par Thierry Arson. Noces musicales célèbres.
- 23.55 Journal, Météo et Visages d'Europe.
- 0.10 Magazine : La 25e Heure.
- FRANCE 3**
- 20.45 Téléfilm : Les Gueux cagnoux. De Hervé Basle.
- 22.15 Journal et Météo.
- 22.40 Magazine : Vis-à-vis. La Terre, les Indes et nous.
- 23.35 Magazine : Salut Manu. Présenté par Manu Dibango et Yvonne Kérougan avec le Soul Makossa Gang.
- 0.20 Continentales Club. Meilleurs moments de l'année.
- CANAL PLUS**
- 20.30 Téléfilm : Sang et poussière. De Dennis Berry.
- 22.00 Flash d'informations.
- 22.05 Divertissement : Samedi soir avec les Nouveaux. Invité : Definition of Sound.
- 23.00** Magazine : Jour de foot. Buts et extraits des matches de la 19e journée du championnat de France de D1.
- 23.30** Cinéma : Society. Film américain de Brian Yuzna (1988).
- 1.05** Cinéma : Criminel de sang. Film américain de Donald P. Ballew (1988).
- ARTE**
- 20.00 Magazine : Farnese TV.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.40 Documentaire : Le Fin d'un voyage. De Heiner Stadler.
- 22.10 Cinéma d'animation : Une vieille boîte. De Paul Driessen.
- 22.20 Cinéma d'animation : Anne et Bella. De Borge Ring.
- 22.25 Cinéma d'animation : Pas à deux. De Monique Renuit et Gerit Van Dijk.
- 22.35 Magazine : Mecadom. De Lockwood.
- 23.40** Série : Monty Python's Flying Circus.
- M 6**
- 20.40 Téléfilm : Les Voyageurs de l'infini. De James Goldstone.
- 23.45 Série : Médecine de nuit.
- 0.45** Informations : première.
- 0.50** Musique : Boulevard des clips.

## Dimanche 20 décembre

- TF 1**
- 20.40 Cinéma : Le Quart d'heure américain. Film français de Philippe Gault (1992).
- 22.20 Magazine : Cinéma dimanche.
- 22.30 Cinéma : Le Lieu du crime. Film français d'André Téchiné (1992).
- 0.00 Journal et Météo.
- FRANCE 2**
- 20.50 Cinéma : L'Arbre de Noël. Film franco-italien de Terence Young (1969).
- 22.40 Magazine : Bouillon de culture.
- 0.05 Journal, Météo et Visages d'Europe.
- 0.20 Documentaire : Divertissement. De François Reichenbach. Avec Arthur Rubinstein.
- FRANCE 3**
- 20.40 Soirée spéciale : SOS Sarajevo. Présenté par Norbert Balla, en direct de Sarajevo. Reportage : Les Casques bleus, de la Croix-Rouge. Les Réfugiés à travers l'aide humanitaire, d'Agnes Moirand et Raphaël Lévy. Invité : Roger Hanin, Françoise Fabian, Bernard Lavilliers, Elsa, Jean-Louis Aubert, Daniel Pégny.
- 22.35 Documentaire : Un jour dans la mort de Sarajevo. Sorti par Bernard-Henri Lévy, réalisé par Alain Ferrat et Thierry Ravet.
- 23.40 Cinéma : Avec le sourire. Film français de Maurice Tournier (1989).
- CANAL PLUS**
- 20.35 Cinéma : Chiens de vie. Film américain de Mel Brooks (1991).
- 22.05 Flash d'informations.
- 22.10 Magazine : L'Équipe du dimanche.
- 0.45** Cinéma : Les Arcadiens. Film français de Manuel Sanchez (1991).
- ARTE**
- 20.11 Fausillon : Helmut. D'Edgar Reitz (1e épisode, v.o.).
- 22.15 Débat. Avec Edgar Reitz.
- 22.30 Documentaire : Changements à vue. De Stefan Küster.
- 0.15** Cinéma : Histoire des villages du Hunsrück. D'Edgar Reitz (1e partie).

# CARNET DU Monde

## Décès

Le 19 décembre 1992, à l'âge de 79 ans, a décédé à Paris, M. Vincent AUER, ingénieur en chef à la Direction des Ponts, des Bâtiments et des Travaux Publics, après une longue et douloureuse maladie. Ses obsèques auront lieu au cimetière parisien de Bagneux (porte principale), le mercredi 23 décembre, à 14 h 30. Les avis de faire-part.

Après K110, 26, rue du Commandant-Mouchotte, 75012 Paris.

M. Jean DUPLEIX, ingénieur en chef à la Direction des Ponts, des Bâtiments et des Travaux Publics, après une longue et douloureuse maladie, a décédé à Paris, le 19 décembre 1992, à l'âge de 79 ans. Ses obsèques auront lieu au cimetière parisien de Bagneux (porte principale), le mercredi 23 décembre, à 14 h 30. Les avis de faire-part.

Après K110, 26, rue du Commandant-Mouchotte, 75012 Paris.

M. Jean DUPLEIX, ingénieur en chef à la Direction des Ponts, des Bâtiments et des Travaux Publics, après une longue et douloureuse maladie, a décédé à Paris, le 19 décembre 1992, à l'âge de 79 ans. Ses obsèques auront lieu au cimetière parisien de Bagneux (porte principale), le mercredi 23 décembre, à 14 h 30. Les avis de faire-part.

Après K110, 26, rue du Commandant-Mouchotte, 75012 Paris.

## Remerciements

M. Pierre BÉZIO, ingénieur en chef à la Direction des Ponts, des Bâtiments et des Travaux Publics, après une longue et douloureuse maladie, a décédé à Paris, le 19 décembre 1992, à l'âge de 79 ans. Ses obsèques auront lieu au cimetière parisien de Bagneux (porte principale), le mercredi 23 décembre, à 14 h 30. Les avis de faire-part.

Après K110, 26, rue du Commandant-Mouchotte, 75012 Paris.

## Anniversaires

M. Jean PEYROUTAS, ingénieur en chef à la Direction des Ponts, des Bâtiments et des Travaux Publics, après une longue et douloureuse maladie, a décédé à Paris, le 19 décembre 1992, à l'âge de 79 ans. Ses obsèques auront lieu au cimetière parisien de Bagneux (porte principale), le mercredi 23 décembre, à 14 h 30. Les avis de faire-part.

Après K110, 26, rue du Commandant-Mouchotte, 75012 Paris.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 18 décembre :  
DES ARRÊTÉS  
relatifs à la réglementation sur les spectacles.  
Du 8 décembre 1992 modifiant l'arrêté du 15 novembre 1975 relatif aux visites techniques de certaines catégories de véhicules de transports de marchandises.

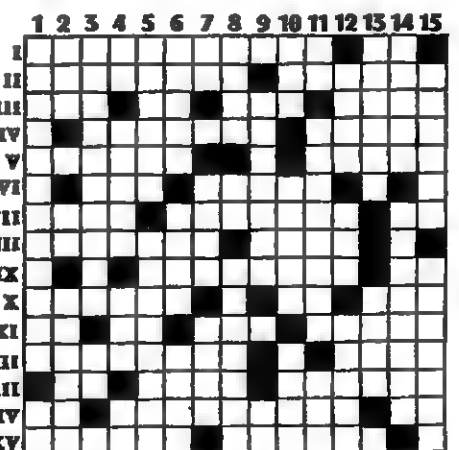
DES DÉCRETS  
N° 92-1310 du 15 décembre portant simplification de code des marchés publics.  
UNE INSTRUCTION  
Du 1er décembre 1992 relative à l'accomplissement du service national actif dans le service de sécurité civile en qualité de sapeur-pompier auxiliaire.

# MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5935

## HORizontalement

I. Un livre de Gilbert y rayonnait pendant que... crayonnait deux mots. En transe. - II. Il illustre enfant de... Une mortifiée. - III. Ajoute au pittoresque des côtes bretonnes. Abréviation. - IV. On n'y trouve plus un shah. - V. Plus de ballon. - VI. Plus de ballon. - VII. Plus de ballon. - VIII. Plus de ballon. - IX. Plus de ballon. - X. Plus de ballon. - XI. Plus de ballon. - XII. Plus de ballon. - XIII. Plus de ballon. - XIV. Plus de ballon. - XV. Plus de ballon.



Montebanals. Calife. - 8. Tenu pour... par... gens qui regardent. - 9. Le... amères. Guigne sans nouveauté. - 10. Le... avec pépins. - 11. D'un... d'équipage. Préposition. - 12. Le... le Niger. Reposez-vous. - 13. Le... Superflu souvent vital. - 14. D'un... Vedette du premier thème du cinématographe. - 15. Le... le rend encore plus... - 16. Le... 12. Le... Adverbe. Protégé de la ruine par un moyen de fortune. - 17. Le... Un magistrat ou un marginal. - 18. Chérie par Neckar. - 19. Le... repèrent souvent le visage. - 20. N'écrit rien qui ne fût sans portée. Grand. Il peut venir d'un coup de froid ou d'un coup de fouet.

Solution du problème n° 5935  
I. Enamourée. - II. Nasilleux. - III. Edit. - IV. Rigide. - V. Eu. - VI. Titane. - VII. Ére. - VIII. Ére. - IX. Ére. - X. Ére. - XI. Ére. - XII. Ére. - XIII. Ére. - XIV. Ére. - XV. Ére.

Avec Le Monde sur Minitel

ÉPARGNEZ AVANT LE 31/12 ET PAYEZ MOINS D'IMPÔTS

Arcalis, l'assurance-vie sur Minitel

36.15 LE MONDE

Tapez















# REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 14 AU 18 DÉCEMBRE 1992

## PARIS

### Un coup pour rien

**INDICE CAC 40** Espoirs déçus  
+0,11%  
beaucoup de faiblesse  
répétés du franc,  
du bas de la  
banque, inévitables  
inquiétudes sur la  
croissance en 1993, critiques de  
plus en plus appuyées sur le  
franc fort, les investisseurs se  
préparent à la fin d'année.

Les bonnes résolutions pour  
1993 prennent forme, les boursiers  
manquent singulièrement de  
certitudes sur l'année à venir.

Du coup, le préfèrent s'abstenir  
de venir sur les marchés et le  
volume des transactions se réduit  
au point de danger. En fin  
d'année 1992, les investisseurs  
ont parfois l'impression que l'année  
se termine sans grand événement.

Les investisseurs s'abstiennent  
de venir sur les marchés et le  
volume des transactions se réduit  
au point de danger. En fin  
d'année 1992, les investisseurs  
ont parfois l'impression que l'année  
se termine sans grand événement.

de 0,5 % par rapport à la semaine  
dernière. Les investisseurs ont  
été déçus par les progrès enregistrés  
deux mois. Voilà qui ne va pas  
faciliter la reprise espérée pour le  
nouveau début de l'année 1993 et enco-  
urager les investisseurs à risquer sur le  
marché. Comme les investisseurs de  
l'étranger, les investisseurs français  
par le ministre de l'économie,  
M. Michel Sapin, ont été déçus par  
presque toutes les mesures qu'il n'y  
avait eu de la part du gouvernement.

Du coup, le préfèrent s'abstenir  
de venir sur les marchés et le  
volume des transactions se réduit  
au point de danger. En fin  
d'année 1992, les investisseurs  
ont parfois l'impression que l'année  
se termine sans grand événement.

Les investisseurs s'abstiennent  
de venir sur les marchés et le  
volume des transactions se réduit  
au point de danger. En fin  
d'année 1992, les investisseurs  
ont parfois l'impression que l'année  
se termine sans grand événement.

La fragilité du système financier  
international constitue le véritable  
danger. Dans les années 30, plu-  
sieurs banques ont fait faillite, les  
survivantes ont dû se prêter à des  
mesures d'urgence. Dans les années 90, le même type d'ap-  
préhension bancaire se retrouve sur  
Japon et les baisses des taux  
d'intérêt des banques centrales aux  
Etats-Unis et en Grande-Bretagne  
n'ont pas été entièrement répercu-  
tées auprès des emprunteurs.

Enfin, dernier point similaire, la  
similitude de la politique budgétaire.  
Dans l'entre-deux-guerres, la  
relance keynésienne par le déficit  
budgétaire n'a été pratiquée que  
partiellement et avec retard à par-  
tir de 1933 aux Etats-Unis. Aupa-  
ravant, les gouvernements obser-  
vaient une orthodoxie totale en

School (LBS) ont enregistré quatre simi-  
litudes fortes entre 1929 et 1992.  
Premier élément d'un scénario  
catastrophique : l'absence d'un  
dominante. Jusqu'à la  
semaine 30, le Royaume-Uni  
de perdure, notamment au profit  
des Etats-Unis, sa toute-puissance  
sur la scène économique mondiale.  
Aujourd'hui, pour l'Europe, les Etats-Unis se renou-  
vellent dans une situation comparable,  
leur influence étant limitée par celle de l'Allemagne et  
du Japon. Second facteur poten-  
tiellement récessionniste : la propa-  
gation du protectionnisme. La LBS  
met en parallèle les négociations  
du GATT et les négociations de  
barrières douanières après 1929.

La fragilité du système financier  
international constitue le véritable  
danger. Dans les années 30, plu-  
sieurs banques ont fait faillite, les  
survivantes ont dû se prêter à des  
mesures d'urgence. Dans les années 90, le même type d'ap-  
préhension bancaire se retrouve sur  
Japon et les baisses des taux  
d'intérêt des banques centrales aux  
Etats-Unis et en Grande-Bretagne  
n'ont pas été entièrement répercu-  
tées auprès des emprunteurs.

Enfin, dernier point similaire, la  
similitude de la politique budgétaire.  
Dans l'entre-deux-guerres, la  
relance keynésienne par le déficit  
budgétaire n'a été pratiquée que  
partiellement et avec retard à par-  
tir de 1933 aux Etats-Unis. Aupa-  
ravant, les gouvernements obser-  
vaient une orthodoxie totale en

monnaie française, ce qui aggravait  
la dépression. Aujourd'hui, à  
l'exception du Japon, l'ortho-  
doxie consiste à maintenir le  
taux de change à un niveau possi-  
blement stable. Or, la plupart des  
déficits budgétaires n'ont pas pour  
objet de relancer l'économie, il  
s'agit d'une conséquence de la  
dépression.

Du côté des valeurs, Total s'est  
mis en évidence en repassant net-  
tement sous son cours de privati-  
sation (230 francs en juin) à  
222 francs vendredi suite à l'an-  
noncé d'une baisse d'environ 50 %  
de ses résultats en 1992. Le prix  
de vente, jugé trop élevé lors de la  
privatisation en juin à la lumière de  
la dégradation des bénéfices, n'a  
pas manqué de soulever des comen-  
taires peu amènes sur les pra-  
tiques de l'Etat actionnaire.

Autre titre malmené et que les  
boursiers ne portent pas dans leur  
cœur : Hachette. L'action a atteint  
jeudi en séance son cours le plus  
bas de l'année à 70 francs avant de  
se redresser vendredi à  
77 francs, juste au-dessus du prix  
fixé pour la future augmentation de  
capital (76,30 francs) de 900 mil-  
lions de francs, prévue pour le  
31 décembre après l'approbation  
des actionnaires réunis en assem-  
blée générale le 29 décembre. Le  
prix de 76,30 francs annoncé le  
25 novembre représentait alors  
une décote de 20 % par rapport au  
cours de Bourse.

ERIC LESER

## NEW-YORK

### Résistance

Après avoir perdu  
une cinquantaine  
points au cours  
des trois premières  
séances de la  
semaine, Wall  
Street s'est rétabli  
en fin de semaine,  
grâce essentiellement  
à l'expiration vendredi d'op-  
tions de la fameuse journée  
des trois sorcières. L'indice  
Dow Jones a ainsi inscrit vendredi  
en clôture 3 313,27 points, en  
hausse de 9,19 points (+0,28 %) à  
puissance de 3 300 points.

Le mouvement de prises de  
bénéfice, amorcé la semaine der-  
nière, s'est poursuivi au début de  
la semaine. Mais les pertes se sont  
accrochées après l'an-  
noncé mardi par IBM de  
suppressions d'emplois et la  
constitution d'une provision de  
100 millions de dollars. L'action IBM  
a ainsi perdu 10 points, en des-  
cendant à 120 dollars. Les autres  
analystes, alors qu'elle en valait  
près de 90 dollars à la fin de 1991.

Ce qui n'a pas empêché la  
Bourse new-yorkaise de faire un  
nouveau record de 1,3 % vendredi  
dans une atmosphère très active en raison  
de la « journée des trois sorcières ».

qui a généralement pour effet de  
gonfler l'activité et d'éclipser tem-  
porairement la tendance fonda-  
mentale du marché. Les bons résul-  
tats enregistrés dernièrement par  
l'économie américaine ont aussi  
l'origine de l'embellie en fin  
de semaine à Wall Street.

Le marché obligataire, le  
d'intérêt des investisseurs du Trésor à  
30 ans, principale valeur de réfé-  
rence, a évolué irrégulièrement  
pour terminer la semaine à 7,43 %  
inchangé par rapport à vendredi  
dernier.

Indice Dow Jones du 18 décembre : 3 313,27 points (c. 3 304,08).

## TOKYO

### Poursuite du redressement

Encore une légère  
progression cette  
semaine à la Bourse  
de Tokyo mais sans  
qu'elle ne parvienne  
à retrouver le niveau  
de confiance dans  
l'économie japonaise.  
D'un vendredi à l'autre, l'in-  
dice Nikkei gagne tout de même  
239,72 points, à 17 680,74  
points. Le Nikkei a ainsi réussi à  
passer au-dessus de la barre des  
17 000 points, jugée pourtant  
infranchissable il y a encore quelques  
jours.

Les considérations techniques  
ont une nouvelle fois pris le pas  
sur les autres au Kabuto cho, à  
dominer les opérations  
sur les contrats à terme sur indices  
et par les investisseurs  
institutionnels et les spéculateurs.  
Ces derniers ont encore fait le plein et le  
beau temps et ont enclenché les  
hausse de 1,10 % mardi, de

0,98 % mercredi et de 1,39 %  
du vendredi.

La Bourse de Tokyo a aussi  
été aidée par l'espoir que le gouvernement  
japonais revise l'impôt foncier  
possédant des terrains importants, généralement  
les plus affectés par la crise  
immobilière. Certains investisseurs  
ont également continué à parier sur  
une prochaine baisse de l'intérêt  
par la Banque du Japon.

Indice du 18 décembre : Nikkei  
17 680,74 (c. 17 441,02); Topix  
1 343,77 (c. 1 325,15).

## LONDRES

### Optimisme

+2,7 %  
La Bourse de Londres a célébré  
sa manière et par anticipation les  
fêtes de fin d'année en gagnant  
2,7 % sur la semaine, au milieu  
signes de reprise économique. Ini-  
tialement, le marché européen d'Edimbourg  
avait montré la tendance après  
deux semaines consécutives de  
prises de bénéfices, mais le mar-  
ché a repris son essor en fin de  
semaine sur les perspectives  
d'achats informatiques et des  
achats institutionnels à la fin d'an-  
née. L'indice Footsie a ainsi  
gagné 108 points, en hausse  
de 73,5 points (2 792,7 points) par  
rapport au vendredi précédent, frisant son  
record historique de clôture le  
1er décembre à 2 792 points.

L'économie britannique a mon-  
tré quelques signes de convales-  
cence, avec l'annonce d'une hausse  
inattendue de la production indus-  
trielle de 0,3 % en octobre. Le dé-  
ficit de la balance des paiements  
britannique s'est réduit à  
2,18 milliards de livres au troi-  
sième trimestre de l'année, au lieu  
de 3,088 milliards de livres au  
deuxième trimestre. Une réduction  
une fois plus importante  
que celle attendue par les analy-  
stes.

Indice FTSE 100 du 18 décembre :  
2 792,7 points (c. 2 716,20);  
valeurs 2 147,60 (c. 2 062,80);  
Fonds d'Etat 93,73 (c. 93,84);  
d'or 65,50 (c. 65,70).

## FRANCFORT

### Hausse technique

+1,1 %  
Ce sont des facteurs essentielle-  
ment techniques, le marché étant  
peu animé, l'approche des fêtes  
de fin d'année, qui expliquent la  
progression de la Bourse de Fran-  
cfort. Les investisseurs ont  
mauvaises nouvelles se sont  
succédées pour l'économie allemande.  
L'indice DAX des principales  
valeurs a tout de même terminé  
vendredi à 1 492,04 points, en  
hausse de 1,1 %.

Durant la semaine, la Bourse a  
fait du sur-place, perdant le momen-  
tum qu'elle avait gagné la  
veille. Ce n'est que vendredi que  
l'indice DAX a gagné 1,08 %, mais  
les analystes soulignent que cette  
hausse a été causée par des facteurs  
techniques et n'indique en aucun  
cas une tendance optimiste. Les  
mauvaises nouvelles économiques  
ont en effet encore succédé  
cette semaine à l'Allemagne. L'in-  
stitut de prévision économique  
munichois IFO a ainsi annoncé  
lundi qu'il revoyait ses prévisions  
économiques pour 1993 à la baisse.  
Il estime que le produit intérieur  
brut (PIB) de l'Allemagne  
1993 alors qu'il tablait encore en  
novembre sur une hausse de 0,5 %.  
Les prévisions de l'OCDE publiées  
mercredi ne guères moins pes-  
simistes puisqu'elles estiment  
0,3 % à 1 % le taux de croissance en  
Allemagne pour 1993.

Indice DAX du 18 décembre :  
1 492,04 (c. 1 476,01).

## Agroalimentaire

18-12-92	DIF.
Bouygues	2 874 - 88
BNP	334 - 22
Ediflex	874 - 20
Procter & Gamble	3 330 - 110
UNILEVER	3 330 - 110
Personnel	348,90 - 10,60
Recoy-Corona	137,90 - 18,10
Sabot-Louis	1 116 - 5

## Assurances

18-12-92	DIF.
AXA	+488 + 38
AXA	+171 + 15
AXA	+218,6 + 24,1
Groupes Vie	+630 - 128
BOON SA	+393 - 23
UAR	+441,2 + 17,2

## Bâtiment et matériaux

18-12-92	DIF.
Bouygues	544 - 8
Clientel	275,80 - 7,80
Colson	816 - 16
Concret	25,06 - 1,06
Fouquet	653 - 38
GTI Extraco	338 - 7
Imtech	128 - 2
Imtech	780 - 8
Labarge	318 - 8
Polysar	188,10 - 2,10
Saint-Gobain	171 - 8
Syst-Bat	283,90 - 1,40

## Chimie

18-12-92	DIF.
Air Liquide	+2
ELF	+5
Gasco	+10
Industrie Minérale	+16
Imtech	+2,50
Midland	+32
Plastelec	+2
Rhône-Poul	+19
Saint-Gobain	+19
Syst-Bat	+19

## Consommation non alimentaire

18-12-92	DIF.
BIC	+324 + 24
Christian Dior	+211,3 + 18,2
Carven	+482 - 18
CMC	+238 - 18
EDF	+320 - 18
Esprit	+490 - 18
Groupes Vie	+800 - 18
L'Oréal	+987 - 18
Modis	+1 151 - 18
Schneider	+338 - 18
Sonac	+1 150 - 18
Sonac	+1 150 - 18
Yves Saint Laurent	+1 150 - 18
Zodiac	+1 150 - 18

## Credit et banques

18-12-92	DIF.
Comp. bancaire	388,50 + 1,80
BNP	421,50 + 27,90
BNP	421,50 + 27,90
BNP	421,50 + 27,90
BNP	421,50 + 27,90
BNP	421,50 + 27,90
BNP	421,50 + 27,90
BNP	421,50 + 27,90
BNP	421,50 + 27,90
BNP	421,50 + 27,90
BNP	421,50 + 27,90

## Distribution

18-12-92	DIF.
Alcatel	1 434 - 48
Benetton	281,80 - 45,40
Carrefour	2 221 - 34
Carrefour	2 221 - 34
Carrefour	2 221 - 34
Carrefour	2 221 - 34
Carrefour	2 221 - 34
Carrefour	2 221 - 34
Carrefour	2 221 - 34
Carrefour	2 221 - 34

## Electricité et électronique

18-12-92	DIF.
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15

## Immobilière et foncier

18-12-92	DIF.
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15

## Métallurgie, mécanique

18-12-92	DIF.
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15

## Mines d'or, diamants

18-12-92	DIF.
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15

## Pétrole

18-12-92	DIF.
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15

## Sicomi on ex-sicomi

18-12-92	DIF.
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15

## Transports, loisirs, services

18-12-92	DIF.
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15

## Investissement et portefeuille

18-12-92	DIF.
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15

## LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (en %)

Valeurs	Variations
Alcatel	+ 8
Alcatel	+ 7,4
Alcatel	+ 7,4
Alcatel	+ 7,4
Alcatel	+ 7,4
Alcatel	+ 7,4
Alcatel	+ 7,4
Alcatel	+ 7,4
Alcatel	+ 7,4
Alcatel	+ 7,4

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en millions de francs)

11-12-92	14-12-92	15-12-92	16-12-92	17-12-92
RM	2 031 111	1 111 111	2 082 022	2 899 293
RM	2 031 111	1 111 111	2 082 022	2 899 293
RM	2 031 111	1 111 111	2 082 022	2 899 293
RM	2 031 111	1 111 111	2 082 022	2 899 293
RM	2 031 111	1 111 111	2 082 022	2 899 293

## INDICES QUOTIDIENS (base 100, 31 décembre 1991)

France	100,0	99,8	99,9	99,2	99,2
Etranger	97	96,4	97,5	94,5	95,5

## INDICES CAC (base 100, 31 décembre 1991)

5-12-92	16-12-92	17-12-92
082 022	2 699 253	2 637 801
237 631	37 742 434	37 727 366
153 290	148 732	158 355
117 943	40 590 459	40 385 759
au 100, 31 décembre 1991)		
99,9	99,3	99,2

## MATIF

au vendredi		
8-12-92	17-12-92	18-12-92
468,7	467,1	468,1
nombre 1987)		
736,89	1 739,37	1 740,11

F

entree du 18 décembre 1992

## Valeurs à revenu fixe

18-12-92	DIF.
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15
Alcatel	670 + 15

## Valeurs à revenu fixe

18-12-92	DIF
----------	-----







La mise en œuvre de la loi sur le financement des campagnes électorales

# Le Conseil d'Etat annule l'élection de M. Schwartzberg dans les Alpes-Maritimes

Le Conseil d'Etat continue d'examiner les contentieux consécutifs aux élections régionales de mars dernier. De décision en décision, il précise sa jurisprudence, et donc la manière dont doit être appliquée la loi de 1990 sur le financement des campagnes électorales. Vendredi 18 décembre, il a été conduit à annuler l'élection de M. Léon Schwartzberg dans les Alpes-Maritimes.

Pour être aux partis politiques à examiner la tentation de chercher à contourner la loi sur le financement des campagnes électorales, le législateur a voulu, en 1990, encadrer strictement les dépenses des candidats électoraux. Il a ainsi bâti un système de règles rigoureuses. Le Conseil d'Etat doit maintenant juger de l'application de cette réglementation, qui a été mise en œuvre, pour la première fois à grande échelle, lors des élections régionales et cantonales de mars 1992, après que la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CCFP) ait apprécié les comptes de campagne des candidats. Il la Juridiction administrative a montré plutôt libérale dans l'interprétation de la nouvelle loi (le Monde daté 13-14 octobre et 19-20 décembre), elle est parfois contrainte de l'appiquer avec brutalité.

M. Léon Schwartzberg, qui avait été élu député, patronné par M. Bernard Tapie, dans les Alpes-Maritimes, a été victime de cette rigueur. La loi lui interdisait de recevoir d'une même personne plus de 10 % du montant des dépenses autorisées. Or il a reçu plus que la somme permise de la Société d'investissement Bernard Tapie. Cette Société, ancien ministre a lui-même été intervenu pour le compte de la Société d'investissement Bernard Tapie, ce qui fait qu'aucun des

n'aurait dépassé le maximum possible. Seulement, les dépenses de ces deux dernières entreprises auprès de la première étaient postérieures à l'élection, et le remboursement qu'après le dépôt du compte de campagne à la Commission.

Or le Conseil d'Etat, sur le conseil de son commissaire du gouvernement, M. Guy Le Châtelier, a bâti sa jurisprudence conforme à celle du Conseil constitutionnel : bien que la loi impose que les dons interviennent au plus tard le jour du scrutin, il ne punit pas qu'ils ne soient effectivement versés qu'après celui-ci s'ils correspondent à des engagements pris avant la date fatidique ; en tout cas, il ne punit pas qu'ils soient versés au plus tard à la date du dépôt du compte de campagne ; cette règle stricte, toutefois, ne s'applique qu'en partie aux régulations provenant du candidat lui-même ou d'un parti politique, pour lesquels l'engagement peut être postérieur à l'élection mais toujours antérieur au dépôt du compte.

## Une sanction de pure forme

M. Schwartzberg n'a pas fait de campagne, le Conseil d'Etat ne pouvait que constater, en application de la loi, son indigence, et annuler son élection. Mais, en vertu d'une jurisprudence établie à propos de la Corse, début décembre, il a proclamé que si le candidat ne place le jour du scrutin des non-dons de sa liste en mars.

La même mésaventure est survenue à M. Pierre-François, candidat à la mairie de RPP. L'Audoubert, le compte envoyé à la Commission n'était pas rempli par un expert comptable, ce qui a empêché, et cela bien qu'il ait rempli cette formalité devant le Conseil d'Etat.

M. Olivier Bidou, tête de la liste Génération Ecologie dans la Manche, a été sanctionné de la même manière, car les fonds dont il avait disposé n'avaient pas été recueillis par un mandataire finan-

cier. Plusieurs candidats ont subi la même règle, leurs mandats n'ayant pas été présentés correctement. Mais pour eux la sanction n'a eu d'importance que parce qu'ils n'avaient pas été élus, et qu'en octobre le Conseil d'Etat a annulé que l'indigence pour un an ne s'appliquait qu'au mandat de campagne, et non au mandat de député. Cette punition, en général, pure forme, n'aura d'importance qu'en Guadeloupe, où, début décembre, les élections ont été entièrement annulées et les quatre-vingt-trois députés élus ont été proclamés élus, mais les mandats n'ont pas été présentés correctement.

A propos de l'élection dans les Hauts-de-Seine, le Conseil d'Etat a annulé l'élection de M. Jean-Pierre Lecoq, élu député, car il n'a pas fait de campagne, et le Conseil d'Etat a annulé l'élection de M. Jean-Pierre Lecoq, élu député, car il n'a pas fait de campagne, et le Conseil d'Etat a annulé l'élection de M. Jean-Pierre Lecoq, élu député, car il n'a pas fait de campagne.

## THIERRY BRÉHER

Pour la deuxième fois en un mois

# Perquisition au siège du Parti socialiste espagnol

Un magistrat, M. Marino Barbero, a envoyé, vendredi 18 décembre, son greffier, accompagné de policiers et d'experts, perquisitionner pour la deuxième fois en un mois, au siège du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) au pouvoir. Pendant cinq heures, cette commission judiciaire a recherché des documents susceptibles d'étayer le dossier du juge d'instruction sur un financement occulte du parti, connu sous le nom de « dossier Filasa ».

MADRID

de notre correspondant

Le 18 novembre déjà, le juge Barbero avait saisi la comptabilité du PSOE, quelques jours après avoir fait investir les locaux de la Banque d'Espagne (le Monde daté 23-24 novembre). Il s'agit de découvrir « des éléments décisifs pour l'enquête » qui auraient pu être dissimulés. Cette perquisition spectaculaire survient après une polémique sur la nature des documents transmis par le Parti socialiste à la Cour des comptes pour justifier son financement à la fin des années 80.

Cette juridiction avait estimé qu'il n'y avait pas d'irrégularités, sur la foi des pièces fournies par le PSOE. Le juge, obstiné, estime que ce n'est pas suffisant : il lui faut quatre fois plus de documents qu'il lui en a été transmis. Les responsables socialistes ont refusé de se soumettre à cette enquête, reprochant au magistrat la partialité de l'enquête générale sur le parti sans que l'on sache de quoi il s'agit.

## M. Gonzalez déabusé

Cette semaine passe d'armes entre un représentant de la justice et le pouvoir survenu au lendemain des propos déabusés du président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, constatant que « le pouvoir n'est pas de la justice ». Le juge Barbero a déclaré que le pouvoir n'est pas de la justice, et le pouvoir n'est pas de la justice. Le juge Barbero a déclaré que le pouvoir n'est pas de la justice, et le pouvoir n'est pas de la justice.

MICHEL BOLE-RICHARD

Le feu vert du président américain

# Mme Hillary Clinton assistera à certaines réunions du cabinet

La première dame du Président a donné son feu vert à son épouse Hillary pour qu'elle assiste à certaines réunions de cabinet où elle jugera qu'elle peut apporter une contribution. Elle a confirmé, vendredi 18 décembre, son porte-parole, M. Hillary Clinton, qui a joué un rôle important dans la carrière politique de son mari, l'aide actuellement à constituer son cabinet. M. Clinton, dans une interview publiée par le Wall Street Journal, a déclaré qu'elle espérait qu'elle participerait à certaines réunions à la Maison Blanche.

(APF)

de notre correspondant

# Le secrétaire général de la CGT a été assassiné à Lima

LIMA

Pedro Huillca a été assassiné, vendredi 18 décembre, à Lima. Cet homme de quarante-six ans, militant du Parti communiste, secrétaire général depuis six mois de la Confédération des travailleurs du Pérou (CGTP), le plus important syndicat syndical du pays, a été criblé de balles par un commando terroriste au moment où il quittait son domicile en compagnie de son fils, lequel a été grièvement blessé.

Pedro Huillca, qui ne pratiquait pas la langue de son pays, a été, au contraire, le symbole d'un mouvement ouvrier engagé dans la transformation sociale du pays, avait pris la tête, jeudi, d'une manifestation contre ce que les syndicalistes appellent « la politique de la faim » (licenciements, privatisation des entreprises publiques, suppression d'un tiers des emplois, etc.). La CGT a déclaré que le mouvement socialiste protégeait les salariés, laquelle avait été brutalement réprimée.

Qui sont les auteurs de cet attentat ? S'agit-il d'un commando paramilitaire ? Du du Sentier lumineux, qui procède à des assassinats systématiques de dirigeants politiques et syndicaux depuis plus d'un an ? La CGT a déclaré que le mouvement socialiste protégeait les salariés, laquelle avait été brutalement réprimée.

(APF)

diminution de la fréquence des attentats. L'Institut de Défense légale, leur nombre a augmenté. Ainsi, évidemment, que celui des victimes : dix personnes par jour...

NICOLE BONNET

# Les Khmers rouges ont pris en otage des membres de l'ONU

Des Khmers rouges ont pris en otage, vendredi 18 décembre, des membres de l'ONU. Ils ont indiqué samedi un porte-parole de l'Autorité provisoire du Cambodge, ils ont capturé dans la province de Preah Vihear (est) un hélicoptère de l'ONU avec à son bord douze personnes, huit soldats américains, trois pilotes américains, trois soldats russes engagés par l'ONU, un interprète cambodgien. Il s'agit du quatrième incident de ce genre depuis le début du mois et du troisième en une semaine. Il a produit le jour même où des Khmers rouges ont été relâchés quarante-six bêtes bleues indonésiennes dans la province de Rhompong-Thom, en garnison toutefois en de leurs véhicules. L'hélicoptère se rendait sur un site de la mission de l'ONU pour « nouer des relations » avec les Khmers rouges. « Nous essayons d'obtenir leur libération. D'abord, nous devons les localiser », a ajouté le porte-parole. (APF)

Les difficultés de l'édition

# Licenciements chez Nathan et à La Découverte

Vingt-cinq postes supprimés chez Nathan, vingt chez La Découverte, un quart de personnel intervenant après les restructurations du Livre de Paris, la Bibliothèque de la Découverte (le Monde du 11 décembre), ces nouvelles restrictions d'activité soulignent, à besoin, les difficultés de l'édition française.

Chez Nathan, ce sont essentiellement les sections de la littérature générale et de la jeunesse qui sont touchées par ces mesures de restriction. L'entreprise que dirige Jean Eveno, qui fait partie du Groupe de la Cité, se recentrant autour de ses points forts, le savoir et le parascolaire.

A La Découverte, le PDG, François Obzo, après une année difficile, a pu pouvoir acheter sa maison, aux nouvelles d'un marché difficile, celui des sciences humaines. En douze ans, remarquait-il, les ventes moyennes de ces ouvrages ont chuté de 2 000 à 1 000 exemplaires. Principale raison de ce choc, le « photocollage » pratiqué de manière sauvage et intensive, par les universités.

Pour 2,08 milliards de francs

# M. Tapie remet Adidas en vente

L'annonce est inhabituelle. La Société des Entreprises Françaises a annoncé, vendredi 18 décembre, que la société Bernard Tapie Finance (BTF) s'engage, dans les jours suivants, à céder la totalité de sa participation dans le groupe allemand d'articles de sport, Adidas, participation détenue par le holding allemand BTF GmbH. La communication précise qu'un contrat de vente a été confié à la Société de banque occidentale (SBO), que la promesse de vente sera conclue avant le 15 janvier et que la mise à prix du bloc de contrôle de la prestigieuse marque sera trois milliards de francs. BTF, qui détient 78 % par BTF GmbH, s'élève à 2,08 milliard de francs (le Monde du 11 décembre).

Exceptionnelle dans ce genre d'opération, cette transparence sur son explication de la procédure d'offre publique de rachat (OPR) lancé par le groupe Tapie pour récupérer les titres BTF disséminés dans le public. La Commission des opérations de Bourse (COB), qui n'a jamais caché qu'elle n'appréhendait pas le « flow » des informations financières du groupe Tapie, souhaitait ce retrait qui doit conduire à la radiation de l'entreprise.

De 1993 à 1996

# Le contrat de Plan d'EDF prévoit une baisse des tarifs de 1,25 % par an

Approuvé vendredi 18 décembre par le conseil d'administration de l'entreprise publique, le contrat de Plan EDF-Etat pour la période 1993-1996 sera officiellement signé « sans doute dans le courant de la semaine prochaine », selon une source proche de la direction d'EDF.

Négocié entre l'entreprise et les ministères de l'Industrie et de l'Economie, le document s'articule autour de deux axes principaux : les tarifs qui baisseront de 1,25 % par an et le désendettement de l'entreprise. Le contrat de Plan assigne comme objectif à l'entreprise publique de réduire sa dette de 40 milliards de francs sur la période 1993-1996. En matière sociale, le prochain contrat « ouvre de nouvelles perspectives », estime la CFDT qui a décidé, à l'inverse d'autres syndicats, d'approuver. Pour l'année 1993, le projet de budget d'EDF prévoit une hausse de la consommation d'électricité de 2,1 % (à 100 milliards kWh), une légère hausse des investissements (39,5 milliards de francs), une réduction de l'endettement (-14 milliards de francs) et de 3 milliards de francs.

EN BREF

ALLEMAGNE : le Bundestrat ratifie le traité de Maastricht. L'Allemagne a définitivement ratifié, le 18 décembre, le traité de Maastricht, avec l'adoption du texte par le Bundestrat, chambre haute du Parlement. Les soixante-huit membres du Bundestrat ont voté à l'unanimité. Le traité avait été adopté le 12 décembre par le Bundestag à une écrasante majorité. L'Allemagne n'est ainsi le dixième pays de la CEE à avoir ratifié le traité de Maastricht. Le Danemark et la Grande-Bretagne devraient se prononcer avant le 1er juillet 1993. (AFP)

SYRIE : rumeurs sur la mort d'Alois Brunner. - La Lettre d'Orient, un état, vendredi 18 décembre, de rumeurs sur la mort

d'Alois Brunner, officier de guerre nazi réfugié en Syrie. Cette lettre mensuelle, publiée à Paris par la Lettre d'Orient indique qu'Alois Brunner serait décédé au cours de l'été à Damas, à l'âge de quatre-vingt ans, selon des sources diplomatiques. Au ministère français des Affaires étrangères, on déclarait ignorer le sort d'Alois Brunner, accusé de la déportation de près de 100 000 juifs durant la seconde guerre mondiale. Ancien adjoint d'Adolf Eichmann, il avait notamment organisé le départ de 24 000 juifs depuis le camp de Drancy, près de Paris, et avait été condamné à mort par contumace en France à la fin des années 40. Il avait fait valoir l'objet de demandes d'extradition, la Syrie ayant toujours refusé de reconnaître sa présence.

# SOMMAIRE

DATES	CULTURE
Il y a trente ans, la crise des accords de Nassau..... 2	Interprétés par l'Orchestre des Champs-Élysées : la direction du Philippe Herreweghe..... 13
ÉTRANGER	Doudou N'Diaye Rose au Théâtre de la Ville..... 13
Exigeant le retour des Palestiniens expulsés, le Conseil de sécurité de l'ONU a voté fermement Israël..... 3	Dans : Béjart à Lausanne..... 13
Loin des capitales : « A Oom, des moutons par milliers »..... 3	Ménages sur l'emploi dans les banques..... 14
Les élections présidentielles en Serbie et au Monténégro..... 4	Nouvelle grève à Air France..... 14
Le duel de l'élection de M. Kim Young-sam à la présidence de la République..... 5	Les remous dans le monde de la formation professionnelle..... 14
L'ONU a voté sur le conflit armé en République centrafricaine, le pays est probablement escoré au Soudan..... 5	M. Bush et M. Major : un accord rapide au GATT..... 14
POLITIQUE	Revue des valeurs..... 15
La demande de vote en accusation de M. Fabius, de M. Duflo et de M. Juppé a été rejetée..... 6	Crédit, changes, grands marchés..... 16
M. Juppé veut éviter les évictions abusives de locataires..... 6	
« Livres politiques », par Michel Bole-Richard..... 6	
La BPR propose vingt réformes pour commencer à changer la France..... 7	
Le vote du budget de l'île de France..... 7	
LOCALES	
Retour sur le procès du meurtre de Céline Jourdan..... 8	
Non-lieu pour M. Bernard Tapie..... 8	
Inculpation de M. Juppé Duflo dans l'affaire Trager..... 9	
Football : Paris-SG-Olympique de Marseille..... 9	
Dans son rapport annuel sur la situation des enfants dans le monde, l'UNICEF dénonce la tragédie de la famine..... 10	

# HEURES LOCALES

• Transports urbains en panne  
• Régions : les Alpes et la France : Paris met son budget à l'épreuve : les paysagistes cherchent leurs marques  
• Rodez, un terroir  
• Informatique..... 19 à 26

# Services

Abonnements..... 2  
Cartes..... 11  
Météorologie..... 11  
Mots croisés..... 11  
Télévision..... 12  
Spectacles..... 12

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro comporte un cahier « Radio-télévision » Le numéro du « Monde » 19 décembre 1992 a été tiré à 480 456 exemplaires.



مكزائن لانشي

18 Le Monde • Dimanche 21 - Lundi 21 décembre 1992 •



*Lancôme vous souhaite un Joyeux Noël.*

EUR  
TRANSPORTS

CAUSATION  
TES



Les valeurs de l'homme d'affaires	Paris vote son budget	Les paysagistes cherchent leurs marques	Rodaz : entre terroir et informatique
Une collection de livres d'un air sérieux	Un budget de 22 milliards	Cette profession en vogue est encore peu connue	La capitale avoyennaise a su tirer parti de son environnement rural
22	24	26	

■ 20 Communication ■ Agenda ■ Contacts ■ Textes ■ 25 Débat ■ Livres ■ Courrier ■

# HEURES LOCALES

## TRANSPORTS URBAINS EN PANNE

La fréquentation des bus et métros des agglomérations régionales est en baisse depuis l'an passé. Face à cette situation, les élus réclament une intervention de l'Etat

Le mal est profond. Les transports urbains sont en crise. Pour la première fois depuis de nombreuses années, leur fréquentation a diminué en 1991 malgré une augmentation de l'offre. Les premières indications pour 1992 ne laissent guère présager d'embellie.

Ce coup d'arrêt s'est fait sentir depuis 1989, année de croissance zéro pour les utilisateurs des transports. Après un développement quasi constant ces vingt dernières années, la fréquentation des transports urbains de province a baissé de 2,7 % en nombre de voyageurs et de 1,4 % en voyageurs-kilomètre en 1991, note le Conseil national des transports (1).

Les élus s'en inquiètent. Réunis à Lyon du 9 au 11 décembre, à l'occasion des douzièmes Journées annuelles du Groupement des autorités responsables de transport (GART), ils ont exploré les raisons de cette désertion et les moyens d'y faire face. Premier constat, l'argent manque dans les caisses des collectivités locales, et le versement transport ne suffit plus à financer les nouvelles infrastructures. Face à cette crise financière, l'Etat fait la sourde oreille aux revendications du GART : création d'une taxe additionnelle sur les produits pétroliers ou encore liberté de fixer les tarifs des bus, des tramways ou des métros.

« La vie des hommes et des femmes passent avant les espèces naturelles », a déclaré Jacques Auxiette (PS), maire de La Roche-sur-Yon et président du GART, dans son discours de clôture (le Monde daté 13-14 décembre). Nous réclame une politique globale volontariste de l'environnement, a-t-il dit au ministre de l'environnement qu'il reconnaît la priorité dans le développement des transports en commun. Dans les discours, mais aussi dans les choix budgétaires. Les bonnes paroles des hommes politiques ne manquent pas, mais la portion congrue reste le lot des financements d'Etat des transports publics. L'effort consenti sur le budget 1993 est sans commune mesure avec les besoins.

Les transports collectifs en province devraient bénéficier d'un montant de 672 millions de francs, en hausse de 21 % en 1993, une somme qui correspond, selon le GART, à la réalisation de 6 à 7 kilomètres de tramway ! En Ile-de-France, où les besoins sont immenses, les crédits alloués par l'Etat sont portés à 712 millions de francs, soit une progression de 42 %. Le déplaçonnement du versement transport, voté pour le budget 1991, devrait apporter 1,2 milliard de francs en Ile-de-France et plusieurs centaines de millions en province,



mais cette contribution reste à la charge des entreprises, elles-mêmes confrontées à des difficultés conjoncturelles.

### Une clientèle exigeante

On reste finalement loin du compte. La taxe sur le carburant, que réclament les élus, permettrait un peu d'espoir. En prélevant 10 centimes par litre, elle rapporterait 4,5 milliards par an, estiment-ils. « Il est nécessaire de mettre un terme à l'érosion subissent les transports publics », martèle M. Auxiette. Mais les pouvoirs publics ont-ils le droit d'agir en dehors des contraintes absolues ou des plans d'urgence. Faudra-t-il qu'il y ait une pollution majeure dans plusieurs villes et qu'on interdise la circulation pour agir ?

Les transports urbains n'ont pas

échappé au ralentissement de la croissance de la consommation des ménages et aux conséquences de la guerre du Golfe. Les effets de la congestion de la circulation automobile, conjugués au manque d'attractivité des transports publics et à l'évolution des modes de vie, contribuent à leur recul au point de faire dire à Jacques Auxiette : « Le trafic ne va pas augmenter chaque année de plus de 5 % », note Olivier Domenach, chercheur à l'université d'Aix-Marseille-II.

Or les clients sont de plus en plus exigeants. Ils veulent une meilleure qualité de service, rapide, confortable, avec un matériel moderne, ainsi par exemple de climatisation, et des passages plus fréquents. « Les usagers des transports veulent aller plus loin et plus vite », estime Jacques Auxiette. Et les transports publics ne peuvent rivaliser sur certains marchés avec les routes, qui bénéficient de subventions importantes. Le marché a changé. Ainsi les personnes âgées, long-

temps acquiescentes comme une clientèle acquiescente, ont pour beaucoup leur permis de conduire. Le problème de l'accessibilité décourage une partie des voyageurs. On estime que deux personnes sur dix éprouvent des difficultés à accéder dans un bus et sont prêtes, pour cette raison, à renoncer à leur déplacement. Face à ces limites, certaines villes font des efforts. Caen a équipé une de ses lignes avec des véhicules à plancher bas. Nantes a choisi pour sa deuxième ligne de tramway des voitures abaissées.

Les gestionnaires de lignes cherchent à développer de nouvelles démarches marketing pour rester dans la course. Les personnels, aussi, doivent se mettre au service du client. Fin le temps du conducteur rivé à son volant, la main sur la barre. Il faut savoir vendre des billets, renseigner les clients, annoncer les retards et faire face à des situations difficiles dans certains quartiers défavorisés. Mais cette amélioration des services n'empêche pas des problèmes plus structurels.

Les transports collectifs sont mal adaptés aux transformations des villes. Les populations se sont déplacées de plus en plus vers la périphérie, de même que les entreprises. « L'habitat est de plus en plus diffus et la faible densité, si les schémas d'urbanisme mis en place au fil des ans ne sont conformes à une logique de déplacement fondée uniquement sur la voiture », déplore M. Auxiette. Des villes improvisent des solutions. On voit se développer de plus en plus des services de taxis à la demande comme dans l'agglomération lyonnaise. Des lignes implantées dans une douzaine de collectivités de la communauté urbaine de Lyon ont permis de terminer le métro moyennant une somme modique. D'autres villes, comme Toulon, mettent en place des systèmes équivalents de minibus à la demande. Mais ces initiatives ne suffisent pas à inverser la tendance au déclin des transports en commun.

« Il faut faire leur place aux transports publics dans l'édification du territoire », insiste le responsable du GART. On fait une loi sur les paysages, mais on peut construire un collège ou un lycée sans que les aménageurs ne tiennent compte de la manière obligatoire des transports collectifs soit imposée dans le document d'urbanisme.

Martine Laronche

(1) Rapport sur la situation et l'évolution des transports en 1991.

### Experts

Le CLF local de France (CLF), premier banquier des communes, des départements et des régions, vient de créer une commission de recherche sur la décentralisation. Pilotée par un petit groupe d'hommes politiques et de dirigeants d'entreprise (voir page 20), cette commission travaillera sur les réformes de longue haleine sur la fiscalité locale, l'administration territoriale ou l'aménagement du territoire. Hélas, ses travaux ne doivent être rendus publics qu'en 1994. Intéressante, l'initiative du CLF arrive un peu tard.

Tard, mais qu'il a fallu attendre dix ans pour que le vote de la loi Defferre pour envisager une mise au point de la décentralisation. Depuis une décennie, les compétences se sont brouillées, les impôts additionnés, et les citoyens n'ont guère vu le bout du chapitre.

L'année 1992 est une année électorale. Les prochaines élections municipales auront lieu au mois de mars. Les députés désignés par le suffrage universel, dans le gouvernement, seront peut-être amenés à légiférer sur la question des compétences, dont certains ne manquent de réclamer l'élargissement.

Il aurait été utile d'avoir un bilan exact des charges transférées par un Etat appauvri à des collectivités consentantes, mais l'Etat a une marge de manœuvre financière ne cesse de se rétrécir.

Tard, parce que l'on aurait aimé avoir l'avis d'experts sur le rôle des régions dans la signature des contrats de Plan pour la période 1993-1997. Ainsi que sur la place qu'il convient de leur réserver au sein du Comité des régions institué par le traité de Maastricht.

Mais, comme dit le proverbe, « mieux vaut tard que jamais ». Le CLF comblera une lacune, la puissance publique n'ayant pas encore imaginé de réflexion d'envergure sur toutes ces questions.

Rafaelle Rivalet

## LA DÉLOCALISATION DES AUTRES

Les futurs délocalisés franciliens sont prêts à accepter l'idée d'aménagement du territoire. Si elle ne les touche pas...

LES délocalisations, c'est bien, mais pour les autres. Pour n'être pas totalement neuve, cette idée s'en surpasse pas moins par l'évidence avec laquelle elle apparaît dans une enquête récente. A écouter les futurs délocalisés, hommes et femmes travaillant en Ile-de-France, qui à l'Office national des forêts (ONF), qui au Centre d'études des transports urbains (CETUR), au Centre national d'études des télécommunications (CNET) ou à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), tous fonctionnaires d'un établissement ou l'emploi doit être transférés en province, le constat est éloquent.

Dominante des réponses aux

questions posées par Citrus-Média (1), à la demande de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (IAURIF) : hostilité à tout démantèlement. Mais une hostilité de principe. Trois sur quatre des personnes interrogées approuvent l'affirmation selon laquelle une politique d'aménagement du territoire est indispensable. Pour affirmer aussitôt, à 97 %, que les délocalisations prévues auront pour eux des conséquences négatives. Aménager, transférer, oui. A condition que le tout ne tombe pas sur eux. C'est une version de la vieille contradiction qui faisait déclarer au président de la République lors des Assises des petites villes, en octobre 1991 :

« Tout le monde des gares, personne des rails... »

Dans leur colère, certains des futurs délocalisés ne mâchent pas leurs mots. L'un d'eux, cadre à l'ONF, assimile les méthodes du gouvernement en la matière à celles « employées par Ceaucescu », tandis qu'un autre, de l'INPI, accuse tout bonnement l'Etat de « déporter le personnel ». Leur mécontentement se nourrit de la soudaineté de l'annonce. La nouvelle d'un départ proche leur est parvenue par les médias via une hiérarchie « qui l'avait apprise deux jours avant », note cette femme, cadre aux Voies navigables de France. Ils font mine de

ne pas comprendre la stratégie d'effet de surprise qu'a délibérément choisie le gouvernement pour désarmer les oppositions, sachant qu'une annonce prématurée aurait étouffé dans l'œuf toute réaction en faisant se lever les passions.

Elles se sont levées, néanmoins, et c'est maintenant que la concertation, l'explication, les mesures d'accompagnement, le recours partiel au volontariat, s'imposent, qui corrigeraient peut-être l'attitude négative des intéressés. Car, à les entendre, les futurs délocalisés ne sont pas prêts de faire leurs valises : 94 % jurèrent qu'ils se refusèrent, d'une manière ou d'une autre, à partir.

Charles Vial  
Lire la suite page 21

(1) Enquête effectuée du 20 juin au 10 juillet au moyen de 60 entretiens semi-directifs avec un échantillon représentatif de 100 personnes de femmes, âgées de dix-huit à soixante ans, domiciliées à Paris, en proche et grande banlieue, employés, cadres et délocalisés.



Le Monde EDITIONS

Un demi-siècle d'histoire dans les archives du Monde

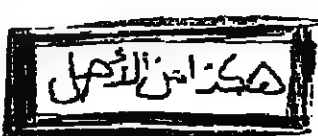
Une encyclopédie pratique de 1064 pages (avec chronologies, index), 395 F

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR 1944-1991









## RÉGIONS

## RHONE-ALPES

## LES VALISES DIPLOMATIQUES DES COLLECTIVITÉS

Pour réaliser des échanges économiques, des gouvernements étrangers sollicitent une région qui a la taille d'un Etat

PAUL BERLIET a retrouvé le sourire. Voilà bientôt deux heures qu'il parcourt les kilomètres du hangar de l'usine à poids lourds, dont il a jeté les fondations, à la fin des années 50, à Roubaix, près d'Alger. Il y a quelques années, le vaste complexe de la Société nationale de véhicules industriels (SNVI), entièrement intégré sur 250 hectares, employant plus de 11 000 personnes, était au bord de la paralysie. Sans une main de nostalgie, l'ancien constructeur de camions n'aurait pu percevoir les bénéfices d'un redémarrage d'activité, même si les ventes étaient très fréquentes, l'essentiellement à des ruptures d'approvisionnement de pièces détachées.

Comme Paul Berliet, la quinzaine de chefs d'entreprise, membres du PME, membres de la délégation du conseil régional de Rhône-Alpes invités, à la fin du mois de novembre, par le ministre algérien de l'Industrie, Abdelou Karamane, ne sont pas des exploitants. Animateurs par une mission quasi continentale autant que par des réels intérêts économiques, ils ont voulu être impliqués à la réalité de ce pays en crise. La plupart avaient déserté le terrain, n'ayant

administratifs, financiers, sur les procédures et les règlements qui ont mené l'Algérie à la faillite. Une faillite qui se traduit par un endettement massif, l'immobilisation d'un outil industriel fonctionnant à 50 % de ses capacités et un taux de chômage démesuré pour une population massive composée de moins de 10 millions.

« Nos relations avec celles d'un vieux couple, avec des bas et des bas. Il faut que l'on se renforce et que l'on réapprenne à travailler ensemble, sur des bases nouvelles. » Pour faire passer le message de sa conversion à l'économie de marché, le gouvernement algérien a choisi de contourner les voies diplomatiques traditionnelles, trop marquées par de lourds contentieux.

En privilégiant une région, Rhône-Alpes est l'occurrence — dans la délégation, il l'on en croit l'ambassade de France, est la première à franchir la Méditerranée depuis trois ou quatre ans, — il a demandé de nouveaux interlocuteurs pour sa politique de relance des investissements et sa recherche de « partenariat » non limité à des relations commerciales à sens unique, qui attire de plus en plus d'industries espagnoles, italiennes et japonaises.

Dans ces conditions, l'ac-

tion réservée aux Rhodanais a pris des allures de véritable visite officielle. Alain Mayoud (UDF-PR), vice-président du conseil régional, a été reçu par cinq ministres et par l'un des principaux collaborateurs du premier d'entre eux, Abdellah Abdesslem, tandis que les portes des administrations et des entreprises se sont ouvertes comme jamais auparavant aux autres représentants de la délégation.

## Déjà franc-tireur en Chine

« Il est clair que dans le cas de l'Algérie, on a atteint les limites de l'action internationale de la région », souligne Jacques Gauthier, secrétaire général d'une assemblée qui n'en est pas à son coup d'essai. Attendant ses propos de précautions oratoires — « nous nous situons dans la ligne directe de la politique de la France et nous nous sommes informés du Quai d'Orsay de toutes nos initiatives », — il mentionne toutefois que Rhône-Alpes, avec ses 5 millions et demi d'habitants et sa forte économie, possède la taille critique d'un Etat.

En novembre 1991, avec Alain Mériaux (RPR), son vice-président chargé de l'économie,

le conseil régional avait déjà joué les francs-tireurs, à l'occasion de la visite à Shanghai d'une délégation de soixante patrons, universitaires, chercheurs, invités à rétablir les contacts avec la Chine, « boycottée » sur le plan diplomatique depuis les événements de la place Tiananmen à Pékin. En sens inverse, on ne compte plus les demandes de délégation provenant des nouveaux pays de l'Est — la Slovaquie, les Etats baltes, — des pays en voie de développement, comme le Vietnam ou les Etats du Maghreb, avec qui des conventions d'échanges dans les domaines de l'économie et de la formation ont déjà été conclues.

Pour Thierry Bernard, qui dirige l'Entreprise internationale Rhône-Alpes (ERAI), l'organisme spécialisé du conseil régional, doté d'un budget d'environ 20 millions pour une équipe de quinze personnes au total, les missions restent exceptionnelles et ne sauraient rendre compte de la réalité de l'action menée, surtout depuis la mise en œuvre des lois de décentralisation (1).

Une action « ciblée », qui, pour 70 %, reste cantonnée à la CEE, avec l'ouverture de bureaux de représentations économiques ou de délégations permanentes, à Bruxelles comme dans les capitales des régions membres de l'association formant les « quatre moteurs » : Stuttgart (Bade-Wurtemberg), Barcelone (Catalogne), Milan (Lombardie) ainsi qu'à Turin dans le Piémont limitrophe. Mais Rhône-Alpes n'est pas isolée. Au Canada, à Toronto qu'on Québec, tout en s'efforçant de rester près de l'Amérique du Nord, elle a aussi des contacts avec la Chine. « Sur les 5 000 entreprises de la région,

seules 400 disposent d'un service à l'exportation. Notre rôle est donc d'aider les autres à mieux cibler leurs interventions », précise Thierry Bernard.

« Il ne faut pas confondre relations diplomatiques et action internationale », précise Jacques Gauthier. Mais pour participer au développement économique des entreprises, mais on ne peut nier que l'entité politique communautaire a été renforcée. Plus que jamais les autres collectivités, villes et départements, elle a voulu jouer un rôle fédérateur de représentation.

L'approche est encore « prudente, réaliste et modeste ». Mais avec la décentralisation, Rhône-Alpes, et bien d'autres régions avec elle, ne peut pousser ses ailes, et pas seulement dans le cadre de l'Europe des régions. « Etre internationale, cela ne se décrète pas, cela s'organise », insiste Thierry Bernard, qui ne nie pas les risques de dispersion et surtout de concurrence. Pour éviter cette tentation, les associations internationales de quelques-unes des régions les plus actives (Picardie, Bretagne, Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes...) ont décidé de se rencontrer pour un premier échange d'expériences. La réunion a eu lieu jeudi 17 décembre à Paris, dans la capitale. Le cordon d'entrée des participants était encore d'un bleu délavé.

de notre envoyé spécial en Algérie Michel Delberghe

(1) L'une des premières actions internationales de Rhône-Alpes a consisté à envoyer des étudiants pour des bourses d'études à l'étranger. En 1991, 333 en ont profité. Le chiffre a atteint 1 465 en 1992, et 3 200 attendent d'être envoyés en 1993.

## AUVERGNE

## Viaduc de Garabit, le rouge est mis

Le tablier du viaduc de Garabit, dans le Cantal, vient d'être repeint en rouge poncé. Cette couleur a été choisie par l'architecte en chef des monuments historiques pour la totalité du viaduc (51 000 m<sup>2</sup> de métal). Coût total de l'opération : 10 millions de francs pris en charge par la SNCF, qui assure l'entretien de l'ouvrage construit au dix-neuvième siècle et enjambant la Truyère.

Cette peinture rouge devrait permettre, selon les responsables du patrimoine départemental, de mieux souligner l'architecture du viaduc, mais aussi de le découvrir, quand le temps en couvrira, la nouvelle peinture A 75, traversant le Massif Central. En 1933, par Gustave Eiffel et Léon Boyer, le viaduc a été un 1000 inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques. Propriété de la SNCF, il est toujours un actif sur la ligne Paris-Béziers, via Neussagues. La restauration de ce témoin de l'architecture métallique de la fin du dix-neuvième siècle a été d'atelier et d'usine et d'expérimentation grandeur nature avant le début des travaux pour élever la tour Eiffel.

## MIDI-PYRÉNÉES

## Un Zénith à Pau

Pour pallier la manque des structures d'été dans la ville, le maire de Pau, André Luchini (PS), a créé dans les bâtiments de la gare de l'Etat, de l'autoroute, de l'université et d'une zone hôtelière en développement. Le premier est le Palais des sports de 8 000 places, inauguré en 1991, qui permet à l'équipe de basket-ball de l'Elan béarnais de déployer ses talents, mais aussi d'accueillir d'autres rendez-vous importants, comme l'an passé, par exemple, les demi-finales de la Coupe de France de tennis. Le second est une salle de spectacles portant le label officiel de Zénith. La possibilité d'obtenir une subvention du ministère de la culture (20 % de l'investissement) et la mise à disposition d'une structure pour recevoir des concerts symphoniques ont conduit la municipalité à choisir un équipement semblable à celui de Paris, Montpellier et Toulon. Une dépense de 100 millions de francs pour une salle modulable de 5 600 m<sup>2</sup>. Quarante-vingt-cinq manifestations devraient avoir lieu chaque année dans un espace dont le coût de fonctionnement quotidien est estimé à 20 000 francs.

## PICARDIE

## L'armée dans l'Aisne

La Fère, dans l'Aisne, une des villes touchées par la suppression des régiments, prévient par le plan Armée 2000, vient de créer avec ses communes voisines, Charmes et Danzy, la première communauté de communes de l'Aisne : Villes d'Oyse. Parmi les 3 000 habitants, la communauté disposera d'une fiscalité propre, ce dont les trois communes ne disposaient pas jusqu'alors, en leur qualité de syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM). Villes d'Oyse a des domaines d'intervention : l'aménagement de l'espace par l'intermédiaire d'un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme et le développement économique, par la création d'un hôtel d'entreprises. Villes d'Oyse aidera peut-être La Fère à supporter le départ du régiment d'artillerie de marine (41<sup>e</sup> RAM), le 1<sup>er</sup> juillet, et celui de l'établissement régional du matériel (ERM), qui représentent à eux deux plus du tiers de la population.

## PICARDIE

## LES PAVÉS DE SENLIS

Des habitants de la cité historique opposés au nouveau revêtement des rues

SENLIS a le charme d'un village discret. Encadrée par 20 000 hectares de forêts, elle se niche aux confins de la région Picardie. Le long de ses rues droites qui égrenent des maisons vives, les murs de pierre dissimulent de vrais jardins. Des lieux historiques se trouvent ici, devant des hôtels particuliers et ces maisons séculaires plus ou moins nombreuses, se font une beauté. Les 41 hectares limités par l'enceinte moyenâgeuse ont été en partie sauvegardés.

Mais voilà qu'une ligne de fracture a récemment apparue dans cette tranquille ville de 15 000 habitants. Une ligne nette entre la place Henri-IV, au pied du château de ville, ainsi que la rue qui la prolonge, et le reste de la cité.

D'un côté, des petites rues au gré du hasard se forment une surface uniformément grise, parfaitement lisse, n'étaient les trottoirs qui la hérissent. De l'autre, les rues pavées de grès, volées par le temps à quelque peu disjointes, restent inébranlables dans les pas. Ainsi la sous-préfecture de l'Oise a résonné tout l'automne de la lutte des amoureux du grès et de l'authenticité opposés à la municipalité, menée du grès et du béton.

Distribution des tracts par des bénévoles peu habitués de ce genre d'exercice, articles dans la presse locale, réunions houleuses avec le conseil municipal, c'est la vieille association Sauvegarde de Senlis, qui avait pu se réagir à temps, à la création d'une nouvelle organisation, l'affaire des pavés a sensiblement changé d'aspect.

Appelé en renfort par les contestataires, Yves Boiret, architecte en chef des monuments historiques, a rendu un avis sans ambiguïté : le traitement du grès est effectivement au régime du patrimoine sauvegardé, il n'aurait donc pas dû être modernisé de la sorte.

D'ailleurs, laisse entendre l'architecte, le service des monuments historiques déplore cette mode de modernisation, qui tend à effacer à l'identique tous les centres ville de France. A Sen-

lis, le choix n'est pas tranché. Certes, les rues commerçantes sont prêtes à se recevoir que des marcheurs, mais seulement « dans une cinquantaine d'années », indique le maire, Arthur Dehaine (RPR), qui se voit en outre, à l'heure de la circulation automobile. En attendant, le premier magistrat a entendu l'expert et promet de ne pas modifier le revêtement des rues adjacentes, comme il en avait le projet.

## Une citadelle assiégée

Pour autant, la « sérénité » appelée de ses vœux par Yves Boiret n'est pas complètement rétablie dans la petite ville. Mais dans la rue, une nouvelle association Protéger Senlis, les opposants se sont formés comme objectif, non seulement de préserver le caractère historique de la cité ancienne, mais aussi de lutter contre l'urbanisation de l'ensemble des quartiers et de protéger l'environnement rural et forestier. Le comédien Georges Claisse, fondateur du mouvement, n'avait pas d'expérience militante jusqu'aux pavés de trop. Mais lui et les membres de Protéger Senlis s'organisent. Ils souhaitent désormais suivre de près les projets municipaux en ce terme en informant les Senlisiens et leurs visiteurs par le biais d'une lettre. Il n'est pas certain qu'Arthur Dehaine, premier de la ville, apprécie un intérêt aussi aigu.

Au moins l'association et le maire se retrouvent-ils sur un point. Pour tous, la menace vient de l'extérieur. Construite sur l'emplacement d'un ancien oppidum romain, Senlis se gère aujourd'hui « comme une citadelle assiégée », assure Arthur Dehaine. En effet, les envahisseurs se rapprochent. La croissance de l'Ile-de-France et ses légions de mal-logés grignotent les terres du nord de l'Oise. Quant à Senlis, « la commune voudrait s'y installer, il suffit de savoir résister ».

Pour Arthur Dehaine, le ferment de l'action municipale doit suffire à garder à la sous-pré-

fecture de l'Oise une qualité de vie appréciable, ainsi qu'un équilibre entre la part des logements sociaux en périphérie et les demeures historiques du centre. Un optimisme que ne partage pas Georges Claisse, pour qui « il est urgent de réinventer l'urbanisme ». De même, la conservation du caractère authentique de la cité sépare les deux hommes. « Senlis est une ville d'art et d'histoire, qui veut la peine d'être protégée », plaide Georges Claisse. « Dès le maire a affiché la place Henri-IV d'une fontaine provençale, y a supprimé les vieux trottoirs ! Par le passé les boutiques ont été des dérogations pour banaliser leurs façades comme dans n'importe quelle banlieue parisienne. Et nous sommes inquiets de ne rien savoir des chantiers en cours ».

Arthur Dehaine assure, au contraire, être très soucieux du caractère historique de sa ville natale. Il se retranche prudemment derrière les avis, en principe déterminants, de l'architecte en chef des monuments historiques de France, arbitre du bon goût comme dans tout secteur sauvegardé. Son adversaire ne veut particulièrement rassurer. Les, il ne convainc pas tous les Senlisiens, depuis que leur maire a trébuché sur quelques dalles de grès.

de notre envoyée spéciale à Paris Martine Valo

## LA DÉLOCALISATION DES AUTRES

Suite de la page 13

Il est vrai que beaucoup d'entre eux sont les vieux Français. Autre cliché mis à mal, celui d'habitants de l'Ile-de-France qui n'y résident qu'entre deux séjours ailleurs, tard dans la nuit, pour la presse d'y retourner. Près de la moitié des personnes interrogées sont nées dans la région parisienne (40 % en province) et 35,5 % y vivent depuis plus de vingt ans.

Ces Français qu'on croit croire champions de la mobilité, de la curiosité et de l'avidité à connaître lieux et gens d'ailleurs n'ont jamais ni vécu ni travaillé ailleurs qu'en Ile-de-France. Et 38 % seulement ont eu une bonne impression de la ville où la « délocalisation » se promet de les envoyer. Ce n'est pas qu'ils méprisent la province puisqu'ils sont presque la moitié à considérer que les différences entre l'Ile-de-France et la province sont à l'avantage de la dernière. Ils ont même 57 % à imaginer que la vie y serait plus tranquille (11 % pour le contraire). Mais, une fois... pour les autres.

Car ils se disent, malgré tout, attachés à leur région capitale. Ils ont toujours bien savoir pour-

quoi. Ils apprécient la proximité des autres à leur décision, la diversité ainsi que la richesse économique et intellectuelle, les possibilités de choix qui s'offrent à eux. Mais, pour les loisirs, par exemple, ils n'en usent guère. Du coup, poussés dans leurs retranchements, ils reconnaissent que l'Ile-de-France, du point de vue des activités culturelles et sportives, ne se distingue guère des autres régions.

Une constatation de plus. Ils déplorent le manque de confort, de régularité et de fiabilité des transports en commun ; la qualité d'entre eux est mauvaise chaque jour entre une ou trois heures de trajet emploi-habitat, et la ville qui ne veulent plus quitter leur île-de-France.

Leur propre commune mise à part, c'est-à-dire la ville où ils habitent et non pas où ils travaillent, les Français ont peu de familiarité pour leur environnement institutionnel. Ils révèlent une grande ignorance des institutions locales départementales et régionales. La peur de l'inconnu hexagonal s'accroît fort bien de l'inconnu local.

Charles Vial

UNE CHARTE POUR L'EUROPE  
**L'UTOPIE**  
DE THOMAS MORE, LE "MONTESQUIEU ANGLAIS".  
TEXTE INTÉGRAL, épuisé, commenté, traduit par André Prévost  
Docteur en lettres, professeur de l'Académie.  
L'Europe de More : anarchie, corruption, inflation, guerres.  
Le futurisme : l'Instrument utopique : les finalités, urbanisme, économie, vie de l'esprit, pluralisme religieux, fédérations.  
UN LIVRE QUI ÉCLAIRE L'AUJOURD'HUI  
UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'esthétique de l'original :  
couleurs, illustrations par Holbein, signets. Custode reliée de portraits. Tables. Lexique. Index. 780 pages.  
LE LIVRE À OFFRIRE : 100 F. franco.  
Béguin F. chez l'auteur. Par poste, commandes par C.C.P. A. Prévost 1482.61 Z LILLE ou par chèque ou eurochèque libellé au Francs Français à l'ordre de A. Prévost, 16 avenue des Fleurs F. 59110 LA MADELEINE.  
Livré par retour, emballage à l'épreuve. Pour envoi recommandé, ajouter 20 F. Tél. 20.55.29.16. Sur demande.

Le Monde ÉDITIONS  
GREILSAMER PRÉSENTE  
**le procès du SANG contaminé**  
DOCUMENTS



## UN BUDGET MASTODONTE ET ORIGINAL

## ATTIRER LES JAPONAIS

# VENT DU LARGE A BERCY

**VOYAGE A L'INTERIEUR DE  
L'EUROCRATIE**  
Jean de La Guérivière



DOSSIER

# LES PAYSAGISTES DANS LE FLOU

Plutôt à la mode, cette profession peu structurée cherche ses marques, avec l'appui des pouvoirs publics

## BOURGOGNE Naissance d'un Val de Saône

La chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Mâcon vient de créer une Association de développement en Mâconnais-Val de Saône. Cette structure devrait permettre une politique d'aménagement pour mettre fin aux actions parcellaires menées dans les deux départements situés de part et d'autre de la rivière. La prise de conscience d'une complémentarité territoriale entre l'Ain et la Saône-et-Loire est apparue en 1991 lorsque les deux collectivités ont décidé de financer un deuxième pont à Mâcon. Un budget de 1 million de francs a été établi par les futurs partenaires de l'association : les deux CCI (Ain et Saône-et-Loire), les deux conseils généraux, les 109 communes concernées et tous les organismes chargés de la promotion économique du secteur. La région Bourgogne a prévu d'apporter une subvention à un projet, qui concerne une zone située de chaque côté de la Saône, de Tournay au nord (Saône-et-Loire) à Thoissey au sud (dans l'Ain) et qui regroupent quelque 130 000 habitants.

## LANGUEDOC-ROUSSILLON

### Mobilisation municipale pour la sécurité

Les journaux électroniques de Montpellier ont pris le relais des élus descendus dans la rue pour inviter la population à signer une pétition. Une mobilisation importante depuis quelques semaines pour exiger 300 policiers supplémentaires et sept commissariats de quartier pour faire face à l'explosion démographique que la cité a connue ces dernières années. Les signatures ne manquent pas. Qui en effet souhaiterait ne pas être tranquille dans son lieu de vie ? Mais s'il interpellait ainsi le ministre de l'Intérieur, Georges Frêche (PS), s'adresse aussi à ses administrés. Il leur montre qu'il place leurs préoccupations au-dessus de ses amitiés socialistes. Il se dédouane de toute responsabilité devant la délinquance en désignant le coupable : l'Etat. Il engage par avance le profit de l'annonce de l'arrivée, dans sa ville, d'une cinquantaine de policiers supplémentaires qui pourrait, dit-on, avoir lieu en début d'année prochaine.

## LIMOUSIN

### Le record des bas salaires

Des vingt-deux régions de France métropolitaine, le Limousin est celle où les salaires sont les plus bas, 8 200 francs en moyenne, au lieu de 9 500 francs en 1991. La direction régionale de l'INSEE, qui vient de publier une étude, souligne en outre qu'un limousin sur deux perçoit moins de 7 000 francs par mois. L'éventail des salaires est sensiblement plus resserré qu'ailleurs, l'écart entre le salaire d'un cadre supérieur et d'un ouvrier qualifié est moins élevé qu'en Ile-de-France. Est-ce à dire, se demandent les deux auteurs de l'étude, Michel David et Alain Marmar, que « la part de la valeur ajoutée revenant aux profits serait plus élevée qu'ailleurs » ? Leur réponse est négative. « C'est dans le faible niveau de productivité industrielle qu'il faut rechercher la source du retard salarial », expliquent-ils. Un lourd handicap, donc, car « si les salariés limousins recevaient une rémunération comparable à celle de leurs homologues des autres provinces, 800 millions de francs seraient injectés chaque année dans l'économie régionale ».

RECONQUÊTE de grands sites paysagers, embellissement des entrées des villes, sensibilisation des sociétés routinières ou d'EDF à l'intégration esthétique de leurs ouvrages, multiplication des publications et des colloques... Jamais le paysage n'avait fait autant parler de lui. Et les paysagistes ? Numériquement et économiquement, ils ne font pas le poids, dit-on. Le renforcement de la profession est l'une des priorités du ministère de l'environnement.

Les handicaps sont d'abord « historiques » : dépourvus de titre, peu nombreux et peu structurés, les paysagistes souffrent d'un enseignement et d'une recherche insuffisants. C'est en outre un métier avec des pratiques variées et aux contours mal définis, comme la notion de « paysage », souvent ambiguë. Or les professionnels installés semblent tenir fortement à ce caractère très ouvert de leur métier — et qui fait toute sa richesse — aux dépens d'un corporatisme qui aurait peut-être des avantages.

Désarmés, les paysagistes ? Les avis sont plutôt contradictoires. « Les carnets de commandes sont pleins », affirme Serge Kancel, chargé de mission de Ségolène Royal, ministre de l'environnement. Confirmation de Michel Corajoud, professionnel renommé : « Intervenir lors d'un colloque, c'est s'exposer à des demandes d'étus aussi pressantes que fuses. On est pris dans une sorte de cyclone ».

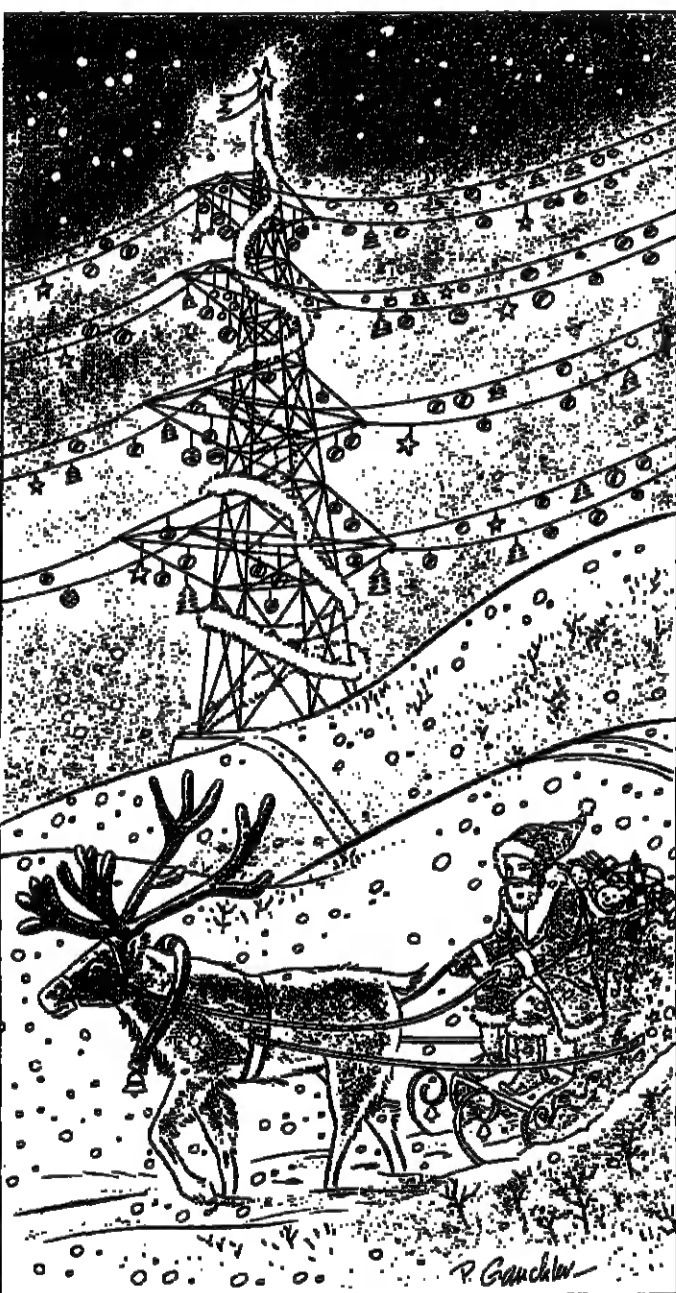
Ce phénomène, qui date d'une demi-douzaine d'années, a attiré le ministère de la culture, comme certaines grandes villes (parcs de La Villette, Bercy, ou Citroën à Paris). Nourri de l'onde de choc écologiste et des craintes du monde rural face à la déprise agricole, il a aujourd'hui la bénédiction du ministère de l'équipement. Mais cette « révolution culturelle », comme l'appelle Serge Kancel, n'a pas vaincu la raison économique. Ainsi, pour Georges Demouchy, président de la Fédération française du paysage (FFP), la réalité du marché aujourd'hui, c'est la crise. Et d'évoquer l'éternel décalage entre ceux « qui marchent bien » et les autres « qui rament ».

Georges Demouchy rappelle en outre la fragilité des paysagistes, numériquement (environ 600 paysagistes, à comparer à 25 000 architectes) mais aussi en termes de masses financières. « Un mètre cube de béton, c'est 3 000 francs ; un mètre cube de gazon, 10 francs ». Aux yeux d'un élu, que pèse une belle entrée de ville face à une implantation d'entreprise, peut-être laide mais source d'emplois et de revenus ?

Quoi qu'il en soit, le ministère de l'environnement a décidé de « créer des appels d'air » pour la profession. Objectif : atteindre

2 000 professionnels d'ici dix ans, contre 600 aujourd'hui, diplômés des trois écoles de Versailles, Angers et Paris (1), et exerçant à temps plein. Hormis quelques agences de plus de 20 personnes, dont celle d'Alexandre Chemetoff, la profession comporte soit des structures de 3 à 8 personnes, soit des individus (1 à 3 personnes, dont l'épouse bien souvent). D'autres encore, très minoritaires, exercent dans des entre-

paces verts et autres pépiniéristes. Sans oublier l'arrivée de cabinets anglo-saxons : des agences qui atteignent cent salariés ! Faut-il alors créer un label ? Celui d'« architecte-paysagiste » par exemple, comme chez nos voisins européens ? L'ordre des architectes s'y refuse. Le président de la FFP, créée en 1984, n'en est même pas convaincu... Le ministère entend pour sa part agir dans trois directions. D'abord, inciter les paysagistes à



pour accueillir davantage d'étudiants. L'école d'architecture de Bordeaux a lancé le mouvement : l'expérience devrait s'étendre à une ou deux autres écoles à la rentrée 1993 ; enfin, des spécialisations de troisième cycle seraient mises en place.

Un DEA (diplôme d'études approfondies) intitulé « Jardins, paysages, territoires », co-habité par l'école d'architecture Paris-La Villette et l'école des hautes études en sciences sociales existe d'ores et déjà, grâce à l'initiative de Bernard Lassus. Formé aux Beaux-Arts, ce paysagiste plutôt connu comme professeur et théoricien est un peu le poil à gratter du système éducatif actuel. Dénonçant l'absence de recherche théorique et de formation de haut niveau, le manque de professeurs, l'insuffisance conceptuelle des écoles existantes... il réclame un vrai débat d'idées. Le danger, c'est la confusion entre paysage et environnement. « On risque d'être phagocytés par les sciences », lance-t-il en montrant un document de la CEE figurant en équations mathématiques la qualité d'un site.

Troisième axe de travail : promouvoir l'embauche de paysagistes dans la maîtrise d'ouvrage (administrations, collectivités locales, grandes entreprises...). Le ministère promet par exemple que chaque département aura son paysagiste-conseil d'ici à 1994. Le mouvement est amorcé ici et là, dans des directions régionales de l'environnement, quelques sociétés routinières, à peine une dizaine de directions départementales de l'équipement (DDE).

## Concurrencés par les architectes, les pépiniéristes, leur faut-il un label ?

Les conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE) attendent beaucoup du projet ministériel. « Il nous donnerait une légitimité plus forte pour intervenir et développer la commande émanant des collectivités locales », explique Jean-Paul Blais, délégué général de leur fédération. Et cela d'autant plus qu'il n'existe pas, aujourd'hui, de services de l'Etat capables de gérer cette évolution. Très éclectiques, intervenant en milieu rural (places de villages, remembrements, gîtes ruraux, embellissements divers) comme en milieu urbain (parcs et jardins, urbanisme végétal...), les CAUE emploient une centaine de paysagistes, à temps partiel bien souvent. Ils étaient seulement 20 voici quatre ans.

Ces perspectives réjouissent les professionnels... tout en les laissant sceptiques. Car le ministère de l'environnement ne maîtrise pas les budgets. Il en est ainsi de la formation : les écoles relèvent soit de la tutelle de l'agriculture (Versailles), soit de celle de la culture et de l'équipement (Bordeaux). Dans le système français, toute administration a ses filières d'enseignement, son grand corps de fonctionnaires : ingénieurs des ponts et chaussées pour l'équipement, ingénieurs du génie rural et des eaux et forêts pour l'agriculture, etc. Rien de tel pour le paysage, toujours écartelé entre ses racines horticoles, urbaines, ou autres.

En dépit de cet éclatement, il existe toutefois une « école française » du paysage, reconnue à l'étranger pour la liberté et la qualité — esthétique et formelle — de ses projets. « Cette notion de projet vaut pour les deux formes d'exercice du métier », explique Jean Cabanel. La première consiste à concevoir un jardin, un parc, ou en tout cas un espace bien identifié, à la demande d'un commanditaire unique. La seconde revient à répondre à une demande beaucoup plus globale, mettant en scène de multiples partenaires, du type « arrangez-moi cette vallée, ce site... ».

C'est cette dernière démarche que le ministère de

l'environnement entend aujourd'hui promouvoir, grâce à de nouveaux « outils » (chartes, plans de paysage). L'affaire est toutefois plus complexe : elle se heurte au problème de l'intercommunalité, et aux habitudes. « Les études-alibis des années 70 ont détourné les grands professionnels du paysage d'aménagement », explique Jean Cabanel. Ce dernier, que l'on appelle parfois le « grand paysage », n'était pas conçu comme du projet. Maintenant, ils y viennent.

Le ministère de l'environnement joue plus sur la sensibilisation et l'incitation de ses partenaires, que sur règlements et budgets. Les paysagistes, eux, préfèrent miser sur le long terme.

Hélène Giraud

(1) L'Ecole nationale supérieure du paysage (ENSP) de Versailles forme des paysagistes DPLG ; l'Ecole nationale d'ingénieurs des techniques de l'horticulture et du paysage (ENTH) d'Angers des ingénieurs-paysagistes, depuis la rentrée 1990 ; enfin l'Ecole supérieure d'architecture des jardins (ESAJ), une structure privée, des paysagistes. Depuis la rentrée 1991, l'Ecole d'architecture de Bordeaux a ouvert une section formant des paysagistes DPLG. La FFP accueille aussi quelques diplômés des écoles de Gembloux (Belgique) et Lullier (Suisse).

## Jardinier des villes

Formé à l'école de l'Atelier d'urbanisme et d'architecture (AUA), une structure créée en 1961 par des architectes soucieux de pluridisciplinarité, de qualité constructive et de responsabilité sociale, Michel Corajoud est un paysagiste des villes. Son métier, dit-il, consiste à « produire de la relation et de la complexité », dans des cités réduites à d'artificiels « collages ».

Avec une équipe de l'AUA, il a eu la chance de travailler à la structuration globale de la ZUP de la Ville-neuve, à Grenoble (1968-1977) et de concevoir son parc (20 hectares). Aujourd'hui il participe, très en amont, à des projets d'aménagement à grande échelle, seul ou en équipe. On le retrouve parmi les acteurs du site portuaire de Dunkerque, de la Cité internationale de Lyon, de la Plaine-Saint-Denis... Là, il formule des diagnostics en réponse à des questions, toujours plus floues et globales : « Je montre des valeurs tendancielles, des grandes dynamiques, des champs de forces ». Pour lui, « nous vivons une Renaissance, une époque formidable ».

L'aspirant inquiet, Michel Corajoud avoue avoir changé : « J'étais du côté des objets, de la fabrication des choses... L'idée du temps est venue à moi très lentement ». Mais il conserve une certaine méfiance à l'égard des jardins : ces « lieux fermés » sont-ils encore de mise ? Méfiance aussi envers le végétal en général. Trop « mondains », ou trop opulents peut-être.

Bref, Michel Corajoud n'est pas de ceux pour lesquels le lierre est plus qu'un matériau : un concept. Pour ces derniers, la connaissance du « langage des plantes » est essentielle. Elle apporte la sensibilité, l'émotion, la générosité, la fantaisie et tous ses débordements...

Car le renouveau du jardin aujourd'hui n'est pas un retour aux sources. Il s'accompagne d'une inventivité nouvelle, d'un incroyable enrichissement de la palette végétale. Cocompenseur du parc André-Citroën, dans le quinzième arrondissement de Paris, Gilles Clément appartient à cette mouvance (le Monde daté 13-14 décembre). Familier des jardins privés, ce paysagiste préfère le « désordre biologique », source d'incessantes surprises et remises en question à l'ordre des « jardins traditionnels ».

H. G.

## Les aléas de la commande publique

Formé au paysage et à l'urbanisme, avant de mettre le cap sur les Pays-Bas, Jacques Sgard a rapporté le concept de « plan de paysage » à grande échelle. Il a connu les hauts et les bas de la commande publique depuis quarante ans, dans un domaine peu fréquenté : celui de l'aménagement régional.

A l'époque de la politique des métropoles d'équilibre, Jacques Sgard réalise des études pour les organisations régionales d'études et d'aménagement d'aires métropolitaines (OREAM). On le trouve à Marseille, ou encore dans les Vosges du Nord, où il sensibilise administrations et élus aux problèmes du mitage et de l'enrénement des vallées. Ses suggestions : le paysage a besoin de « couloirs de respira-

tion », de « fenêtres », de lumière...

« L'administration était alors dépositaire du paysage, dit-il. Elle se servait de nos plans comme outils de travail, mais sans souci de vulgarisation, de communication. Or, c'est le sujet qui touche le plus les gens. C'est cela la grande évolution actuelle ».

En fin de décennie sont lancés les schémas directeurs (loi d'orientation foncière de 1967), avec déjà un souci paysager. Le lac de Madine en Lorraine, la côte Aquitaine... Et toujours des frustrations, quand les projets n'émergent pas.

Une expérience particulièrement difficile lors de l'aménagement de la côte basque : « Notre mission débouchait tout naturellement sur le concept d'identité culturelle. » Les

études d'impact, nées de la loi de 1976 sur la protection de la nature, alimentèrent elles aussi la commande : « Les études sont dans ce cas centrées sur un objet précis. Le paysagiste a un rôle de médiateur ».

Dans un domaine plus classique, Jacques Sgard a aussi connu l'époque des parcs urbains, celle des bases de loisirs, des jardins et des friches industrielles et, bien sûr, des incontournables espaces verts d'habitation. « J'ai fait la Cour-neuve, quelle tristesse ! », lance-t-il, justifiant la méfiance des nouvelles générations face à ces missions, sans toutefois jeter la pierre aux anciens : « Si certains grands ensembles tiennent plus le coup, c'est aussi grâce à cela... »

H. G.

LARGE

TRAVAILLEZ A L'EUROCCAL  
L'EUROCCAL  
Journé de la Qualité



## ILE-DE-FRANCE

## VAL-D'OISE

## LA FÊTE EST FINIE A MIRAPOLIS

Sept ans après sa naissance et malgré 700 millions de francs d'investissement, le parc de loisirs ferme ses portes

Du haut de ses 35 mètres, la statue de Gargantua ressemble à un souverain. Après avoir connu des moments fastes avec près de 30 000 visiteurs certains jours, Mirapolis aujourd'hui n'est plus qu'un repaire de lapins sauvages au nord-ouest de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise) dans la commune de Courdimanche.

Le jour du Nouvel An, Mirapolis aura définitivement cessé de vivre. La veille, les forains qui, depuis deux ans, tentent d'animer ce qui fut le premier parc à thème ouvert en France, devront avoir quitté les lieux. Une date impérative qui coïncide avec la fin du bail, mais il y a déjà plusieurs mois que Mirapolis ressemble à un vaste désert.

Son propriétaire actuel, un pool bancaire mené par le Crédit national, espère bien un jour rentabiliser et valoriser ce terrain de 50 hectares. Sans doute par des opérations immobilières. Rien ne presse pourtant, et pour deux raisons : la situation économique actuelle n'incite guère à des investissements précipités, et le schéma directeur de la ville nouvelle, signé par le premier ministre en septembre 1991, a classé ce secteur en zone de loisirs aux deux tiers inconstructible. Seule échappatoire possible : le schéma directeur de la région Ile-de-France, qui doit être adopté en 1993, et entraîner une révision des schémas locaux.

L'Etat pousse à l'extension de la ville nouvelle. Une option que ne rejette pas le président du syndicat d'agglomération nouvelle (SAN), Alain Richard (PS), même s'il juge préférable « de terminer la ville avant de penser à l'avenir ». Tous les terrains en effet sont loin d'être entièrement occupés. Comme, par exemple, ceux du nord, d'Osny, du sud-est, de Saint-Ouen-l'Aumône, du

sud-ouest, de Jouy-le-Moutier, ou encore ceux, éventuellement, du parc de Mirapolis.

« Aujourd'hui, à Cergy-Pontoise, nous devons gérer deux sortes de phénomènes, explique Jean-Marie Laurent, directeur du développement urbain au SAN. Il faut loger les nouveaux habitants qui arrivent, mais aussi les Cergy-Pontins de la deuxième génération qui sont venus avec leurs parents et cherchent à s'installer ici. » Jean-Michel Rollot, directeur de cabinet d'Alain Richard, estime qu'aucune hypothèse n'est à exclure : « Il faut recenser les terrains libres et redéfinir leur classification. On peut décider de maintenir une zone de loisirs et surtout ne pas accepter n'importe quelle construction. Juste à côté de Mirapolis, à Cergy-le-Haut, le Crédit national et le Crédit foncier construisent actuellement 5 000 mètres carrés de bureaux qu'ils commercialisent avec difficulté. Il serait absurde de poursuivre, tout de suite, une urbanisation dans cet endroit. »

## Plusieurs erreurs

Des responsables du Crédit national estiment que les négociations avancent lentement. Ils reconnaissent que la conjoncture ne s'y prête guère, mais souhaitent ne pas rater les rendez-vous de Cergy-Pontoise en 1994 : une gare RER à Cergy-le-Haut en mai et une autre à Neuville-Université, toujours dans la ville nouvelle, en septembre.

Pendant ce temps le géant de Mirapolis risque de perdre le brillant de sa peinture. Une triste fin pour un lieu qui se voulait l'expression d'un rêve. Celui de voir vivre sur 50 hectares une « ville aux merveilles », peuplée de personnages mythiques sortis des légendes de la vieille Europe. Un projet jugé utopique à l'époque. Le premier qui avait osé y croire était le Saoudien Ghraïr

Pharaon, actionnaire du Club Méditerranée, qui n'hésita pas à verser 2 millions de francs pour permettre à la toute nouvelle société Paris-Parc de se constituer. Le site a été rapidement choisi : Cergy-Pontoise, à 20 kilomètres de la capitale, trente minutes de l'aéroport de Roissy et relié à Paris par le RER.

A l'époque, Euro Disney et le parc Astérix n'existaient que dans les tiroirs, et l'équipe de Paris-Parc était persuadée d'avoir fait le bon choix en s'appuyant sur l'histoire européenne plutôt que sur l'univers des bandes dessinées : Mirapolis, c'était Gargantua, la ville d'Ir, la forêt de Brocéliande, le château de Dame Tartine, le monde inventif de Léonard de Vinci. Au total, 500 millions de francs d'investissement, dont 191 apportés par les actionnaires de Paris-Parc, et notamment par le groupe Pharaon, la Caisse des dépôts, la Compagnie des Wagons-Lits et le Club Méditerranée.

La première erreur a été d'avoir voulu ouvrir le parc le 21 mai 1987, alors que les aménagements n'étaient pas terminés. Nombre de visiteurs sont repartis déçus et ne sont probablement jamais revenus. La seconde erreur, semble-t-il, a été de fixer des prix d'entrée élevés et de méconnaître les goûts français en matière de loisirs. A ces fautes s'est ajoutée la colère des forains, qui voyaient disparaître leur monopole sur les parcs d'attractions.

Les débuts de Mirapolis ont été difficiles. En 1987, au lieu des 2 millions de visiteurs, seulement 600 000 se sont présentés aux caisses. L'année suivante fut un peu meilleure grâce à de nouveaux équipements et à la présence, le dimanche, du chanteur Carlos. Mais en 1989 la société Paris-Parc fut contrainte, pour la survie de son exploitation, d'ouvrir les portes aux forains, bien décidés à imposer

leur savoir-faire. Le premier parc à thème commençait à perdre son âme, mais les Français retrouvaient la grande roue et le grand huit.

Le 22 janvier 1990, la société Paris-Parc dépose son bilan et, le 26 avril, le tribunal de commerce de Paris confie la reprise de Mirapolis aux forains représentés par le groupe Campion-Concorde, composé à 75 % par le GIE Mirafite, et à 25 % par Ghraïr Pharaon. Quelques mois plus tard, la cour d'appel rectifie pourtant la décision en donnant sa préférence à un deuxième candidat à la reprise, Cergy-Parc, un pool bancaire, composé du Crédit national à 64 %, du Crédit d'équipement des PME et du Comptoir des entrepreneurs à 18 % chacun. Le Crédit national était, pour sa part, le principal créancier du groupe avec 108 millions de francs.

Pour respecter le contrat avec Paris-Parc, Cergy-Parc accepte que les forains continuent d'assurer l'animation. Cela durera à peine plus d'un an. Le GIE sera arrêté en 1992, et la Société d'exploitation Mirex mise aussitôt en liquidation. Pour Marcel Campion, président du GIE, « il nous a manqué une bonne publicité. Personne n'a voulu nous aider quand on s'est adressé à la région et au département, nous prêtes que nous étions une entreprise privée ».

Avec un contrôle fiscal, un contrôle des personnels et seulement 400 000 visiteurs en 1991, les forains ne pouvaient à leur tour que mettre la clé sous la porte. 500 employés ont été mis au chômage, les manèges et attractions ont été vendus à des sociétés de parcs de loisirs en Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas. En quelques années d'existence le brave Gargantua n'a pas su séduire adultes et enfants.

Jacqueline Meillon

TRANSPORTS  
Bornes d'alarme  
sur les quais de gare

LES trois quarts des gares de la banlieue parisienne devraient être reliées, avant la fin 1993, à un système d'assistance permanente aux voyageurs en détresse ou en difficulté. La SNCF de la région Ile-de-France va installer progressivement 750 bornes d'appel d'urgence sur les quais et dans les passages souterrains de 280 gares de la région parisienne. L'opération, dont le coût sera supérieur à 70 millions de francs, sera financée pour moitié par la SNCF et pour l'autre moitié par le Syndicat des transports parisiens (STP).

Reliées, 24 heures sur 24, à un centre situé dans chacune des gares terminales parisiennes, ces bornes, de couleur gris et jaune, permettent à tout voyageur victime ou témoin d'un accident ou d'une agression de donner l'alerte. La SNCF Ile-de-France a également mis en place à titre expérimental un système de surveillance par caméras vidéo dans les gares d'Aulnay-sous-Bois, de Chelles, de Juvisy et de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Toutes les lignes  
dans un seul dépliant

LES Franciliens disposent d'un des réseaux de transports en commun les plus denses du monde. Métro, RER, bus et lignes SNCF forment un maillage complexe dans lequel il est souvent difficile de se retrouver. Pour aider les Franciliens et les visiteurs à se retrouver dans ce réseau, le conseil régional d'Ile-de-France édite un petit dépliant qui rassemble les plans des différents moyens de com-

munication. Ces cartes présentant à la fois les réseaux existants (bus, métro, RER, réseau régional de la SNCF) et les lignes en cours de construction (le métro automatique Métropolitain, la future ligne E du RER baptisée « Eole », les voies ferrées dont la réalisation est encore à l'étude dans la grande couronne). Ce dépliant, tiré à 100 000 exemplaires, est exclusivement diffusé par le service de la communication du conseil régional d'Ile-de-France, 34, rue Vanneau, 75007 Paris.

HAUTS-DE-SEINE  
Issy-les-Moulineaux  
fait son cinéma

Le navigateur Gérard d'Aboville, le publicitaire Jacques Séguéla, l'architecte Jean Nouvel, le créateur Philippe Stark : ces personnalités qui vivent ou travaillent à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) ont prêté leur concours à la réalisation d'un film de treize minutes commandé par la municipalité. L'objectif est de présenter les projets d'aménagement de la ville et de vanter les charmes de la cité pour séduire des décideurs économiques.

Le scénario est simple, voire même un peu trop traditionnel : le promeneur d'un enfant dans la ville sort de fil conducteur, mais le film est l'occasion d'affirmer quelques priorités. Le choix d'Issy de réaménager les berges de la Seine et celui de s'ouvrir en priorité à l'installation d'entreprises de communication, de conseil, d'informatique et de tourisme. Une animation présente le trajet du futur tramway, qui doit relier Issy à la Défense, et de la voie routière rive-gauche des bords de Seine que le maire, André Santini (UDF), souhaite soustraire sur le territoire de sa commune.

## YVELINES

VERSAILLES  
CÔTÉ COUR

La municipalité a recréé un cœur de ville en restaurant les halles du marché

On croyait qu'à l'ombre du château il n'était plus guère possible, à Versailles, de manier le compas et la truelle avec autant d'élégance. La restauration des halles du centre-ville, qui vient de s'achever, offre en effet aux commerçants et aux riverains un des décors raffinés où, selon les habitudes, « il faut bon flâner ».

Quatre « carrés » majestueux, en fait des demi-rectangles de pierre, remis à neuf et badigeonnés avec ce jaune vieilli qui colore les bourgeois toqués. Les arcades, semblables à celles du marché Saint-Germain dans le VI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, ouvrent les édifices sur une grande place dallée, occupée certains jours par les étals des fruits et légumes. Ces « carrés », « à la farine », « à la viande », « à la laine » et « aux herbes » sont couverts par des coques de navires renversés soutenues par des arcs de cercle en pierre. L'ordonnance classique de la place évoque, quand elle est déserte, un manège avec ses écuries. Bref, côté cour, Versailles a su garder la patte royale.

Autour des halles, connues sous le nom de « marché Notre-Dame », cafés et restaurants ont retrouvé la tradition des auberges et des cabarets qui, voici trois siècles, égayaient les soirées, un peu ternes, des bourgeois privés de Trianon. Voici l'enseigne A la Gaité posée là depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle. Non loin, La Matineuse, Le Petit Marquis et Le Pied de Mouton tiennent, comme jadis, tables

ouvertes. Ces estaminets accueillent aussi les curieux qui hantent l'ilot du Bailliage, voisin, réhabilité. Il abritait, hier, l'administration locale et le tribunal. Aujourd'hui, les antiquaires ont pris le relais des condamnés.

Construites en 1842, ces halles ont été bâties sur les restes d'un marché fondé par Louis XIII. Les lettres patentes de novembre 1634 affirment, en effet, la volonté du monarque « qu'il soit fait construit et édifié : halles, bancs, étaux et autres choses nécessaires ». Louis XIV confirme ce désir et choisit un emplacement : une grande place située entre les rues de la Paroisse, de Paris, Duplessis et de l'Étang. Le marché Notre-Dame était né. A l'époque, un chroniqueur remarque : « Il y a habituellement, chaque jour, sur ce marché plus de douze cents personnes. » Le « menu peuple » y est chez lui. Il le restera. La trame d'un cœur de ville se dessine et le « carrosse à cinq sols » assurant la liaison « Versailles-Tuileries » s'élance depuis la place du marché. Mais Louis XIV meurt et le Régent décide d'aller s'amuser à Paris. Versailles se vide. La place où se retrouvaient les marchands devient « un cloaque de boue et de vilenies ».

Le marché retrouvera sa superbe, mais les événements de 1789 lui portent un coup fatal. Comme la ville qu'il animait, il n'est désormais plus que ruines, décrépitude et langueur. Il est rasé et remplacé par ces pavil-

lons construits en 1842 et restaurés en 1900. Là aussi, le temps fait son œuvre. Les grilles se rouillent, les pigeons nichent dans la toiture percée, les murs se fissurent, les carreaux se brisent, des rigoles zigzaguent sur la place.

A la fin des années 60 la décision est prise de jeter bas les halles et de construire à leur emplacement un « marché-parking ». Ce projet, approuvé en 1968, ne verra pas le jour. Les architectes ne désarment pas. Ils gardent dans leurs cartons d'autres études qui, toutes, envisagent la disparition des pavillons à bout de souffle. Des appels d'offres sont lancés pour édifier une « grande surface ». Mais, en 1977, changement de cap. Eliu à la mairie de Versailles, André Damien (UDF) propose, lui, de restaurer à l'identique les vieilles halles et d'ouvrir, à leur pied, un parc de stationnement. Quinze ans après, c'est chose faite. Coût de l'opération : 80 millions de francs, financés par la ville (68 millions), la région Ile-de-France (6 millions) et le département des Yvelines (6 millions).

On a donc consolidé les fondations des « carrés », posé de nouvelles canalisations, gratté « jusqu'à l'os » les murs, ravalé les façades, réparé les toitures et refait les sols. Une longue restauration qui a suscité, parfois, la grogne des commerçants installés depuis des années sous la charpente dégradée et inquiets pour leur avenir. Mais, à l'approche de l'an 2000, Versailles a retrouvé un « cœur de ville » animé. Qui s'en plaindrait ?

Cette aventure des halles du marché Notre-Dame, condamnées, sauvées, restaurées, et vivantes laissent un goût amer à ceux qui, à Paris, dans le début des années 70, ont lutté pour la sauvegarde des pavillons Balard...

Jean Perrin

21 décembre Bobigny - Saint-Denis

Tous  
en selle

Ça y est, il va rouler sur toute la ligne.

Mis à l'étude en 1962, sa circulation sur Bobigny-La Courneuve depuis juin 1992, le tramway reliera Bobigny à Saint-Denis à partir du lundi 21 décembre. Il desservira 21 stations sur 9 km au rythme d'une rame toutes les 4 minutes aux heures de pointe.

Fruit d'une collaboration exemplaire entre le RATP, le Conseil général de Seine Saint-Denis, les villes de Bobigny, Drancy, La Courneuve et Saint-Denis, le tramway, véritable ligne de vie du département, apportera ses services à plus de 100 000 usagers.

Ville de Bobigny

Mairie de Saint-Denis

Seine Saint-Denis  
Conseil Général



HEURES LOCALES

R E G A R D S

LIVRES

LA DERNIÈRE RIVIÈRE SAUVAGE

L'ALLIER  
Coll. « Rivières  
et vallées de France »,  
ouvrage dirigé  
par Christian Bouchard.  
Privat, 138 p., 140 photos, 295 F.

P EUT-ON intéresser les Français aux grands cours d'eau de l'Hexagone au point de leur faire lire sur chacun d'eux une monographie de 180 pages ? Voilà le défi lancé par Christian Bouchard, riverain et amoureux du Lot, et les éditions Privat. Mais qui prétendrait tout savoir sur le profil géologique, la géographie, l'hydrobiologie, l'histoire, les aménagements et l'écologie d'une rivière qui court sur des centaines de kilomètres ? Aussi les concepteurs de la collection « Rivières et vallées de France » ont-ils pris le parti de composer des ouvrages à plusieurs voix.

Ils y emploient, le plus souvent, des universitaires, d'où un ton volontairement didactique, mais aussi des spécialistes de l'eau et même des écrivains pour que l'imaginaire des riverains ne soit pas oublié. Pour sauver l'entreprise de l'uniformité du discours professionnel ou technique, ils ont multiplié encarts et textes latéraux qui constituent autant de digressions savantes ou piquantes. Enfin, l'injection massive de documents photographiques, de schémas et de cartes donne à l'ensemble une allure magazine dans lequel le sérieux de l'information s'allie à l'agrément de la vulgarisation.

Sont déjà parus des ouvrages sur le Lot, la Durance et l'Allier. Ce dernier ouvrage fournit un bon exemple de l'esprit qui anime la collection dont, par ailleurs, il n'est pas indifférent de noter qu'elle est publiée « sous l'égide du ministère de l'environnement ».

L'Allier ! Voilà une rivière qui, des hauteurs du Massif central,

« remonte » plein nord et, par des percées héroïques s'ouvre un passage vers les plaines où elle rejoint sa grande sœur, la Loire. Son couloir traverse une succession de petits pays, la Ribeyre, la Devès volcanique, la Margeride, la basse Auvergne, la Limagne, le Bourbonnais... tous originaux mais qui ont fini par constituer ce qu'on appelle le val d'Allier. Un axe de vie les unit, où la croissance et le rajoutissement démographique contrastent avec l'abandon des hautes terres alentours.

A travers une géographie contrastée, une préhistoire touffue, une histoire encore plus agitée et des activités en patchwork, la rivière s'est imposée comme un trait d'union entre la montagne et la plaine, un couloir de communication entre deux mondes. Toujours un itinéraire d'échanges, jamais une frontière, ce qui n'est pas fréquent pour un grand cours d'eau.

Au fil du livre, on suit les heurs et les malheurs d'une rivière qui a tenté les ingénieurs, comme beaucoup d'autres. Ils l'ont rendu navigable sur 228 kilomètres au point qu'en 1841 des services de vapeurs y transportaient plus de 20 000 passagers. Peu après, le chemin de fer avait raison de cette activité et sauvait l'Allier d'un assèchement définitif. Même les tentatives de harnachement hydroélectrique ou d'écoulement des crues, comme le barrage de Nausse, mis en eau en 1982 après une homérique guérilla, n'ont pas muselé son tempérament primésautier. Non plus que les gravières abusives et les pollutions diverses dont la griffure usines et collectivités locales négligentes. L'Allier, qui fut très malade, n'est qu'en convalescence. Le dernier chapitre de cette exploration est le plus attendu. Il fait découvrir les trésors naturels d'une rivière fort mal connue.

Voici les truites fario aux mœurs singulières, le cinglé plongeur, sorte de merle aquatique qui marche au fond de l'eau, la loutre ultra-discrète, le saumon mythique mais qui s'obstine à revenir chaque année. Et encore les rapaces rarissimes qui planent au-dessus des gorges, l'ombre au goût de thym, le rat musqué importé d'Amérique et qui se plaît tant au bord de l'Allier qu'il l'a entièrement colonisée. Et enfin les cygnes sauvages et la balsamine de l'Himalaya, plantée en 1910 à Clermont et qui, portée par le vent, a gagné tout le val d'Allier !

Cette promenade écologique révèle que l'Allier est la dernière rivière sauvage de France et peut-être d'Europe. Cette singularité est une chance majeure pour les communes qui la bordent. On viendra en pèlerinage ici lorsqu'il n'y aura plus, dans le reste de l'Europe, que de tristes rivières canalisées, bordées de pavillons et d'entreprises « high tech ».

Les concepteurs de la collection ont peut-être, avec l'Allier, gagné leur pari. La rivière, cette inconnue, parvient à passionner. Parcourir l'Hexagone, non par la route ou le TGV mais par ses itinéraires liquides, est une idée neuve. Embarquons donc sur les cent mille méandres de la Gaulle chevelue.

Marc Ambroise-Rendu

LA FRANCE  
ET SES RÉGIONS  
INSEE, édition 1993  
191 p., 85 F.

L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) vient de publier une nouvelle édition du guide intitulé *La France et ses régions* (1). Cartes et tableaux en couleurs à l'appui, ce petit manuel fait le tour des 22 régions de l'Hexagone et des quatre départements d'outre-mer ayant le statut de région (Guadeloupe, Martinique, Réunion, Guyane). D'un usage pratique, même si les cartes sont souvent trop petites, l'ouvrage permet de comparer les collectivités entre elles, du point de vue de la population, de la formation,

de l'emploi, du développement économique, des conditions de vie ou des finances locales. Il facilite aussi le rapprochement des régions françaises avec celles des autres pays de la Communauté économique européenne.

Ile-de-France, première région en termes, notamment, de croissance démographique, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Nord-Pas-de-Calais regroupent, à elles seules, plus de 40 % de la population française et la moitié du produit intérieur brut.

L'image rurale du pays a quelque peu changé. Selon les auteurs, « la France agricole se situe à l'ouest d'une ligne La Havre-Marseille ». Toutefois, même dans ce secteur, la population active agricole régresse. Une « diagonale aride » court de la frontière belge aux Hautes-Pyrénées sépare la France en deux parties : une zone ouest de faible croissance, et une zone sud-est dynamique.

(1) INSEE, 18 bd Adolphe-Pinard, 75675 Paris cedex 14. Tél. : (16-1) 41-17-50-50.

100 MOTS  
POUR COMPRENDRE  
LES DÉCHETS  
Cahier pédagogique  
de l'ENEE, 64 p., 30 F.

L'Entente nationale des élus de l'environnement (ENEE), présidée par Robert Fident (PS), conseiller municipal de la ville d'Avignon, et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) viennent de publier un ouvrage intitulé *100 mots pour comprendre les déchets* (1). De A comme « adrosol » à Z comme « zone humide », ce lexique explicite les principaux termes utilisés par les spécialistes des déchets. Il a été rédigé sous la direction d'Yves Pienzenant (rad. g.), maire de Mèze (Hérault), et rapporteur de l'Association des maires de France pour les questions d'environnement.

(1) Disponible à l'ENEE, 20, bd des Filles-du-Calvaire, 75011 Paris. Tél. : (16-1) 48-05-20-21.

COURRIER

Détourner l'attention

Il faut ne pas connaître Nogent-sur-Marne pour lire, sans sourire, le portrait que vous boussez de son premier magistrat amoureux du vieux Paris au point d'en réinstaller, dans sa commune, les vestiges « arrachés aux griffes des démolisseurs » (*Le Monde* daté 6-7 décembre).

Les Nogentais de longue date savent bien que le bric-à-brac municipal (hormis le pavillon Baitard) sert essentiellement à détourner l'attention des massives opérations immobilières réalisées à proximité. Surtout, au cours du long règne de M. Nungesser, ils ont pu constater à quel point les vestiges de la riche histoire locale étaient, eux, abandonnés sans remords aux promoteurs.

Du cimetière mérovingien ou des caves du château d'Agnès Sorel (détruits peu après leur découverte) au célèbre bal-guignette Convert d'architecture mauresque, en passant par les hôtels particuliers de la Belle Époque ou du dix-huitième siècle, rien n'a été préservé.

De même que la mauvaise monnaie, dit-on, chasse la bonne, ainsi les Nogentais ont troqué leur patrimoine pour des « souvenirs de Paris ». Ont-ils gagné au change ?

MICHEL LAVAL  
secrétaire de Nogent-Ecologie  
Nogent-sur-Marne

Heureux équilibres

Félicitations pour « Heures locales », qui avec le numéro daté 6-7 décembre paraît trouver une heureuse « vitesse de croisière » à sa nouvelle formule.

J'appréciais déjà « Heures locales » avant et je le lis avec passion depuis son changement. Vous parvenez, dans ce supplément, à captiver sans tomber dans ce ton doctoral qui lasse parfois à la lecture de certaines pages de votre journal. Vous passionnez le Parisien pour la province sans dégrader dans le folklorisme, vous soulignez les permanences (tant provinciales que capitales d'ailleurs) et les innovations (là aussi du centre et des marches) dans un heureux équilibre. Chaque sujet, du badin à l'austère, reçoit un traitement harmonieux, évitant l'anecdote de gazette locale ou la thèse de géographie mais empruntant à l'une et l'autre ce qu'elles recèlent d'intérêt.

En un mot, bravo et bonne chance !

GILLES ROMANI  
Montreuil

La civilisation méditerranéenne

J'ai relu plusieurs fois votre article sur Perpignan (*Le Monde* daté 6-7 décembre) avant de décider à vous remercier. J'attends, depuis longtemps, ce signe d'intelligence qui saura reconnaître dans le quartier Saint-Jacques, où j'ai choisi de vivre depuis dix ans, et que j'aime, des « promesses à cueillir », une « résurrection qui s'accomplit ».

Nous avons la chance d'avoir près du centre-ville, bon chic bon genre mais qui meurt à 19 heures, un vieux quartier où il fait bon vivre, où il suffit d'un rien pour réhabiliter avec respect un habitat historique dont trop peu de responsables savent voir les qualités. Habitat individuel qui permet à chacun de vivre à sa façon, à toutes les classes sociales de cohabiter avec bonheur. A tous les âges aussi, un vrai village où les gens âgés se rencontrent sur les places ou dans les jardins, où les enfants jouent dans les rues sans voitures (on attendait des lieux de vie, faciles à créer car les espaces ne manquent pas).

Les préjugés et le rejet viennent de ceux qui ne vivent pas là : ce sera un long travail pour changer leur regard et leur cœur. Merci pour votre article qui y contribue. Il est encore temps, ici, de donner un bel exemple de civilisations méditerranéennes porteuses de richesses et d'espoirs comme dans un lointain passé.

JOSETTE SALGAS-SIQUOT  
Perpignan

L'image du bassin minier

C'est avec un profond mécontentement que je vous interpelle à propos d'un article consacré à la ville d'Arras et publié dans *Le Monde* daté 15-16 novembre.

En effet, si dans ses propos, le journaliste décrit fort justement les origines et les caractéristiques de la ville d'Arras, celle-ci dépeint aussi, en début et en fin d'article, le bassin minier d'une manière scandaleuse qui m'a profondément indigné.

Cette maladresse est d'autant plus grave qu'elle est le signe évident d'une méconnaissance complète de ce secteur, des transformations positives qui s'y sont produites, et qu'elle remet en cause les efforts continus que nous menons pour faire évoluer l'image de notre région à l'extérieur.

JEAN-PIERRE KUCHEIDA  
maire PS de Liévin

Mâcon change

J'ai lu l'article sur Mâcon (*Le Monde* daté 29-30 novembre) et cela m'inspire quelques réflexions. Je précise tout de suite que je n'appartiens pas à l'établissement local, au petit monde politique non plus.

Vous citez la réflexion de Jean-Pierre Labryon, qui craint que Mâcon ne soit relégué au rang de sous-préfecture. Venant d'un homme dont la famille a, au cours des dernières décennies, freiné (pour ne pas dire plus) l'implantation d'entreprises nouvelles de quelque importance, c'est étrange.

La chambre de commerce a implanté des zones d'activités sans favoriser particulièrement Mâcon. Exemples, Carrefour, Darty, Connexion. Cela dit, la zone gare TGV voit des bâtiments sortir de terre. Depuis un an le paysage change.

Les équipements collectifs, lycées, hôpitaux, centre culturel, piscine, etc., engendrent plus de dépenses pour les contribuables mâconnais que pour les contribuables de l'agglomération. Mais une communauté urbaine ou quelque chose de similaire n'est pas pour demain ; on connaît l'esprit de clocher des Français.

JEAN VILLENEUVE  
Charnay-lès-Mâcon

Métropoles et transports

Dans *Le Monde* daté 15-16 novembre, Ginette de Matha explique comment et en partie pourquoi « le métro bordelais fait du surplace ». Les données locales du problème sont ainsi clairement analysées. Il n'est en revanche fait qu'une rapide allusion à une explication sans doute plus fondamentale. Ginette de Matha relève en effet que six ans après le début des études, Toulouse inaugure son VAL en juillet (*Le Monde* daté 13-14 décembre), alors que, dans le même délai, Bordeaux en est toujours à chercher « un socle politique solide » à son projet.

On peut se demander si cette spectaculaire divergence n'illustre pas, au-delà des contingences locales, le terrible handicap des agglomérations françaises, rebelles à l'acquisition de la dimension européenne. Disposant d'un vaste espace communal, Toulouse domine son agglomération de manière assez radicale pour qu'un travail efficace y puisse être mené. Au contraire, Bordeaux, étouffée par une banlieue proliférante, patage dans les contradictions. La formule de la communauté urbaine elle-même y devient le champ clos de rivalités plus que le lieu des décisions collectives.

Remontant encore en amont, on peut s'interroger de décisions reposant davantage sur la notion d'image d'une agglomération que sur ses besoins réels. Sans doute la technique du VAL est-elle à la mesure d'une agglomération illusoïse, millionnaire en habitants au cœur d'une région très peuplée. Il en va bien autrement de Toulouse.

Et que dire de Bordeaux, sensible avant tout à sa rivalité avec Toulouse ?

JACQUES MARION  
Granville

DÉBAT

INTERCOMMUNALITÉ ET RISQUES FINANCIERS

par Michel Klopfer

DEPUIS l'échec, il y a plus de vingt ans, de la loi Marcellin sur la fusion autoritaire des communes, des propositions nouvelles sont régulièrement avancées pour tenter de surmonter la contradiction entre la volonté d'indépendance des élus et la nécessité, pour eux, de mener des projets communs. L'intercommunalité est une nécessité dès qu'il s'agit de réaliser des actions dont l'ampleur dépasse le cadre communal, telles que le développement économique, l'aménagement de l'espace ou d'autres projets structurants. Il n'est pas rare que des prêteurs opposent des fins de non-recevoir à des élus qui sollicitent le financement d'un équipement communal en les incitant à se regrouper avec leurs voisins pour le mener dans des conditions financières acceptables.

A partir du moment où l'on admet, comme un fait acquis, que la France continuera de compter, à elle seule, plus de communes que l'ensemble des autres pays de la CEE réunie, le champ d'action de l'intercommunalité ne peut qu'exclure un redécoupage du territoire pour se cantonner à des organismes additionnels au paysage communal. C'est ainsi qu'au sein des syndicats à vocation unique (SIVU), multiple (SIVOM) ou mixtes se sont ajoutés les districts, sans parler de structures spécifiques qui ont été créées pour neuf grosses agglomérations, ainsi que pour neuf villes nouvelles. Plus récemment, la loi du 6 février 1992 a créé deux nouveaux instruments : la communauté de ville et la communauté de communes.

Ces dispositifs sont fondés sur une mise en commun, plus ou moins intégrative, de compétences déléguées librement et de plein droit par les communes : transports, ordures ménagères, eau et assainissement, logement... Mais l'intérêt bien compris des élus n'étant pas toujours suffisant pour surmonter les obstacles inhérents à une association, l'Etat abonde généralement la corbeille de mariage avec des incitations financières. Ainsi la loi du 6 février prévoit-elle principalement une dotation globale de fonctionnement d'autant plus

élevée que l'intégration communautaire sera importante et quelques avantages annexes tels que la récupération immédiate de la TVA sur les investissements. Mais par ailleurs plane, à tort ou à raison (les textes de référence sont imprécis), la menace d'une intercommunalité autoritaire, sous l'égide du préfet, pour les communes qui n'auraient pas spontanément opté pour un schéma de coopération.

Les effets conjugués de la carotte et de l'ombre du bâton ont pu rendre le regroupement communautaire suffisamment attractif sur le papier pour que, dans certaines agglomérations, plusieurs structures concurrentes s'ébauchent, les banlieues cherchant parfois à prendre en tenaille la ville centre. Cette dérive, au-delà du débat politique sur le fait de savoir qui exerce le pouvoir de décision au sein d'une agglomération, pose aussi le problème de la viabilité financière globale de l'intercommunalité.

Fiançailles intéressées

Si l'on raisonne à l'échelle d'un ensemble comprenant les communes susceptibles de créer entre elles une communauté, il est clair que l'intercommunalité n'est gagnante, aussi bien pour les élus que pour la population, que si, et seulement si, il y a équilibre favorable entre les nouvelles recettes et les nouvelles dépenses consolidées.

En ce qui concerne les recettes, on peut calculer très précisément l'avantage immédiat des nouvelles dotations d'Etat. Cependant, à terme, plus il y aura de communautés, moins les communes primaires toucheront elles-mêmes de dotation globale de fonctionnement (DGF), à moins de supposer, de manière utopique, que l'Etat n'accroisse substantiellement ses concours aux collectivités locales. L'avantage financier consolidé sur les recettes n'est donc que très temporaire. Aussi tous ceux qui n'annoncent leurs fiançailles qu'en raison du cadeau que l'Etat mettra sur la liste de mariage raisonnent à courte vue.

La succès, à moyen terme, de l'intercommunalité passe donc par les économies d'échelle que les collectivités seront en mesure de réaliser sur la mise en œuvre de leurs projets communs. Or, avec la création

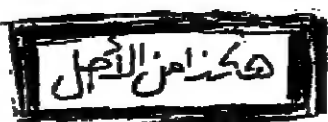
d'une nouvelle structure d'administration locale, il n'est pas à exclure que l'on débouche sur une dérive des frais de structure et sur des doublons administratifs avec les communes primaires.

Tout dépendra en fait des garde-fous financiers qui pourront être mis en place dans les nouvelles communautés. Les communautés de ville bénéficieront d'une fiscalité spécialisée puisqu'elles collecteront toute la taxe professionnelle, tandis que les communes conserveront l'intégralité des impôts sur les ménages. Ce système est très contraignant fiscalement et donc politiquement, ce qui explique qu'il ne suscite pas actuellement l'enthousiasme des élus, mais il est financièrement très sain. Ses mécanismes de transfert financier entre la communauté et les communes reposent sur un suivi permanent des coûts, ce qui permet de s'assurer qu'on ne dépense pas plus que ce que l'on gagne.

Les communautés de communes, en revanche, se financent par une fiscalité additionnelle sur les quatre taxes. Ce système préserve, dans une large mesure, la liberté d'action des élus mais il ne comporte, en dehors de la butée des taux plafonnés, aucun mécanisme régulateur au risque d'inflation fiscale, et, au-delà, de surendettement.

Cela ne condamne pas la communauté de communes *a priori* mais cela signifie qu'elle n'est viable que si le verrou qui n'existe pas dans les textes est mis par les élus eux-mêmes. L'intercommunalité doit reposer sur une prospective financière, fondée sur des projets communs et établissant la liste des abandons de charge (en particulier des transferts de personnel) auxquels procéderont les communes primaires. Il s'agit d'abaisser les fiscalités propres, au moment où la communauté de communes lève ses premiers impôts sur le même territoire. Si de telles précautions ne sont pas prises, la bonne idée de l'intercommunalité risque d'être dévoyée. Elle pourrait aboutir à un cinquième niveau d'administration publique, qui livrerait l'impôt indépendamment des quatre autres. Mais cette fois sans responsabilité directe devant le suffrage universel.

► Michel Klopfer est consultant et maître de conférences à l'ENA et l'IEP.





# RODEZ

## L'alliance du terroir et de l'informatique

La question : « Qu'est-ce qu'une ville ? », Fernand Braudel répondait : « Avant tout, une ville, c'est une domination. Et ce qui compte pour la définir (...), c'est (...) l'espace où elle l'exerce. » Sage recommandation. Plus que pour d'autres agglomérations, la compréhension de Rodez passe par son hinterland, ce Rouergue sévère et rude à la besogne dont le chef-lieu de l'Aveyron est comme le résumé moderniste.

Voilà une cité, parmi les plus isolées de l'Hexagone, que le mensuel *Entreprise* sacrifie au mois de mars « championne des villes de moins de 50 000 habitants » en raison de son dynamisme. Une agglomération où le poids de la tradition garantit aux élus de droite des réélections confortables dès le premier tour ; où la religion demeure un principe explicatif, le premier souvent. Une ville conservatrice et pieuse donc, ce qui ne veut pas dire, ici, rétrograde et assoupie.

L'Aveyron a beau représenter l'archétype du département agricole, on y a voté à 56,04 % au mois de septembre, en faveur du traité de Maastricht. Comme le dit Mgr Bellino Ghirard, évêque de Rodez et de Vabres, que la sociologie locale incite à juger plus représentatif que tel ou tel « poids lourd » politique : « Ici, c'est comme une petite Bretagne », catholique et pro-européenne.

Mais une Bretagne monodépartementale qui fait figure de planète singulière dans une région Midi-Pyrénées à laquelle ni l'Aveyron ni Rodez ne sont très sûrs d'appartenir, cette considération, tirée de la géographie et de l'histoire, dû-elle froisser Marc Censi (UDF-PR), maire de Rodez et président, en cours de deuxième mandat, de ladite région.

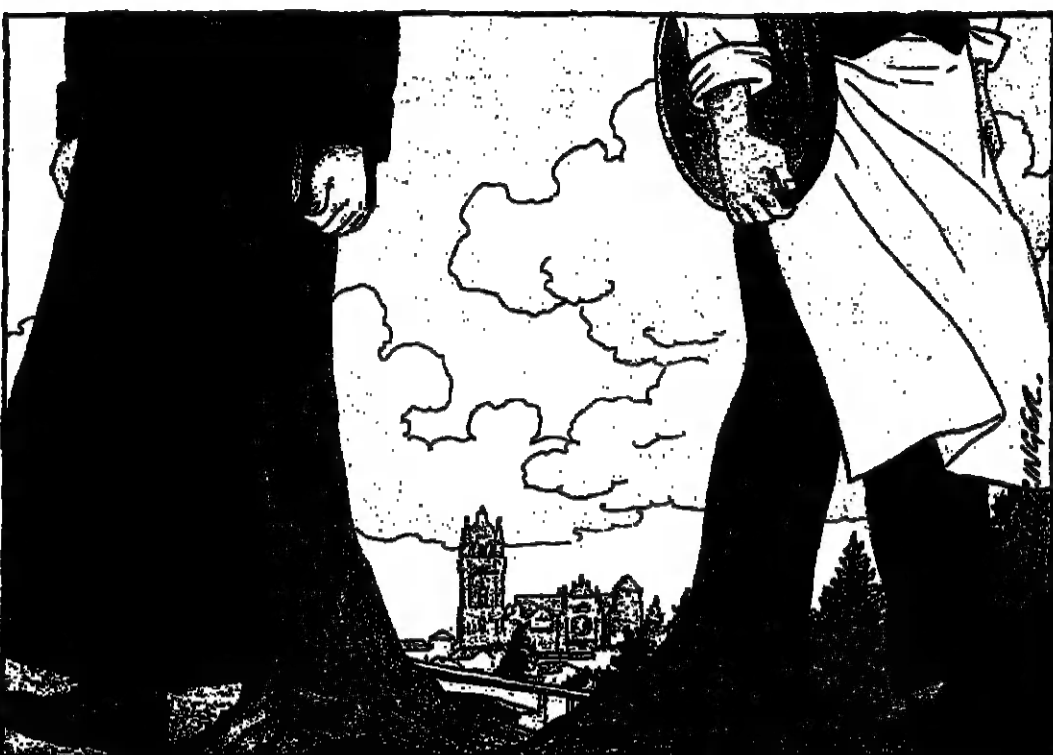
Au début du siècle, lorsque commença à se dessiner le contour actuel des régions, la chambre de commerce de Rodez opta pour le rattachement à Montpellier plutôt qu'à Toulouse. Ce trophisme montpelliérain, toujours vivace à Millau, au sud du département, explique que le tribunal de Rodez dépende, aujourd'hui encore, de la cour d'appel de Montpellier plutôt que de celle de Toulouse consacrée capitale régionale en 1960.

Rodez a toutes les raisons de se sentir d'abord ruthénoise, éloignée qu'elle est de grandes

ici, c'est comme une petite Bretagne, catholique et pro-européenne

métropoles. Toulouse est à 156 km, Montpellier à 180 km, Clermont-Ferrand à 215 km et Paris à 633 km. Encore la capitale française paraît-elle paradoxale plus proche aux Ruthénois que la capitale régionale. Il faut une heure pour rejoindre Paris en avion (une liaison, aller et retour, quotidien) et deux heures pour atteindre Toulouse en train. Les frontières du département sont celles de l'ancien comté de Rodez, lui-même héritier du domaine gallo-romain des Ruthénois. Autant que l'isolement, cette coïncidence géographique enracine Rodez dans une histoire propre, encore palpable aujourd'hui.

L'atmosphère rouergate, ce cocktail de conservatisme politique et de dynamisme économique, est redevable au passé d'une organisation familiale autoritaire à laquelle l'Eglise s'est employée, avec succès, à insuffler des fermentes de modernisme. Ici dominait ce qu'on appelle les familles-souches, traditionnellement soumises au



paternité qui choisissait, parmi ses enfants, celui de ses fils qui lui succéderait à la tête de l'exploitation familiale. Contrairement aux familles de type communautaire, les familles-souches sont, de tous jours, ancrées à droite. Elles encouragent le célibat des enfants qui n'héritent pas, donc, en terre catholique, les vocations religieuses. Elles favorisent aussi l'émigration.

Le séminaire de Rodez, longtemps une institution, a fermé ses portes à la fin des années 60 faute d'effectifs, mais

l'habitude est restée de confier ses enfants à l'éducation des prêtres et des religieuses. Un tiers des élèves scolarisés à Rodez sont inscrits dans des établissements catholiques. La figure emblématique du clergé rouergat, composante essentielle de la sociologie locale, est l'abbé Adrien Bion, fils de petits paysans du Causse noir, qui, au lendemain de la Libération, eut, comme aumônier de la Jeunesse agricole chrétienne (JAC), une influence déterminante sur l'évolution des mentalités du monde rural. Aveyronnais de

Noyés, Raymond Lacombe, ancien président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), est l'un des fils spirituels de l'abbé Bion, en même temps que le symbole de l'élan de modernisme dont des mouvements comme la JAC furent le ressort. Ici on redoute moins qu'ailleurs l'Europe de demain. On est organisé, solidaires et entrepreneurs. Et l'on vote « oui » au traité de Maastricht.

Rodez, dont la campagne environnante est le poumon, a respiré très tôt cet oxygène-là. Elle a bénéficié la première de l'immigration engendrée par le système des familles-souches. La première mais pas la seule. Paris est la ville qui compte le plus d'Aveyronnais. Il y en aurait 320 000, contre 270 000 seulement dans le département. Immigrés ne veut pas dire oubliés. L'Aveyronnais reste, plus qu'ailleurs, attaché à ses racines. Un signe parmi d'autres : le Crédit agricole de l'Aveyron continue d'avoir pour clients 12 000 de ces « Parisiens ». L'Aveyronnais émigre en masse, mais on n'immigre pas ou peu en Aveyron. Un facteur supplémentaire d'homogénéité.

Roland Boscary-Monsservin, qui fut près de vingt ans maire de Rodez (RI), et Marc Censi, actuel, après dix années de mandat, il est tentant de prédire la même longévité politique, valent moins par leur rôle propre que comme porte-drapeau de cette identité-là. On doit au premier, qui présida le syndicat agricole de l'Aveyron et fut deux fois ministre de l'Agriculture sous la IV<sup>e</sup> République, d'avoir contraint Rodez à la modernité à l'époque où le déclin désormais inéluctable de l'agriculture aurait pu coûter cher à la ville.

Les années 90 ne font qu'entretenir un dynamisme qui date de cette époque. La création du district du Grand Rodez, qui compte huit communes, remonte à 1964. Financé par ce district, le département et la chambre de commerce, l'aéroport de Marillac, le seul lien rapide avec l'extérieur, date de 1971. La préfiguration de ce qui sera, à la prochaine rentrée, un institut universitaire de technologie (IUT) de plein exercice (trois départements) remonte, elle, à 1969. Rodez, enfin, est l'une des premières agglomérations à avoir signé au début des années 70 l'un de ces « contrats d'aménagement » offerts par l'Etat aux villes moyennes entrepreneurs.

Rodez a intelligemment négocié le tournant, périlleux pour elle, des années 60. L'agglomération est caractéristique de ces villes moyennes qui doivent pour une part leur prospé-

rité au dépeuplement des campagnes alentour. Rodez et le désert aveyronnais... Pour n'être pas - pas encore ? - une réalité, cette formule n'en prend pas moins une certaine consistance, avec un risque d'effet boomerang : le déclin à son tour. Tandis que l'Aveyron perdait 8 600 habitants entre les deux derniers recensements (1982 et 1990), le Grand Rodez en gagnait 2 875, pour atteindre les 51 064. Un actif aveyronnais sur quatre réside aujourd'hui dans le district, où le nombre d'emplois a augmenté de 16 % au cours de la même période.

Rodez joue à fond la carte des activités liées à son environnement rural. Le district emploie 309 personnes dans l'industrie de la viande et 338 dans le secteur du lait. Cinq cent trente-huit salariés travaillent à la fabrication de produits alimentaires (plats cuisinés notamment) et 182 dans l'aménagement. L'Espace agroalimentaire d'Arzac (commune de Sainte-Radegonde) tente d'attirer au voisinage immédiat d'un abattoir ultramoderne inauguré récemment d'autres entreprises de la filière « viande ». Un « centre technologique » spécialisé dans cette branche d'activité proposera bientôt ses conseils aux entreprises désireuses de s'implanter sur place. Un Centre régional d'innovation et de transfert de technologie (CRITT) ambitionne de jouer le même rôle auprès des professionnels du bois. Rodez ne cesse de multiplier les initiatives. Elle sait qu'à se reposer sur ses lauriers elle court un risque mortel.

D'autant que l'époque n'est pas à l'euphorie. A peine inauguré, l'abattoir d'Arzac va licencier. Des compressions d'effectifs sont également à l'ordre du jour dans le secteur du lait. Pour se prémunir des sautes de conjoncture, Rodez doit se diversifier ailleurs que dans l'agroalimentaire.

### Savoir marier le vingt-et-unième siècle et l'ordre éternel des champs

Une période dans le secteur des services informatiques a été tentée et réussie à l'époque de tous les optimismes - le début des années 70 - par le Crédit agricole mutuel qui reste, ruralité oblige, la puissance économique locale (53 % des collectes et 59,7 % des crédits consentis dans le département). Créée avec l'argent des agriculteurs qui, déjà, jugeaient prudent de se diversifier, cette filiale, Infor-sud, emploie aujourd'hui, principalement à Rodez, plus de 700 personnes. Mais, conjoncture oblige, il n'entre pas dans les intentions du Crédit agricole, explique son directeur général, Guy Verdier, de se lancer dans de nouvelles aventures de ce genre.

L'un des handicaps de Rodez, dont elle a jusqu'ici triomphé, est ce que Jean Puech (UDF-PR), sénateur et président du conseil général, a un jour appelé « la vraie tumeur de l'Aveyron », son « enclavement ». Les élus locaux ont depuis longtemps cessé de rêver à une ligne de TGV qui mettrait les Aveyronnais à portée raisonnable de leurs compatriotes. Ils se consolent à l'idée que l'autoroute A 75, qui, via Clermont-

Ferrand, rejoint Paris, atteindra bientôt Sévérac-le-Château, à 50 km à l'est de la préfecture.

Alois que la réussite de Rodez est menacée par l'assèchement de son humus, le monde agricole, cet enclavement reste l'un des principaux obstacles à l'implantation d'entreprises venues d'ailleurs. Ces entreprises, qui fortifieraient l'avenir de Rodez, se sont généralement montrées insensibles jusqu'ici aux séductions déployées par le district pour les attirer à lui : main-d'œuvre vannée comme rude à la tâche et bien formée, un trait ancien, et - clin d'œil obligé aux cadres - parcours de golf en cours d'aménagement.

Une seule entreprise extérieure à l'Aveyron a suffisamment prospéré dans le Grand Rodez pour y jouer les « poids lourds ». Développée à partir d'une société locale spécialisée dans les pompes à injection, Robert Bosch SA appartient au groupe international du même nom, dont le siège est à Stuttgart. Implantée à Quet-le-Château, en contrebas du piton rocheux où se dresse Rodez avec sa cathédrale de grès rouge, elle emploie, pour la fabrication ou le montage d'injecteurs et de bougies automobiles, 1 460 personnes, soit le double d'il y a vingt ans et 100 de moins qu'il y a six mois car ses commandes ont chuté. Son directeur général, Matthias Welker, vante lui aussi l'aptitude au travail des Aveyronnais qui lui rappelle celle des Souabes, mais reconnaît que la situation géographique de son entreprise, au plus profond de l'Aveyron, deviendrait intenable si elle fabriquait, donc avait à expédier ailleurs, autre chose que des injecteurs et des bougies au petit gabarit.

Le paramètre le plus inquiétant pour l'avenir de Rodez est le vieillissement de la population aveyronnaise. Les paysans finissent leurs jours sur place, les derniers de leur lignée. Contraints à l'exil, leurs enfants viennent grossir une émigration traditionnelle que le dynamisme démographique du Rouergue n'avait, autrefois, sous l'influence de l'Eglise catholique, guère de mal à compenser. Ce temps n'est plus. Sous des apparences flatteuses, non dénuées de fondement, le taux de chômage dans le Grand Rodez (7,07 % en 1982, 6,79 % en 1990) dissimule la nécessité, pour nombre de jeunes gens, de chercher, comme leurs aîeux mais avec une anxiété redoublée, du travail ailleurs qu'en Aveyron.

Le modèle aveyronnais est fragile, même s'il résiste encore. Il dit un pays qui conjugue avec sagesse l'entrée dans le vingt et unième siècle et l'ordre éternel des champs. Il est le miroir d'une France qui resterait elle-même tout en se prenant par la main parce qu'il le faut. Cette France-là, du terroir et de l'informatique, Rodez et l'Aveyron permettent de l'imaginer, on le voudrait pour longtemps.

de notre envoyé spécial  
Bertrand Le Gendre

Prochain article :  
LISIEUX

« Dans la série « Cités », le Monde a déjà publié : Arras (daté 15-16 novembre) ; Saint-Malo (daté 22-23 novembre) ; Mâcon (daté 28-30 novembre) ; Perpignan (daté 6-7 décembre) et La Rochelle (daté 13-14 novembre).

### Chiffres

• Préfecture du département de l'Aveyron, Rodez, compte 24 700 habitants.  
• Le district du Grand Rodez, qui réunit huit communes, compte 51 064 habitants.  
• Résultats des élections municipales du 12 mars 1989 : 14 584 V. 31 223 A. 29,90 % E. 9,73 %  
• Union locale (Censi, UDF-PR, ml) : 8 030 (18,13 %)  
• 101 137 10 ch. d. 3 889  
• 78 (Raynal) : 3 227 (32,98 %) plus 15 175 ch. p.  
• C. Puech : 526 (5,32 %)  
• Résultats de réélection sur l'Union européenne du 20 septembre 1992 : 14 578 V. 10 928 A. 29,76 % E. 8,86 %  
• 6 387 (61,61 %) Nég. 3 541 (32,35 %)

B. L. G.  
• Editions du Rouergue, passage des Maçons, 12000 Rodez. Tél. : 05-68-68-50.

